

PERMIS DE DOUZ

CONVENTION

CAHIER DES CHARGES

ET

ANNEXES

ENTRE

L'ETAT TUNISIEN

ET

L'ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITES PETROLIERES

ET AMOCO TUNISIA OIL COMPANY

MARS 1980

(C) ONVENTION PORTANT AUTORISATION DE
RECHERCHE ET D'EXPLOITATION
DE SUBSTANCES MINERALES
DU SECOND GROUPE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Etat Tunisien (ci-après dénommé l'Autorité Concédante), représenté par Monsieur Amor ROUROU, Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, sous réserve de l'approbation des présentes par loi,

d'une part,

ET

L'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières (ci-après dénommée "ETAP"), établissement public à caractère Industriel et Commercial, dont le siège est à Tunis : 11, avenue Khéreddine Pacha, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Mekki ZIDI dûment mandaté pour signer cette Convention,

ET

AMOCO TUNISIA OIL COMPANY, (ci-après dénommée "LA SOCIETE"), Société établie et régie selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique dont le siège social est à 200 East Randolph Drive, CHICAGO, Illinois, USA, élisant domicile à Tunis Immeuble SPRIC Tour D 4^{ème} étage, route de l'Ariana, représentée aux présentes par Monsieur D.B. GRANT, spécialement mandaté à cet effet par une résolution du Conseil d'Administration en date du 28 février 1980, dont une copie certifiée conforme est annexée à l'original de ce document à l'intention du Gouvernement Tunisien (Annexe C),

d'autre part,

MF *ASH* *FL7*

ETAP et LA SOCIETE sont désignées ci-après conjointement "Le Titulaire" et individuellement "Le Cotitulaire".

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

ETAP et LA SOCIETE ont déposé conjointement en date du 29 février 1980 une demande de Permis de recherche et d'exploitation de substances minérales du second groupe telles que définies à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} Janvier 1953 sur les Mines. Le Permis demandé dit " PERMIS DE DOUZ" comporte deux mille deux cent vingt deux (2222) périmètres élémentaires, de quatre (4) kilomètres carrés chacun d'un seul tenant situé dans la région de Douz.

ETAP et LA SOCIETE, toutes deux satisfaisant aux conditions et obligations définies dans l'Article Premier du Décret du 13 Décembre 1948, ont demandé à être admises au bénéfice des dispositions spéciales prévucs dans ledit décret sous réserve des résultats de l'enquête publique qui sera ordonné, à cet effet, par arrêté du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.

ETAP et LA SOCIETE ont fixé leurs pourcentages de participation dans le Permis comme suit :

ETAP : 51 %
LA SOCIETE : 49 %

Elles ont décidé de conduire en commun les opérations de recherche de substances minérales du second groupe dans le Permis ainsi que les opérations d'exploitation des gisements qui en seraient issus.

Elles ont conclu un Contrat d'Association en vue de définir les conditions et modalités selon lesquelles elles exercent leurs droits et s'acquittent de leurs obligations qui résulteront pour chacune d'elles de la Convention et du Cahier des Charges qui seront conclus entre l'Etat Tunisien d'une part, et ETAP et LA SOCIETE d'autre part, à l'occasion de l'attribution du Permis objet de leur demande commune.

MS JSM ...

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER :

Le permis de recherche, tel que délimité à l'Article 2 du Cahier des Charges annexé à la présente Convention (Annexe A), sera attribué à ETAP et à LA SOCIETE conjointement et dans l'indivision par un arrêté du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Il est entendu que les intérêts indivis dans ledit permis sont les suivants :

- ETAP : 51 %
- LA SOCIETE: 49 %

ETAP et LA SOCIETE seront toutes deux admises au bénéfice des dispositions spéciales prévues par le Décret du 13 Décembre 1948, sous réserve du résultat de l'enquête publique ordonnée à cet effet, conformément aux dispositions des Articles 4 et 5 dudit Décret.

ARTICLE DEUX :

Les travaux d'exploration, de développement et d'exploitation des substances minérales du second groupe, effectués par le Titulaire dans les zones couvertes par le permis de recherche visé ci-dessus, sont assujettis aux dispositions de la présente Convention et à l'ensemble des textes qui lui sont annexés et qui en font partie intégrante.

Annexe A : Cahier des Charges

Annexe B : Procédure concernant le contrôle des changes.

Annexe C : Résolution du Conseil d'Administration de la Société donnant pouvoir à son mandataire pour signer la présente Convention.

MS JPK JLY

ARTICLE TROIS :

117/15/18
Aux lieu et place des redevances stipulées à l'article premier de la loi n° 58-36 du 15 mars 1958, chaque Cotitulaire s'engage par la présente à payer à l'Etat Tunisien :

1 - Une "redevance proportionnelle" (ci-après désignée "redevance") égale au taux de quinze pour cent (15 %) des quantités des hydrocarbures bruts, liquides ou gazeux provenant des opérations réalisées dans le cadre de la présente Convention et vendus ou enlevés par lui ou pour son compte.

Le décompte et le versement de cette redevance proportionnelle, soit en nature, soit en espèces, seront effectués suivant les modalités précisées au Titre III (Article 23 à 29) du Cahier des Charges. Les versements ainsi effectués par chaque Cotitulaire en application du présent paragraphe 1 seront considérés comme dépenses déductibles pour le calcul de ses bénéfices nets soumis à l'impôt visé au paragraphe 3 ci-dessous.

2 - Les droits, taxes et tarifs suivants :

a) Les paiements à l'ETAT, aux collectivités, offices ou établissements publics ou privés, et aux concessionnaires de services publics en rémunération de l'utilisation directe ou indirecte par le Titulaire des voiries et réseaux divers ou des services publics (tels que services des eaux, gaz, électricité, P.T.T., etc.) conformément aux conditions d'utilisation définies au Cahier des Charges.

b) la taxe des formalités douanières.

c) les taxes sur les transports et sur la circulation des véhicules.

d) les droits d'enregistrement. Toutefois, le droit proportionnel qui serait applicable aux contrats relatifs à des opérations mobilières y compris les contrats de ventes commerciales ne sera pas dû.

e) le droit de timbre.

f) la taxe unique sur les assurances.

g) la taxe sur la valeur locative de locaux à usage

de bureau et/ou d'habitation.

h) la taxe de formation professionnelle.

i) les taxes payées par les fournisseurs de matériaux ou de produits fournis au Titulaire, et qui sont normalement comprises dans le prix d'achat. Il est entendu toutefois que le Titulaire est exonéré de la taxe de prestation des services.

j) le droit fixe sur les concessions et le Permis de recherche.

Les paiements effectués par chaque Cotitulaire en application du présent paragraphe 2 seront traités comme des frais d'exploitation et seront déductibles pour le calcul de ses bénéfices nets soumis à l'impôt visé au § 3 ci-dessous.

Les majorations des droits, taxes et tarifs quelconques énumérés au présent paragraphe 2 ne seront applicables au Titulaire que si elles sont communément applicables à toutes les catégories d'entreprises en Tunisie.

Il est précisé que la redevance mentionnée au paragraphe 1 et les droits, taxes et tarifs visés au paragraphe 2 du présent article seront tous dûs, même en l'absence de bénéfice.

3 - Un impôt sur le revenu aux taux fixés ci-après, basé sur ses bénéfices nets au titre de ses activités sur le permis de "Douz" soumises à la présente Convention.

Les taux de l'impôt sur le revenu seront fixés comme suit :

- soixante pour cent (60%) pour une production totale annuelle du permis inférieure ou égale à un million de tonnes.

- soixante cinq pour cent (65%) aussitôt et après que la production totale annuelle du Permis dépassera un million de tonnes tout en restant inférieure ou égale à deux millions de tonnes.

- soixante dix pour cent (70 %) aussitôt et après que la production totale annuelle du Permis dépassera deux millions de tonnes tout en restant inférieure ou égale à quatre millions de tonnes.

- soixante quinze pour cent (75%) aussitôt et après que la production totale annuelle du Permis dépassera quatre millions de tonnes.

Il est entendu qu'une fois qu'un nouveau taux d'impôt correspondant à une production annuelle donnée est atteint, celui-ci restera à ce niveau même lorsque la production annuelle recule par la suite à un niveau inférieur.

4 - En contrepartie de ces versements prescrits au présent article 3, l'ETAT Tunisien exonère chaque Cotitulaire de tous impôts, taxes, droits et tarifs directs ou indirects, quelle qu'en soit la nature, déjà institués ou qui seront institués par l'ETAT Tunisien et/ou tous autres organismes ou collectivités publiques, à l'exception de ceux énumérés ci-dessus.

Tout montant payé par chaque Cotitulaire ou pour son compte au titre de la taxe de formalités douanières frappant l'exportation des substances minérales du second groupe produites par ou pour ce Cotitulaire, sera considéré comme un acompte sur le paiement de l'impôt visé au paragraphe 3 du présent Article 3 et dû par le dit Cotitulaire au titre de l'exercice au cours duquel ledit montant a été payé ou, à défaut, au titre des exercices ultérieurs.

ARTICLE QUATRE :

1 - Les bénéfices nets seront calculés de la même manière que pour l'impôt proportionnel de Patente, conformément aux règles fixées par le Code de la Patente à la date de signature de la présente Convention, sous réserve des dispositions de la dite Convention, en particulier :

- l'amortissement des immobilisations corporelles et des dépenses traitées comme des immobilisations en vertu du paragraphe 4 ci-dessous peut être différé, autant que besoin est, de façon à permettre leur imputation sur les exercices bénéficiaires jusqu'à extinction complète;

- tout solde non amorti de la valeur des dites immobilisations perdues ou abandonnées pourra être traité comme frais déductibles au titre de l'exercice au cours duquel la perte ou l'abandon a eu lieu.

- pour chaque exercice bénéficiaire, l'imputation des charges et amortissements sera effectuée dans l'ordre suivant :

a) report des déficits antérieurs,

.../...

- b) amortissements différés,
- c) autres amortissements,

2 - Les prix de vente retenus pour la détermination de l'impôt sur le revenu visé à l'article 3 ci-dessus, seront les prix de vente effectivement réalisés dans les conditions stipulées à l'article 11 ci-dessous, sauf en ce qui concerne, les ventes visées à l'article 80 du Cahier des Charges pour lesquelles on retiendra le prix défini audit article 80.

3 - Pour la liquidation et le paiement de l'impôt sur le revenu visé à l'article 3 ci-dessus, chaque Cotitulaire déclarera ses résultats et produira ses comptes de résultats et ses bilans à l'appui de ses déclarations au plus tard le 31 Mai suivant la clôture de l'exercice considéré (l'exercice correspondra à l'année du calendrier grégorien).

Chaque Cotitulaire règlera au plus tard le 30 Juin suivant la clôture de l'exercice considéré le montant correspondant à l'impôt sur le revenu.

4 - Les catégories suivantes de dépenses, effectuées en Tunisie ou ailleurs, en exécution de la présente Convention à savoir :

- les dépenses de prospection et de recherche
- les frais de forage non-compensés,
- les coûts d'abandon d'un forage,
- les coûts des forages de puits non-productifs de pétrole ou de gaz en quantités commercialisables,
- les frais de premier établissement relatifs à l'organisation et à la mise en marche des opérations pétrolières autorisées par la présente Convention,

pourront être traitées au choix du contribuable intéressé, après avoir décidé annuellement pour les dépenses de ces catégories faites au cours de l'exercice fiscal en cause, soit comme des frais déductibles au titre de l'exercice fiscal dans lequel ils auront été encourus, soit comme des dépenses d'immobilisa-

.../...

Handwritten signatures and initials

tiens à la fin à un taux à déterminer annuellement par l'intéressé à la date à laquelle il fixe son choix. Ledit taux ne dépassera pas vingt pour cent (20 %) pour les dépenses de prospection et de recherche encourues avant une découverte, ni dix pour cent (10 %) pour les dépenses encourues après ladite découverte.

5 - Pour les dépenses effectuées en Tunisie ou ailleurs, en exécution de la présente Convention, et relatives aux forages productifs de développement et aux équipements et installations d'exploitation des gisements, de production et de stockage, de transport et de chargement des hydrocarbures, le taux d'amortissement retenu sera déterminé annuellement pour l'exercice fiscal en cause par le contribuable intéressé sans que ledit taux puisse dépasser vingt pour cent (20 %) en ce qui concerne les équipements et installations utilisés ou situés en mer. Pour les installations à terre, les taux seront ceux généralement pratiqués dans l'industrie pétrolière internationale.

Les déductions au titre de l'amortissement seront autorisées jusqu'à amortissement complet desdites dépenses.

6 - Les expressions ci-après sont définies comme suit :

a) "Les dépenses de prospection et de recherche " comprendront :

- les dépenses pour les travaux d'ordre géologique, géophysique et assimilés.

- les dépenses des forages d'exploration, y compris le premier forage de découverte dans chaque gisement de pétrole ou de gaz, ainsi que tous les puits non productifs ou secs (à l'exclusion toutefois de toute dépense de développement, d'exploitation ou de production).

- les dépenses d'administration générale et autres frais généraux assimilés, qui ne peuvent être directement affectés aux activités de recherche ou aux activités d'ex-

exploitation et qui, aux fins d'amortissement et de déduction, feront l'objet d'une répartition entre les dépenses de recherche et les dépenses d'exploitation, suivant la proportion existant entre les dépenses directes de recherche et les dépenses directes d'exploitation.

b) "Les frais de forage non-compensés" désignent tous les frais de carburant, de matériaux et de matériel de réparation, d'entretien, de transport, de main-d'oeuvre et de rémunération de personnel de toutes catégories, ainsi que les frais assimilés nécessaires pour l'implantation, les travaux de forage, les essais, l'entretien et l'approfondissement des puits, et les travaux préparatoires pour ces opérations, ainsi que tous les frais afférents auxdites opérations.

7 - Pour la détermination des bénéfices nets soumis à l'impôt visé au paragraphe 3 de l'Article 3 ci-dessus, les activités assujetties à la présente Convention seront traitées par chaque Cotitulaire séparément de ses autres activités en Tunisie.

A cette fin, chaque Cotitulaire tiendra en Tunisie une comptabilité en dinars où seront enregistrés tous les frais, dépenses et charges encourus par lui au titre des activités assujetties à la présente Convention, y compris les ajustements nécessaires pour corriger les pertes ou gains qui résulteraient, sans ces ajustements, d'une ou plusieurs modifications intervenant dans les taux de change entre le dinar et la monnaie nationale du Cotitulaire en cause dans laquelle lesdits frais, dépenses et charges ont été encourus par ledit Cotitulaire (étant entendu que ces ajustements ne seront pas eux mêmes considérés comme un bénéfice ou une perte aux fins de l'impôt sur le revenu susvisé).

ARTICLE CINQ

Avant le mois de décembre de chaque année, le Titulaire notifiera à l'Autorité Concédante ses programmes prévisionnels de travaux d'exploration et d'exploitation pour

Il sera tenu compte, conformément des prévisions de dépenses, le Titulaire avisera aussi l'Autorité Concédante des révisions apportées à ces programmes dès que lesdites révisions auront été décidées par le Titulaire.

Le Titulaire convient que le choix de ses entrepreneurs et fournisseurs sera effectué par appel à la concurrence, d'une manière compatible avec l'usage dans l'industrie pétrolière internationale. A cette fin, tous les contrats ou marchés (autres que ceux du personnel et ceux occasionnés par un cas de force majeure), dont la valeur dépasse l'équivalent de cent mille dollars US (100,000) seront passés à la suite d'appels d'offres ou de larges consultations, dans le but d'obtenir les conditions les plus avantageuses pour le Titulaire, les entreprises consultées étant toutes placées sur un pied d'égalité. Toutefois, le Titulaire sera dispensé de procéder ainsi dans les cas où il fournira en temps utile à l'Autorité Concédante les raisons justificatives d'une telle dispense.

ARTICLE SIX

Le Titulaire conduira toutes les opérations avec diligence, en bon "père de famille" et selon les règles de l'Art appliquées dans l'industrie pétrolière internationale, de manière à réaliser une récupération ultime optimum des ressources naturelles couvertes par son permis et ses concessions. Les droits et obligations du Titulaire en ce qui concerne les obligations de travaux minima, la protection contre les déblais, les pratiques de conservation de gisement, les renouvellements, l'abandon, la renonciation seront tels qu'il est précisé dans le Cahier des Charges.

ARTICLE SEPT

En contre-partie des obligations énoncées ci-dessus, l'ETAT Tunisien s'engage par les présentes :

1) A accorder au Titulaire les renouvellements de son permis dans les conditions prévues aux Articles 3 à 9 inclus :

.../...

et à l'Article 21 du Cahier des Charges.

2) A attribuer au Titulaire des concessions minières dans les conditions fixées par les décrets du 1er janvier 1953 et du 13 décembre 1948 et par le Cahier des Charges.

Les concessions seront accordées pour une durée de cinquante (50) années, à compter de la date de publication au Journal Officiel de la République Tunisienne des arrêtés qui les octroient aux conditions précisées dans le Cahier des Charges.

3) a) A ne pas placer, directement ou indirectement sous un régime exorbitant du droit commun, le Titulaire et/ou les entreprises sous-traitantes utilisées par le Titulaire en vue de la réalisation des activités envisagées par la présente Convention.

b) A ne pas augmenter les droits d'enregistrement ou droits fixes auxquels sont assujettis les titres miniers concernant les substances minérales du second groupe, tels qu'ils sont fixés au moment de la signature de la présente par le décret du 1er janvier 1953 sur les Mines et les textes modificatifs subséquents, si ce n'est pour les réviser proportionnellement aux variations générales des prix en Tunisie.

4) A exonérer le Titulaire et tout entrepreneur que le Titulaire pourra utiliser soit directement par contrat, soit indirectement par sous-contrat :

a) de la taxe sur les prestations de services qui serait due à l'occasion des opérations réalisées avec le Titulaire ;

b) de toutes taxes portuaires et autres droits ayant trait aux mouvements et stationnements des bateaux et aux aéronefs utilisés à des fins de recherche, d'exploitation et d'exportation, dans les zones maritimes couvertes par le permis, ainsi que pour le transport, aller-retour, aux lieux

des dites opérations, à l'exception des taxes et droits frappant les navires chargeant dans un port commercial tunisien des hydrocarbures produits par le Titulaire.

5) a) A autoriser le Titulaire et tout entrepreneur qu'il pourra utiliser, soit directement par contrat, soit indirectement par sous-contrat, à importer en franchise de droits de douane et de tous impôts ou taxes prélevés à l'occasion de l'importation de marchandises, y compris toutes taxes sur le chiffre d'affaires (à la seule exception de la taxe de formalités douanières, T.F.D.) tous appareils (notamment appareils de forage), outillage, équipement et matériaux destinés à être utilisés effectivement sur les chantiers pour les opérations de prospection, recherche, exploitation et exportation et pour le transport aller-retour aux chantiers des opérations du Titulaire, sans licence d'importation, qu'ils soient en admission temporaire ou aux fins de consommation et d'utilisation. Il est entendu, toutefois, que cette exonération ne s'appliquera pas aux biens ou marchandises de la nature de ceux décrits dans le présent paragraphe et qu'il sera possible de se procurer en Tunisie, de type adéquat et de qualité comparable, à un prix comparable aux prix de revient à l'importation desdits biens ou marchandises s'ils étaient importés.

Si le Titulaire, son entrepreneur ou son sous-traitant a l'intention de céder ou de transférer des marchandises importées en franchise de droits et taxes, comme mentionné ci-dessus dans le présent sous-paragraphe a), il devra le déclarer à l'Administration des douanes avant la réalisation de ladite cession ou dudit transfert, et à moins que la cession ou le transfert ne soit fait à une autre société ou entreprise jouissant de la même exonération, lesdits droits et taxes seront payés sur la base de la valeur de la marchandise au moment de la vente.

b) A ce que tous les biens et marchandises importés en franchise en application du sous-paragraphe a) ci-dessus pourront être réexportés également en franchise, sous réserve des restrictions qui pourront être édictées par l'ETAT Tunisien en période de guerre ou d'état de siège.

6) A ce que les substances minérales du second groupe et leurs dérivés produits en application de la présente Convention et du Cahier des Charges puissent être exportés, transportés et vendus par chaque Cotitulaire comme son propre bien, sans restrictions, et en franchise de toutes taxes à l'exportation, taxes sur les ventes et droits, à l'exception de la taxe de formalités douanières (T.F.D.), sous réserve des mesures restrictives qui pourraient être édictées par l'ETAT Tunisien en période de guerre ou d'état de siège et sous réserve des dispositions prévues à l'Article 12 de la présente Convention et aux Articles 26, 28 et 80 du Cahier des Charges.

7) A faire bénéficier le Titulaire pour le ravitaillement en carburants et combustibles de ses navires et autres embarcations, du régime spécial prévu pour la marine marchande.

8) A accorder, ou à faire accorder au Titulaire le plein et entier bénéfice de toutes les dispositions de la présente Convention, y compris ses annexes, à l'effet de réaliser les opérations en vue desquelles elles sont conclues.

Au cas où le Titulaire procéderait à la cession ou au transfert en totalité ou en partie de son permis de recherche ou de sa ou ses concession(s), à ce qu'un tel transfert ou cession ne donne lieu à la perception d'aucun impôt, droit ou taxe de quelque nature que ce soit, existant actuellement ou qui serait ultérieurement créé par l'ETAT Tunisien ou par une quelconque autorité ou collectivité.

En cas de cession effectuée conformément à l'Article 8 ci-dessous, à ce que toutes les dépenses effectuées par le cédant en application de la présente Convention et du Cahier des Charges pourront être reprises par le bénéficiaire de la cession dans sa propre comptabilité, et ceci à quelque fin que ce soit, notamment, sans que ce qui suit soit une limitation, aux fins des obligations découlant de l'Article 3 de la présente Convention et aux fins des obligations des travaux minima stipulées au Cahier des Charges.

9) A ce que LA SOCIETE, pour les opérations réalisées dans le cadre de la présente Convention, soit assujettie à la réglementation des changes en vigueur en Tunisie telle qu'aménagée par la procédure arrêtée à l'Annexe B de la présente Convention et qui en fait partie intégrante.

ARTICLE HUIT

Est interdite, sauf autorisation préalable donnée par l'Autorité Concédante, l'aliénation totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, des droits détenus par chaque Cotitulaire dans le permis de recherche ou dans toute concession d'exploitation qui en sera issue.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent et celles des Articles 25, 49 et 64 du Décret du 1^{er} Janvier 1953, chaque Cotitulaire de permis ou de concession peut sans autre demande, autorisation, agrément, texte réglementaire ou législatif, céder en partie ou en totalité les intérêts indivis qu'il détient dans le permis ou dans toute concession qui en sera issue à une ou plusieurs sociétés affiliées au cédant, sous réserve d'en aviser l'Autorité Concédante par écrit.

Toutefois, en ce qui concerne les sociétés cessionnaires l'agrément de l'Autorité Concédante demeurera nécessaire :

1 - Si le cédant détient moins de 50 % des droits de vote dans les assemblées de la société cessionnaire,

2 - Si le cessionnaire est une société qui détient moins de 50 % des droits de vote dans les assemblées de la société Cotitulaire.

3 - Si le cessionnaire est une société dans les assemblées de laquelle moins de 50 % des droits de vote sont détenus par le Cotitulaire et/ou les actionnaires du Cotitulaire;

4 - Si le cessionnaire même affilié au cédant, est une société constituée conformément à la législation de l'un quelconque des pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec la République Tunisienne, ou une société ayant son siège dans l'un de ces pays.

ARTICLE NEUF

En cas de cession des intérêts indivis détenus par un titulaire dans le Permis de recherche ou dans toute concession qui en sera issue, le bénéficiaire de la cession assumera tous les droits et obligations du cédant découlant de la présente Convention et de ses annexes, notamment ceux stipulés aux Articles 3 et 4 ci-dessus, ainsi que les obligations de travaux minima stipulés au Cahier des Charges.

ARTICLE DIX

Le Contrat d'Association conclu entre ETAP et LA SOCIETE ainsi que les éventuels avenants le complétant ou le modifiant seront soumis à l'approbation de l'Autorité Concédante.

ARTICLE ONZE

Chaque Cotitulaire écoulera sa part d'hydrocarbures extraits dans les meilleures conditions, et, à cet effet, s'engage à ce que son prix de vente ne soit, en aucun cas, inférieur au prix normal de vente tel qu'il est défini à l'article 82 du Cahier des Charges.

ARTICLE DOUZE

Si l'exécution des dispositions des présentes par une partie est retardée par un cas de Force Majeure, le délai prévu pour ladite exécution sera prorogé d'une période égale à celle durant laquelle la Force Majeure aura persisté, et la durée de validité du Permis ou de la concession, suivant le cas, sera prorogée en conséquence sans pénalité.

.../...

ARTICLE TREIZE

Tout différend découlant de la présente Convention sera tranché définitivement suivant le Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.

La loi applicable sera la loi tunisienne en vigueur à la date de signature de la présente Convention.

ARTICLE QUATORZE

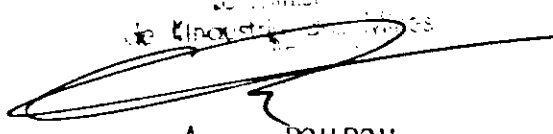
La présente Convention et l'ensemble des textes qui y sont annexés, le Contrat d'Association conclu entre ETAP et LA SOCIETE visé à l'article 10 ci-dessus et ses éventuels avenants sont dispensés des droits de timbre. Ils seront enregistrés sous le régime du droit fixe, aux frais du Titulaire.

ARTICLE QUINZE

La présente Convention, prend effet à dater de la publication au Journal Officiel de la République Tunisienne de l'arrêté du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, attribuant le Permis conjointement à ETAP et à LA SOCIETE.

Fait à Tunis en quatre exemplaires originaux, le - 1 AVR. 1980

Pour l'Etat Tunisien

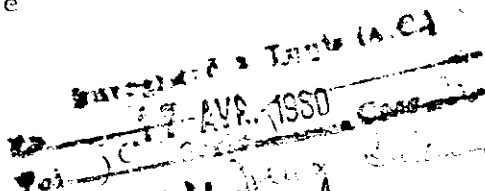

Amor ROUROU

Ministre de l'Industrie,
des Mines et de l'Energie

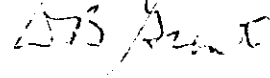
Pour l'Entreprise Tunisienne
d'Activités Pétrolières


Mekki ZIDI

résident Directeur Général


1 AVR. 1980

Pour AMOCO TUNISIA
OIL COMPANY


D.B. GRANT

Président

C A H I E R D E S C H A R G E S

S O M M A I R E

PAGE

<u>ARTICLE 1</u>	: Objet du présent Cahier des Charges	1
<u>TITRE PREMIER</u>		
<u>ARTICLE 2</u>	: Délimitation du Permis Initial	2
<u>ARTICLE 3</u>	: Obligations des travaux minima pendant la première période de validité du Permis	2
<u>ARTICLE 4</u>	: Justification du montant des travaux exécutés	5
<u>ARTICLE 5</u>	: Renouvellement du Permis	6
<u>ARTICLE 6</u>	: Réduction volontaire de surface : renonciations au Permis	7
<u>ARTICLE 7</u>	: Non-réalisation du minimum de dépenses	7
<u>ARTICLE 8</u>	: Libre disposition des surfaces rendues	8
<u>ARTICLE 9</u>	: Validité du permis en cas d'octroi d'une concession	8
<u>ARTICLE 10</u>	: Disposition des hydrocarbures tirés des recherches	9
<u>TITRE II - DECOUVERTE ET EXPLOITATION D'UN GITE</u>		
<u>ARTICLE 11</u>	: Définition d'une découverte	10
<u>ARTICLE 12</u>	: Octroi d'une concession de plein droit	11
<u>ARTICLE 13</u>	: Octroi d'une concession au choix du Titulaire	12
<u>ARTICLE 14</u>	: Cas d'une autre découverte située à l'extérieur d'une concession	13
<u>ARTICLE 15</u>	: Obligation de reconnaître le gisement	14
<u>ARTICLE 16</u>	: Blocage provisoire des moyens de recherche sur une des concessions	14
<u>ARTICLE 17</u>	: Obligation d'exploiter	15
<u>ARTICLE 18</u>	: Exploitation spéciale à la demande de l'Autorité Concédante	15

.../...

<u>ARTICLE 19</u>	:	Dispositions spéciales concernant les gisements de gaz n'ayant pas de relations avec un gisement d'hydrocarbures liquides	16
<u>ARTICLE 20</u>	:	Durée de la concession	17
<u>ARTICLE 21</u>	:	Prolongation du permis de recherche en cas de découverte	18
<u>TITRE III</u>	-	<u>REDEVANCE, TAXES ET IMPOTS DIVERS</u>	
<u>ARTICLE 22</u>	:	Droit d'enregistrement et redevances superficielles	20
<u>ARTICLE 23</u>	:	Redevance proportionnelle à la production et impôt supplémentaire sur les bénéfiques	20
<u>ARTICLE 24</u>	:	Choix du paiement en espèce ou en nature	21
<u>ARTICLE 25</u>	:	Modalité de perception en espèces de la redevance proportionnelle sur les hydrocarbures liquides ...	21
<u>ARTICLE 26</u>	:	Perception en nature de la redevance proportionnelle sur les hydrocarbures liquides	23
<u>ARTICLE 27</u>	:	Enlèvement de la redevance en nature sur les hydrocarbures liquides	23
<u>ARTICLE 28</u>	:	Redevance due sur le gaz	25
<u>ARTICLE 29</u>	:	Redevance due sur les solides	28
<u>TITRE IV</u>	-	<u>ACTIVITES ANNEXES DES INSTALLATIONS DE RECHERCHE ET ET D'EXPLOITATION DU TITULAIRE</u>	
<u>ARTICLE 30</u>	:	Facilités données au Titulaire pour ses installations annexes	29
<u>ARTICLE 31</u>	:	Installations ne présentant pas un intérêt public général	30
<u>ARTICLE 32</u>	:	Dispositions applicables aux "pipe-lines".....	31
<u>ARTICLE 33</u>	:	Utilisation par le Titulaire de l'outillage public existant	32
<u>ARTICLE 34</u>	:	Installations présentant un intérêt public général effectuées par l'Autorité Concédante (ou ses ayants droit) à la demande du Titulaire	32

<u>ARTICLE 35</u>	:	Installations présentant un intérêt public général exécutées par le Titulaire. Concession ou autorisation d'outillage public	35
<u>ARTICLE 36</u>	:	Durée des autorisations ou des concessions consenties pour les installations annexes du Titulaire ..	36
<u>ARTICLE 37</u>	:	Dispositions diverses relatives aux autorisations ou concessions autres que la concession minière ...	36
<u>ARTICLE 38</u>	:	Dispositions applicables aux captages et adductions d'eau	37
<u>ARTICLE 39</u>	:	Dispositions applicables aux voie ferrées	41
<u>ARTICLE 40</u>	:	Dispositions applicables aux installations de chargement et de déchargement maritimes	42
<u>ARTICLE 41</u>	:	Centrales thermiques	43
<u>ARTICLE 42</u>	:	Substances minérales autres que celles du deuxième groupe	43
<u>ARTICLE 43</u>	:	Installations diverses	44
<u>TITRE V</u>	-	<u>SURVEILLANCE MINIERE ET DISPOSITIONS TECHNIQUES</u>	
<u>ARTICLE 44</u>	:	Documentation fournie au Titulaire, par l'Autorité concédante	45
<u>ARTICLE 45</u>	:	Contrôle technique	45
<u>ARTICLE 46</u>	:	Application du Code des Eaux	45
<u>ARTICLE 47</u>	:	Accès aux chantiers	46
<u>ARTICLE 48</u>	:	Obligation de rendre compte des travaux	47
<u>ARTICLE 49</u>	:	Carnet de forage	47
<u>ARTICLE 50</u>	:	Surveillance géologique des forages	48
<u>ARTICLE 51</u>	:	Contrôle technique des forages	48
<u>ARTICLE 52</u>	:	Compte rendu mensuel d'activité	50
<u>ARTICLE 53</u>	:	Arrêt d'un forage	51
<u>ARTICLE 54</u>	:	Compte rendu de fin de forage	51

<u>ARTICLE 55</u>	:	Dispositions particulières applicables aux groupes de forage d'étude ou de développement	52
<u>ARTICLE 56</u>	:	Essais des forages	54
<u>ARTICLE 57</u>	:	Compte rendu annuel d'activité	59
<u>ARTICLE 58</u>	:	Exploitation méthodique d'un gisement	59
<u>ARTICLE 59</u>	:	Contrôle des forages productifs	60
<u>ARTICLE 60</u>	:	Reconnaisances et conservation des gisements	60
<u>ARTICLE 61</u>	:	Coordination des recherches et des Exploitations faites dans un même gisement par plusieurs exploitants différents	61
<u>ARTICLE 62</u>	:	Obligation générale de communiquer les documents .	62
<u>ARTICLE 63</u>	:	Unités de mesures	63
<u>ARTICLE 64</u>	:	Cartes et plans	63
<u>ARTICLE 65</u>	:	Bornages, Rattachement aux réseaux du Service Topographiques	64
<u>ARTICLE 66</u>	:	Caractère confidentiel des documents fournis par le Titulaire	64
<u>ARTICLE 67</u>	:	Définition des forages d'études, de prospection et développement	65
<u>TITRE VI</u>	-	<u>PROLONGATION, EXPIRATION, RENONCIATION, DECHEANCE DE LA CONCESSION</u>	
<u>ARTICLE 68</u>	:	Droit préférentiel du Titulaire en cas de nouvelles concessions	67
<u>ARTICLE 69</u>	:	Obligation de posséder en propre et de maintenir en bon état les ouvrages revenant à l'Autorité Concédante	67
<u>ARTICLE 70</u>	:	Responsabilité de l'Autorité Concédante vis-à-vis des tiers après la reprise de la concession	68
<u>ARTICLE 71</u>	:	Retour à l'Autorité Concédante des installations du Titulaire en fin de concession par arrivée au terme	68

<u>ARTICLE 72</u>	: Retour à l'Autorité Concédante des installations faites dans les dix (10) dernières années de la concession	70
<u>ARTICLE 73</u>	: Pénalités en cas de retard dans la remise des installations	71
<u>ARTICLE 74</u>	: Faculté de rachat des installations non mentionnées à l'Article 71	71
<u>ARTICLE 75</u>	: Exécution des travaux d'entretien des installations faisant retour à l'Autorité Concédante	72
<u>ARTICLE 76</u>	: Travaux de préparation de l'exploitation future ..	73
<u>ARTICLE 77</u>	: Renonciation à la concession	74
<u>ARTICLE 78</u>	: Cas de déchéance	75
<u>ARTICLE 79</u>	: Défaut de demande de la concession dans le délai prescrit après une découverte	76
 <u>TITRE VII</u> - <u>CLAUSES ECONOMIQUES</u>		
<u>ARTICLE 80</u>	: Réserves des hydrocarbures pour les besoins de l'Economie Tunisienne	77
<u>ARTICLE 81</u>	: Utilisation des gaz	78
<u>ARTICLE 82</u>	: Prix de vente des hydrocarbures bruts liquides ...	80
 <u>TITRE VIII</u> - <u>DISPOSITIONS DIVERSES</u>		
<u>ARTICLE 83</u>	: Election de domicile	81
<u>ARTICLE 84</u>	: Hygiène publique	81
<u>ARTICLE 85</u>	: Législation du travail	81
<u>ARTICLE 86</u>	: Nationalité du personnel	81
<u>ARTICLE 87</u>	: Formation de techniciens en matière de recherche d'hydrocarbures	81
<u>ARTICLE 88</u>	: Admission et circulation du personnel étranger ...	82
<u>ARTICLE 89</u>	: Recours aux offices publics de placement	82

<u>ARTICLE 90</u>	:	Matériel et entreprises	82
<u>ARTICLE 91</u>	:	Représentant agréé du Titulaire	83
<u>ARTICLE 92</u>	:	Défense Nationale et Sécurité du Territoire	83
<u>ARTICLE 93</u>	:	Cas de force majeure	83
<u>ARTICLE 94</u>	:	Dispositions particulières	84
<u>ARTICLE 95</u>	:	Droit de timbre et d'enregistrement	85
<u>ARTICLE 96</u>	:	Impression des textes	85

CAHIER DES CHARGES

Annexé à la Convention portant autorisation de recherche et d'exploitation de substances minérales du second groupe dans le Permis dit "Permis de DOUZ"

ARTICLE PREMIER : Objet du présent Cahier des Charges

Le présent Cahier des Charges qui fait partie intégrante de la Convention portant autorisation de recherche et d'exploitation de substances minérales du second groupe dans le Permis dit "Permis de DOUZ" (ci-après dénommé le Permis), a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières (ETAP) et AMOCO TUNISIA OIL COMPANYY (La Société), ci-après désignées conjointement par l'expression "Le Titulaire" et individuellement par l'expression "le Cotitulaire":

AT JKH

- 1 - Effectueront des travaux ayant pour objet la recherche des gîtes de substances minérales du second groupe dans la zone relevant de la juridiction Tunisienne définie par l'arrêté du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie dont il sera question à l'Article 2 ci-après;
- 2 - Procéderont dans le cas où ils auraient découvert un gîte exploitable desdites substances, au développement et à l'exploitation de ce gîte.

AT JKH

AT JKH .../...

TITRE PREMIER

Travaux Préliminaires de Recherche-Zones de Prospection

ARTICLE DEUX : Délimitation du Permis Initial

La zone dont il est question à l'Article I ci-dessus sera délimitée par le Permis qui sera attribué à ETAP et à LA SOCIETE conjointement et dans l'indivision par arrêté du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. Cet arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

La surface totale 50 de l'ensemble des périmètres élémentaires initiaux, constituant le Permis initial, est de huit mille huit cent quatre vingt huit (8888) kilomètres carrés (km²).

ARTICLE TROIS : Obligations des travaux minima pendant la première période de validité du Permis

Pendant la première période de validité du Permis qui est fixée à quatre (4) ans, le Titulaire s'engage à effectuer des travaux de recherche conformes aux règles de l'Art et régulièrement poursuivis, dont le coût dûment justifié, sera au moins égal à un montant total de vingt millions de Dollars U.S. (20.000.000 \$ U.S.), représentant pour cette première période de validité du Permis le programme de travail suivant :

- a) une campagne sismique d'au moins mille (1.000) kilomètres de profils sur la zone couverte par le Permis.
- b) le forage d'au moins quatre (4) puits d'exploration au cours de la première période de validité du Permis pour atteindre soit un objectif géologique paléozoïque, soit le socle cristallin, soit une profondeur d'au moins trois mille sept cent cinquante (3750) mètres pour chaque puits, jusqu'à ce que l'une quelconque de ces conditions soit remplie.

Le forage du premier puits d'exploration commencera au plus tard vingt quatre (24) mois après la date de la publication au Journal Officiel de la République Tunisienne de la loi d'approbation de la convention.

ARTICLE QUATRE : Justification du montant des travaux exécutés

Le Titulaire est tenu de justifier vis-à-vis de l'Autorité Concédante le montant des travaux de recherche effectués par lui pendant la durée de validité du permis.

Seront admis notamment dans l'appréciation des dépenses minima, et sous réserve qu'ils soient appuyés de dues justifications :

- a) les dépenses réelles engagées par le Titulaire pour le fonctionnement direct de ses travaux de recherche.
- b) les frais réels de déplacement, de passage ou de voyage, engagés pour le personnel du Titulaire destiné à travailler normalement en Tunisie, et pour les familles dudit personnel.
- c) les frais, salaires ou honoraires réels des experts et spécialistes employés par le Titulaire à l'occasion de ses travaux de recherche effectués en Tunisie.
- d) les frais réels d'établissement de toutes cartes et études nécessaires aux travaux du Titulaire.
- e) les frais d'assistance technique aux termes des contrats de service qui seront conclus par le Titulaire et notifiés à l'Autorité Concédante.
- f) les frais généraux de service et d'Administration, dûment justifiés, encourus par le Titulaire en relation directe avec le permis à concurrence d'un maximum de dix pour cent (10 %) du montant des dépenses réelles précédentes.

Handwritten signature

ARTICLE CINQ : Renouvellement du Permis

Conformément aux dispositions de l'Article 39 du Decret du 1er Janvier 1953 sur les mines et des arrêtés d'application dudit Decret, le renouvellement du Permis sera acquis de plein droit pour deux périodes nouvelles de deux ans chacune, dans les conditions définies ci-après.

- 1 - Sous la seule réserve qu'il ait satisfait aux obligations de travaux minima résultant de l'article 3 ci-dessus et qu'il en fasse la demande écrite dans les formes et délais prescrits par le Decret du 1er Janvier 1953 sur les Mines, le Titulaire aura droit à un premier renouvellement de son permis initial pour une surface S1 représentant les quatre-vingt centièmes ($80/100e$) de la surface S0 du permis initial.

Les surfaces abandonnées, c'est à dire les vingts centièmes ($20/100 e$) de la surface initiale S0 seront au choix du Titulaire. Il devra notifier ce choix à l'occasion de la demande de renouvellement du Permis, faute de quoi l'Autorité Concédante procédera d'office audit choix.

Le Titulaire s'engage, sur la nouvelle surface S1 ainsi définie et pendant la durée de validité du nouveau permis, à exécuter des travaux de recherche conformes aux règles de l'Art, régulièrement poursuivis, sur la base d'un montant minimum de vingt millions de Dollars (20.000.000 \$ U.S.).

- 2 - Dans les mêmes conditions, et toujours sous la réserve d'avoir satisfait aux obligations de travaux minima, le Titulaire aura droit à un second renouvellement pour une surface S2 représentant les soixante quatre centièmes ($64/100 e$) de la surface S0 du permis initial. ($S2 = 0,64 S0$).

Pour la période en question, le Titulaire s'engage sur la nouvelle surface S2 ainsi définie, à exécuter des travaux de recherche conformes aux règles de l'Art, régulièrement poursuivis, sur la base d'un montant minimum de vingt millions de Dollars (20.000.000 \$ U.S.)

Les surfaces sur lesquelles porte la réduction seront choisies par le Titulaire, dans les conditions fixées au second alinéa du paragraphe 1 du présent article.

AF JSA 1977

ARTICLE SIX : Réduction volontaire de surface et renonciation au Permis

- a) Le Titulaire aura droit à tout moment, à condition qu'il en ait notifié son intention par écrit, à des réductions volontaires supplémentaires de la surface de son permis indépendamment des réductions obligatoires prévues à l'Article 5 ci-dessus.

Dans ce cas le montant minimum de dépenses, fixé pour chacune des périodes de validité du permis et pour la ou les zones conservées, ne subira aucun changement du fait des réductions volontaires de superficie.

- b) Le Titulaire pourra à tout moment abandonner toute la Zone du Permis sur simple déclaration d'abandon, en conformité avec l'Article 25 du Décret du 1er Janvier 1953 et sous réserve des dispositions de l'Article 7 ci-après.

AS JM King

.../...

ARTICLE SEPT : Non-réalisation du minimum de dépenses

- a) Si pour des raisons imprévisibles, autres que la force majeure telle que définie à l'Article 93 ci-dessous, et reconnues valables par l'Administration, le Titulaire n'a pas exécuté le minimum de travaux fixé aux Articles 3 et 5 ci-dessus, il aura la possibilité d'obtenir le renouvellement de son permis, sous réserve de verser au préalable à l'ETAT TUNISIEN, et avec l'accord de celui-ci quant au montant, le reliquat des dépenses minima qu'il s'était engagé à effectuer.
- b) Si pour une quelconque raison autre que la force majeure, le Titulaire n'a pas dépensé les montants minima représentant le programme de travail susmentionné avant la fin d'une quelconque période de validité du permis, le Titulaire versera à l'ETAT TUNISIEN le reliquat des dépenses minima qu'il s'était engagé à effectuer, même s'il ne désire pas renouveler le Permis.

MS JSA 1/7

.../...

ARTICLE HUIT : Libre disposition des surfaces rendues

L'Autorité Concédante recouvrera la libre disposition des surfaces rendues, soit par les abandons prévus à l'Article 5 à l'occasion des renouvellements successifs, soit par les réductions volontaires ou renonciations prévues à l'Article 6.

En particulier, elle pourra y faire effectuer des travaux de recherche concernant les substances minérales du second groupe, soit par elle même, soit de toute autre façon.

MT JSH Kuz

ARTICLE NEUF : Validité du permis en cas d'octroi d'une concession.

L'institution d'une concession, telle qu'elle est précisée à l'Article 12 ci-après, entraîne de plein droit l'annulation du permis de recherche sur la portion du permis de recherche comprise dans le périmètre de ladite concession.

Elle n'entraîne pas l'annulation du permis de recherche extérieur au périmètre de la concession. Le permis de recherche conserve sa validité dans les conditions stipulées aux Articles 3, 5 et 21 du présent Cahier des Charges.

Lors des renouvellements du permis survenant après l'octroi d'une concession, la superficie de cette concession n'entrera pas dans le calcul de la surface du nouveau permis après renouvellement. Le montant des travaux minima imposé pour le permis restera inchangé.

MS JSA King

.../...

ARTICLE DIX : Disposition des hydrocarbures tirés des recherches

Le Titulaire pourra disposer des hydrocarbures produits à l'occasion de ses travaux de recherche, de la même manière qu'il pourra disposer des hydrocarbures tirés de ses exploitations, à charge par lui d'en informer en temps utile l'Autorité Concédante, et d'acquitter les redevances comme prévues à l'Article 23 ci-après.

HF JSH King

TITRE II

Découverte et Exploitation d'un Gîte

ARTICLE ONZE : Définition d'une découverte

Le Titulaire sera réputé avoir fait une découverte de gisement dit exploitable, au sens, du présent Cahier des Charges et de la Loi minière, lorsqu'il aura foré un puits, et démontré que ce puits peut produire un débit d'hydrocarbures bruts liquides, de qualité marchande, au moins égal aux quantités indiquées dans le tableau ci-dessous. Ce tableau précise également à quelles conditions ce débit doit se référer.

Il est entendu que les essais seront faits conformément aux règles de l'Art, et que le pourcentage d'eau entraînée ne sera pas, en moyenne, supérieur à trois pour cent (3 %).

Le choix du début de l'essai est laissé au Titulaire. Celui-ci sera libre de juger de l'époque à partir de laquelle le niveau essayé aura atteint un régime stabilisé de production.

Toutefois, cet essai devra être exécuté au plus tard à l'achèvement définitif du forage.

MS JSM AL-7

PROFONDEUR du niveau de production entre la surface du sol et le toit du niveau pro- ducteur. (en mètres)	PRODUCTION MOYENNE Journalière	DUREE MINIMUM d'un essai (Jours)	METHODE D'EXTRACTION
0-500 mètre Chaque 100 m en plus A 1.000 mètres Chaque 100 m. en plus A 1.500 mètres	10 m ³ +1 m ³ 15 m ³ +1 m ³ 20 m ³	30 30 30 25 25	Jaillissement ou pompage ou piston- nage
Chaque 100 mètres en plus A 2.000 mètres	+2 m ³ 30 m ³	15 15	Jaillissement ori- fice max. 12,7 m/m
Chaque 100 mètres en plus A 2.500 mètres	+4 m ³ 50 m ³	10 10	Jaillissement ori- fice max. 11,1 m/m
Chaque 100 mètres en plus A 3.000 mètres	+6 m ³ 80 m ³	7 7	Jaillissement ori- fice max. 9,5 m/m
Chaque 100 mètres en plus	+8 m ³	6	Jaillissement ori- fice max. 7,9 m/m

ARTICLE DOUZE : Octroi d'une concession de plein droit

Une découverte, telle que définie à l'Article 11 ci-dessus entraînera de plein droit la transformation d'une partie de la zone en concession minière.

La concession sera instituée suivant la procédure et le régime définis au Titre IV du Décret du 1er Janvier 1953 et des arrêtés d'application dudit décret, et dans les conditions précisées ci-après :

- 1 - Le Titulaire, dans le délai d'un an qui suivra la découverte, sera tenu de déposer une demande de concession dans les conditions fixées par les Articles 49, 50, 51, 52, 53, et 115 du Décret du 1er Janvier 1953 et des arrêtés d'application dudit décret.
- 2 - Le périmètre de la concession englobera une surface totale de mille kilomètres carrés (1000 Km²), au maximum.
- 3 - Ce périmètre sera choisi librement, selon les règles de l'Art, et compte tenu des résultats obtenus par le Titulaire, sous les réserves énoncées ci-après :

- c) Il sera entièrement englobé dans le permis de recherche obtenu par le Titulaire à l'époque de la découverte ;
- d) Il sera constitué par des segments de droites, toutes superposables à un carroyage de deux kilomètres de côté extrapolé du carroyage prévu à l'article 37 du décret du 1er Janvier 1953 sur les Mines. ;
- e) La surface qu'il délimite sera au moins égale aux deux centièmes (2/100è) du carré de la longueur totale du périmètre extérieur exprimée dans les mêmes unités ;
- f) Il n'isolera pas une enclave fermée à l'intérieur de la concession.

ARTICLE TREIZE : Octroi d'une concession au choix du Titulaire

1 - Le Titulaire aura le droit, à son propre choix, d'obtenir la transformation en concession d'une partie du permis de recherche, mais sans aucune limitation quant à la période stipulée au paragraphe 1er de l'Article 12, s'il a satisfait à l'une quelconque des conditions énumérées ci-après :

- a) S'il a foré un puits dont la capacité de production en hydrocarbures liquides est au moins égale à la moitié des quantités indiquées dans le tableau de l'Article 11 pour les profondeurs considérées dans ce tableau, en utilisant, le cas échéant, tous moyens artificiels d'extraction.

Le débit journalier moyen d'hydrocarbures liquides de qualité marchande, obtenu en fin d'essai, ne devra pas être inférieur aux huit dixièmes (8/10è) du débit journalier moyen obtenu dans les mêmes conditions au cours du début de l'essai.

De même, la quantité unitaire moyenne d'eau entraînée au cours de la fin de l'essai, ne devra pas être supérieure de plus de vingt pour cent (20 %) à la quantité de même nature qui aura été déterminée au cours du début de l'essai.

- b) S'il a foré un nombre quelconque de puits, dont les capacités de production en hydrocarbures liquides sont toutes inférieures à celles indiquées pour la profondeur de leurs niveaux de production comme prévu à l'Article 11 mais qui ont ensemble une capacité de production d'au moins cent mètres cubes (100 m3) par jour d'hydrocarbures liquides.

.../...

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page.

c) S'il a foré un nombre quelconque de puits d'une capacité de production totale d'eau moins cent mille mètres cubes (100.000 m³) d'hydrocarbures gazeux par jour, ramenés à la pression atmosphérique et à quinze degré centigrades (15°C), sans que la pression enregistrée à la tête du tubeage tombe au-dessous des trois quarts de la valeur statique. L'Autorité Concédante peut demander que cet essai soit exécuté sur une période de cinq (5) jours au plus.

2 -Dans les cas visés au présent Article, les conditions d'octroi de la concession seront celles des paragraphes 2 et 3 de l'Article 12.

3 -Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du paragraphe 1 du présent Article, l'Autorité Concédante se réserve le droit de réquérir que le Titulaire demande la concession dans l'un quelconque des cas visés au dit paragraphe, mais à la condition que, par ailleurs, elle donne au Titulaire les garanties prévues pour le régime spécial visé à l'Article 18, paragraphe 3, ci-après.

Toutefois, si le Titulaire manifeste son intention de poursuivre sur la structure en cause ses travaux de recherche, et s'il effectue ces travaux avec diligence, les dispositions de l'alinéa précédent ne seront pas appliquées pendant les trois (3) années qui suivront le premier essai de mise en production visé au paragraphe 1 du présent Article.

ARTICLE QUATORZE : Cas d'une autre découverte située à l'extérieur d'une concession

1 -Si le Titulaire, à l'occasion de travaux de recherche effectués à l'extérieur du périmètre de sa ou ses concessions mais à l'intérieur de son permis de recherche, fait la preuve d'une autre découverte répondant aux conditions définies à l'Article 11, il aura, chaque fois, le droit et l'obligation de transformer en concession un nouveau périmètre englobant une surface de mille (1000) kilomètres carrés, au maximum, dans les conditions définies à l'Article 12 ci-dessus.

Handwritten signature or initials in the bottom right corner.

2- De même, s'il fait la preuve d'une nouvelle découverte répondant aux conditions définies à l'Article 13 ci-dessus, et sous les réserves portées au paragraphe 3 du même article, il aura le droit, mais non l'obligation, de demander la transformation en concession d'un périmètre de mille (1.000) kilomètres carrés (km²), au maximum, dans les conditions fixées auxdits Articles 12 et 13.

ARTICLE QUINZE : Obligation de reconnaître le gisement

A partir de la publication de l'arrêté instituant la Concession, le Titulaire s'engage à effectuer avec diligence, conformément aux règles de l'Art, et suivant un programme méthodique et continu, les travaux ayant pour objet de délimiter et d'évaluer les ressources du gisement décelé par la découverte ayant motivé la transformation en concession.

Il s'engage à maintenir raisonnablement dans la concession correspondante en opérations continues, un atelier de sondage au moins, d'un modèle moderne et adéquat, jusqu'au moment où le gisement aura pu être délimité et ses ressources ainsi évaluées.

Toutefois, la délimitation du gisement et la reconnaissance des ressources de celui-ci seront considérées comme suffisantes, à partir du moment où le Titulaire aura fait la preuve que la concession peut produire au moins cent mille (100.000) mètres cubes par an d'hydrocarbures liquides, ou encore au moins cent millions (100.000.000) mètres cubes par an d'hydrocarbures gazeux, ramenés à la pression atmosphérique, et à la température de quinze degrés centigrades (15° C). Dans ce cas, le Titulaire pourra passer à l'exploitation dans les conditions définies à l'Article 17 ci-après.

ARTICLE SEIZE : Blocage provisoire des moyens de recherche sur une des concessions.

Dans le cas où le Titulaire aura bénéficié de plusieurs concessions, il sera soumis sur chacune d'elles aux obligations définies à l'Article 15 ci-dessus.

Toutefois, il aura la faculté, et pendant une durée maxima de trois (3) ans, de transférer temporairement l'atelier de sondage attaché à l'une des concessions sur une autre concession, pour accélérer le travail en cours sur cette dernière.

Handwritten signature and initials

ARTICLE DIX-SEPT : Obligation d'exploiter

- 1 - Dès l'achèvement des travaux visés à l'Article 15, le Titulaire s'engage à exploiter l'ensemble de ses concessions suivant les règles de l'Art ; à conduire cette exploitation en "bon père de famille" avec le souci d'en tirer le rendement optimum, compatible avec une exploitation économique, et suivant des modalités qui, sans mettre en péril ses intérêts fondamentaux propres d'exploitant, serviraient au maximum les intérêts économiques fondamentaux de la Tunisie.
- 2 - Si le Titulaire fait la preuve qu'aucune méthode d'exploitation ne permet d'obtenir du gisement des hydrocarbures à un prix de revient permettant eu égard aux prix mondiaux desdits produits, une exploitation bénéficiaire, le Titulaire sera relevé de l'obligation d'exploiter, sans perdre le bénéfice de la concession, mais sous la réserve prévue à l'Article 18 ci-après.

ARTICLE DIX-HUIT : Exploitation spéciale à la demande de l'Autorité Concédante

- 1 - Si, dans l'hypothèse visée à l'Article 17, paragraphe 2, l'Autorité Concédante, soucieuse d'assurer le ravitaillement du pays en hydrocarbures, décidait quand même que ledit gisement devrait être exploité, le Titulaire serait tenu de le faire, sous la condition que l'Autorité Concédante lui garantisse la vente des hydrocarbures produits à un juste prix couvrant ses frais directs et ses frais généraux d'exploitation du gisement, les taxes de toute espèce, la quote-part des frais généraux du siège social (mais à l'exclusion de tous amortissements pour travaux antérieurs de recherche, de tous frais de recherches exécutées, ou à exécuter, dans le reste de la concession ou dans la zone couverte par le permis), et lui assurant une marge bénéficiaire nette égale à dix pour cent (10 %) des dépenses mentionnées ci-dessus.
- 2 - Si, toutefois, l'obligation résultant de l'alinéa précédent conduisait le Titulaire à engager des dépenses de premier établissement excessives au regard des programmes de développement normal de ses recherches et de ses exploitations, ou dont l'amortissement normal ne pourrait pas être prévu avec une sécurité suffisante, le Titulaire et l'Autorité Concédante se concerteront pour étudier le financement de l'opération proposée.

.../...

Dans ce cas, le Titulaire ne sera jamais tenu d'augmenter contre son gré ses investissements dans une opération déterminée, si celle-ci n'est pas comprise dans ses programmes généraux de recherches et d'exploitation. Si une telle augmentation des investissements devenait nécessaire, le Titulaire et l'Autorité Concédante se concerteraient pour étudier les modalités de son financement que l'Autorité Concédante serait appelée à assumer en totalité ou en partie.

3 - Toutefois, lorsque l'Autorité Concédante usera des dispositions prévus au paragraphe 3 de l'Article 13 ci-dessus, les dépenses de premier établissement à engager pour la mise en exploitation du gisement devront être prises en charge par l'Autorité concédante, si le Titulaire le demande.

4 - Le Titulaire, à tout instant, pourra se dégager des obligations visées au présent Article en renonçant à la partie de concession à laquelle elles s'appliquent, dans les conditions prévues à l'Article 77 ci-après.

De même dans les cas visés au paragraphe 3 de l'Article 13, le Titulaire pourra, à tout instant, se dégager en renonçant à demander une concession, et en abandonnant son permis de recherches sur la zone considérée.

ARTICLE DIX-NEUF : Dispositions spéciales concernant les gisements de gaz n'ayant pas de relation avec un gisement d'hydrocarbures liquides

- 1 - Lorsque le Titulaire aura effectué une découverte, au sens indiqué à l'Article 13, paragraphe 1, alinéa c, concernant un gisement de gaz secs ou humides, qui n'ait pas de relation avec un gisement d'hydrocarbures liquides, et à condition qu'il prouve que les conditions économiques du moment ne lui permettent pas de trouver pour les gaz produits par ledit gisement un débouché commercial assurant dans des conditions satisfaisantes la rémunération des dépenses d'investissement restant à engager et des dépenses d'exploitation, le Titulaire aura le droit, sous réserve des dispositions de l'article 16, de demander une concession, tout en restant provisoirement relevé par l'Autorité Concédante des obligations ci-après :
- obligations de délimiter et reconnaître le gisement résultant de l'Article 15 ;

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page.

- obligations d'exploiter, résultant de l'Article 17.
- 2 - Dès que le Titulaire aura réclamé le bénéfice des dispositions énoncées au paragraphe 1 du présent Article, il devra se concerter immédiatement avec l'Autorité Concédante dans les conditions précisées à l'Article 81 ci-après, pour rechercher d'un commun accord les moyens de créer de nouveaux débouchés commerciaux susceptibles d'absorber, en totalité ou en partie, la production du gaz escomptée dudit gisement, tout en rémunérant d'une manière satisfaisante les investissements nouveaux ainsi que les frais d'exploitation que devra engager le Titulaire pour remplir les obligations édictées par les Articles 15 et 17.
 - 3 - L'Autorité Concédante aura le droit de rappeler le Titulaire, à tout moment, à l'exécution stricte de la totalité ou d'une partie des obligations qui résultent pour celui-ci des Articles 15 et 17, dès qu'elle aura prouvé l'existence d'un débouché commercial satisfaisant au sens indiqué par le paragraphe 2 du présent Article.
 - 4 - De même l'Autorité Concédante, et indépendamment de l'existence d'un débouché commercial satisfaisant, aura le droit de réquerir que le Titulaire effectue, suivant les dispositions stipulées à l'Article 18, tout ou partie des travaux de délimitation et de reconnaissance du gisement visé à l'Article 15, et aussi tout ou partie des travaux de mise en exploitation visés à l'Article 17. Dans ce cas, et sauf accord amiable conclu ultérieurement entre les deux parties, l'exploitation sera éventuellement poursuivie à la demande de l'Autorité Concédante, suivant les dispositions stipulées audit article 18.
 - 5 - Le Titulaire pourra, à tout instant, se dégager des obligations entraînées par les paragraphes 2, 3 et 4 du présent Article, soit en renonçant à la partie de concession à laquelle elles s'appliquent, dans les conditions prévues à l'Article 77 ; soit, dans le cas qui fait l'objet du paragraphe 3 de l'Article 13, en renonçant à la fois à son droit de demander une concession et à son permis de recherche sur la zone considérée.

ARTICLE VINGT : Durée de la concession

La concession sera accordée pour une durée de cinquante (50) années, à dater de la publication au Journal Officiel de la République Tunisienne de l'arrêté qui l'établit.

Toutefois, cette concession prendra fin avant son terme fixe, en cas de déchéance prononcée en application des Articles 68 et 69 (deux premiers alinéas) du Décret du 1er Janvier 1953, ainsi que de l'Article 78 du présent Cahier des Charges.

De même, le Titulaire peut, à toute époque, renoncer à tout ou partie de sa ou ses concessions, dans les conditions prévues aux Article 65 et 66 du décret du 1er Janvier 1953 et à l'Article 77 du présent Cahier des Charges.

ARTICLE VINGT ET UN : Prolongation du permis de recherche en cas de découverte

1 - A l'expiration de la période couverte par le deuxième renouvellement et si le Titulaire a effectué une découverte lui donnant droit à l'une des concessions visées aux Articles 12 et 13, le Titulaire aura le droit indépendamment des travaux faits à l'intérieur des susdites concessions, de continuer ses travaux de recherche dans une partie de la zone couverte par le permis initial et extérieure aux concessions.

Sous la réserve ci-dessus, le Titulaire aura donc droit à un troisième renouvellement du permis initial pour une période de deux ans.

2 - Toute découverte effectuée par le Titulaire dans la zone couverte par le permis visé au paragraphe 1 du présent Article, ou par le permis qui en dérivera à la suite de renouvellement, ouvrira au Titulaire le droit, et entraînera éventuellement l'obligation de demander l'institution d'une nouvelle concession, dans les conditions définies aux article 12 ou 13 ci-dessus.

3 - Le troisième renouvellement portera sur une surface égale aux cinquante centièmes (50/100^e) de la surface initiale.
(53 = 0,50 50).

4 - Le Titulaire pourra choisir cette surface à l'intérieur de la surface couverte par son permis en cours de validité à l'expiration de la période couverte par le deuxième renouvellement.

4 - Le Permis ainsi défini sera renouvelé deux fois de plein droit pour les durées de deux ans chacune, si le Titulaire a effectué sur ledit permis des travaux d'un montant minimum de vingt millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (20.000.000 \$ U.S.).

L'appréciation du montant réel des travaux et les modalités de justification seront faites comme il est dit à l'Article 4.

- 5 - a) Aucune réduction "automatique" de la surface du permis ne sera appliquée à l'occasion des renouvellements visés au présent article (21 - 4)
- b) Le Titulaire pourra, s'il le demande, obtenir la réduction complémentaire : dite volontaire, prévue à l'Article 6. Dans ce cas, le montant minimum, convenu pour les travaux, restera inchangé.
- c) Ce même montant minimum sera également inchangé si la surface restante se trouve réduite par l'institution d'une concession dérivant du permis en cause, comme il est dit au paragraphe 2 du présent Article.

HT 22/2/24

TITRE III

Redevance, Taxes et Impôts divers.

ARTICLE VINGT-DEUX : Droit d'enregistrement et redevances superficiaires

Le Titulaire est tenu de payer, tant pour le permis de recherche que pour la ou les concessions, les droits fixes d'enregistrement, et en ce que concerne la ou les concessions les redevances superficiaires, dans les conditions prévues par la loi minière et par la Convention à laquelle est annexé le présent Cahier des Charges.

ARTICLE VINGT-TROIS : Redevance proportionnelle à la production et impôt Supplémentaire sur les bénéfices

I. Redevance proportionnelle à la production

- 1 - Chaque Cotitulaire s'engage, en outre, à payer ou à livrer gratuitement à l'Autorité Concédante, une "redevance proportionnelle à la production" égale aux taux fixés à l'Article 3 de la Convention appliqués à la valeur ou aux quantités, déterminées en un point dit "point de perception" qui est défini à l'Article 25 ci-après, des substances minérales du second groupe extraites et conservées par lui à l'occasion de ses travaux de recherche ou de ses travaux d'exploitation, avec tels ajustements qui seraient nécessaires pour tenir compte de l'eau et des impuretés ainsi que des conditions de température et de pression dans lesquelles ont été effectuées les mesures.
- 2 - Toutefois, sont exonérés de la redevance proportionnelle :
 - a) Les hydrocarbures bruts consommés par le Cotitulaire pour la marche de ses propres installations (recherche et exploitation) et leurs dépendances légales, ainsi que pour la force motrice nécessaire à ses propres pipelines de transport.
 - b) Les hydrocarbures que le Cotitulaire justifierait ne pouvoir rendre "marchands".
 - c) Les gaz perdus, brûlés, ou ramenés au sous-sol.
- 3 - La production liquide sur laquelle s'applique la redevance proportionnelle sera mesurée à la sortie des réservoirs de stockage situés sur les champs de production.

Les méthodes utilisées pour la mesure seront proposées par le Titulaire et agréées par la Direction de l'Energie.

Les mesures seront faites suivant l'horaire dicté par les néces-

L'Autorité Concédante en sera informée en temps utile. Elle pourra se faire représenter aux opérations de mesures, et procéder à toutes vérifications contradictoires.

- 4 - La redevance proportionnelle à la production sera liquidée et perçue mensuellement.

Dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque mois, le Titulaire transmettra à la Direction de l'Energie un "relevé des quantités d'hydrocarbures assujetties à la redevance", avec toutes justifications utiles, lesquelles se référeront notamment aux mesures contradictoires de production et aux exceptions visées au paragraphe 2 du présent Article.

Après vérification, et correction, s'il y a lieu, le relevé mensuel ci-dessus sera arrêté par le Directeur de l'Energie.

II. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur le bénéfice sera celui prévu par la Convention.

ARTICLE VINGT-QUATRE : Choix du paiement en espèce ou en nature

Le choix du mode de paiement de la redevance proportionnellement à la production, soit en espèces, soit en nature, appartient à l'Autorité Concédante.

Celle-ci notifiera, à chaque Cotitulaire, au plus tard le 30 juin de chaque année, son choix pour le mode de paiement et également, dans le cas de paiement en nature, sur les points de livraison visés aux Articles 27 et 28 (paragraphe 2). Ce choix sera valable du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante.

Si l'Autorité Concédante ne notifiait pas son choix dans le délai imparti, elle serait censée avoir choisi le mode de perception en espèces.

ARTICLE VINGT-CINQ : Modalité de perception en espèces de la redevance proportionnelle sur les hydrocarbures liquides

- 1 - Si la redevance proportionnelle est perçue en espèces, son montant sera liquidé mensuellement en prenant pour base : d'une part, le relevé arrêté par le Directeur de l'Energie, comme il est dit à l'Article 23, paragraphe 4 précédent ; et d'autre part, la valeur des hydrocarbures liquides déterminés dans les réservoirs situés en bout du pipeline général ou, en l'absence d'un tel pipeline, à la sortie des réservoirs de stockage situés sur le

fonction des prix de vente effectivement réalisés, diminués des frais de transport mais non de la TFD, à partir desdits réservoirs jusqu'à bord des navires.

- 2 - Le prix appliqué pour chaque catégorie d'hydrocarbures assujettis à la redevance sera le prix visé au paragraphe 3 ci-après pour toute quantité vendue par le Cotitulaire pendant le mois en cause, corrigé par des ajustements appropriés de telle manière que ce prix soit ramené aux conditions de référence adoptées pour la liquidation de la redevance et stipulées au paragraphe 1 ci-dessus.
- 3 - Pour la détermination de la redevance et de l'impôt sur les bénéfices, le prix de vente sera le prix qu'il aura effectivement reçu notamment en ce qui concerne les ventes effectuées pour couvrir les besoins de la consommation intérieure tunisienne en vertu de l'Article 80 ci-après.
- 4 - Les prix unitaires d'application pour le mois en cause seront communiqués par le Cotitulaire en même temps qu'il transmettra le relevé mensuel dont il a été question au paragraphe 4 de l'Article 23. Ces prix sont vérifiés, corrigés s'il y a lieu, et arrêtés par le Directeur de l'Energie.

Si le Cotitulaire omet de communiquer les prix, ou ne les communique pas dans le délai imparti, ceux-ci seront taxés et arrêtés d'office par le Directeur de l'Energie, suivant les principes définis au paragraphe 2, 3 et 4 du présent Article, et sur la base des éléments d'information en sa possession.

Si le Directeur de l'Energie ne notifie pas au Cotitulaire son acceptation ou ses observations dans le délai de quinze (15) jours qui suivra le dépôt de la communication, cette dernière sera réputée acceptée par l'Autorité Concédante.

- 5 - L'état de liquidation de la redevance proportionnelle pour le mois en cause sera établi par le Directeur de l'Energie et notifié au Cotitulaire. Celui-ci devra en effectuer le paiement entre les mains du comptable public qui lui sera désigné, dans les quinze (15) jours qui suivront la notification de l'état de liquidation.

Tout retard dans les paiements donnera à l'Autorité Concédante, et sans mise en demeure préalable, le droit de réclamer au Cotitulaire des intérêts moratoires calculés au taux légal, sans préjudice des autres sanctions prévues au présent Cahier des Charges.

- 6 - S'il survient une contestation concernant la liquidation de la redevance mensuelle, un état de liquidation provisoire sera établi, le Cotitulaire entendu, sous la signature du Ministre de l'Industrie des Mines et de l'Energie. Il sera exécutoire pour le Cotitulaire dans les conditions prévues au paragraphe 5 ci-dessus.
- 7 - Après règlement de la contestation, il sera établi un état de liquidation définitive sous la signature du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. Les moins perçus donneront lieu à versement d'intérêts moratoires au profit de l'EPAT, lors de la liquidation définitive et calculés à partir des dates des paiements effectués au titre des liquidations provisoires.

ARTICLE VINGT-SIX : Perception en nature de la redevance proportionnelle sur les hydrocarbures liquides

- 1 - Si la redevance proportionnelle sur les hydrocarbures liquides est perçue en nature, elle sera due au point de perception défini à l'Article 25 ci-dessus. Toutefois, elle pourra être livrée en un autre point dit "point de livraison", suivant les dispositions prévues à l'Article 27 ci-dessous.
- 2 - En même temps qu'il adressera à la Direction de l'Energie un relevé visé au paragraphe 4 de l'Article 23 ci-dessus, le Cotitulaire fera connaître les quantités des différentes catégories d'hydrocarbures liquides constituant la redevance proportionnelle et l'emplacement précis où elles seront stockées.

ARTICLE VINGT-SEPT : Enlèvement de la redevance en nature sur les hydrocarbures liquides

- 1 - L'Autorité Concédante peut choisir, comme point de livraison des hydrocarbures liquides constituant la redevance en nature, soit le point de perception, soit tout autre point situé à l'un des terminus des pipelines principaux du Cotitulaire, normalement exploités pour la qualité à délivrer, par exemple, les postes de chargement sur bateaux, citernes ou wagons-citernes.

L'Autorité Concédante aménagera à ses frais les moyens de réceptions adéquats, au point convenu pour la livraison. Ils seront adaptés à l'importance, à la sécurité et au mode de production du gisement d'hydrocarbures.

L'Autorité Concédante pourra imposer au Titulaire de construire les

installations de réception visées ci-dessus, mais seulement dans la mesure où il s'agira d'installations normales situées à proximité des champs de production. Elle devra alors fournir les matériaux nécessaires et rembourser au Titulaire ses débours réels.

Le Cotitulaire sera en outre dégagé de toute responsabilité civile en ce qui concerne les dommages causés par le fait des personnes dont il doit répondre, ou des choses qu'il a sous sa garde, à raison des travaux ainsi exécutés par lui pour le compte de l'Autorité Concédante et suivant les prescriptions et sous le contrôle de celle-ci.

- 2 - Les hydrocarbures liquides constituant la redevance en nature seront livrés par le Cotitulaire à l'Autorité Concédante au point de livraison fixé par cette dernière, comme il est dit au paragraphe précédent.

Si le point de livraison est distinct du point de perception, c'est à dire en dehors du réseau général de transport du Titulaire, l'Autorité Concédante remboursera au Cotitulaire le coût réel des opérations de manutention et de transport effectuées par celui-ci entre le point de perception et le point de livraison, y compris la part d'amortissement de ses installations.

- 3 - Les hydrocarbures liquides, constituant la redevance en nature, deviendront la propriété de l'Autorité Concédante à partir du point de perception.

La responsabilité du Cotitulaire vis-à-vis de l'Autorité Concédante, pour le transport entre le point de perception et le point de livraison sera celle d'un entrepreneur de transport vis-à-vis du propriétaire de la marchandise transportée.

Toutefois, les pertes normales par coulage au cours du transport et du stockage resteront à la charge de l'Autorité Concédante.

- 4 - L'enlèvement des produits constituant la redevance en nature sera fait au rythme concerté chaque mois entre le Cotitulaire et la Direction de l'Energie.

Sauf en cas de force majeure, la Direction de l'Energie devra aviser le Cotitulaire au moins dix (10) jours à l'avance des modifications qui pourraient survenir dans le programme prévu de chargement des bateaux-citernes ou des wagons-citernes.

.../...

HT 28/1/17

L'Autorité Concédante fera en sorte que la redevance due pour le mois écoulé soit retirée d'une manière régulière dans les trente jours (30) qui suivront la remise par le Cotitulaire de la communication visée au paragraphe 2 de l'Article 26.

Toutefois, un plan d'enlèvement portant sur des périodes supérieures à un mois pourra être arrêté d'un commun accord.

Si la redevance a été retirée par l'Autorité Concédante dans un délai de trente (30) jours, le Cotitulaire n'aura pas droit à une indemnité de ce chef.

Toutefois, l'Autorité Concédante se réserve le droit d'exiger du Cotitulaire une prolongation de ce délai de trente (30) jours pour une nouvelle période qui ne pourra dépasser soixante (60) jours, et sous réserve que les quantités ainsi accumulées ne dépassent pas trente mille (30.000) mètres cubes.

La facilité ainsi donnée cessera d'être gratuite. L'Autorité Concédante devra payer au Cotitulaire une indemnité calculée suivant un tarif concerté à l'avance, et rémunérant le Cotitulaire des charges additionnelles qu'entraîne pour lui cette obligation.

5 - De toute manière, le Cotitulaire ne pourra pas être tenu de prolonger la facilité visée au dernier alinéa du paragraphe précédent, au-delà de l'expiration d'un délai total de quatre-vingt dix (30 + 60) jours. Passé ce délai, ou si les quantités accumulées pour le compte de l'Autorité Concédante dépassent trente mille mètres cubes (30.000 m³), les quantités non perçues par elle ne seront plus dues en nature par le Cotitulaire. Celui-ci en acquittera la contre-valeur en espèces dans les conditions prévues à l'Article 25 ci-dessus.

6 - Si les dispositions prévues au second alinéa du paragraphe 5 du présent Article, étaient amenées à jouer plus de deux (2) fois dans le cours de l'un des exercices visés à l'Article 24, second alinéa ci-dessus, le Cotitulaire pourra exiger que la redevance soit payée en espèces jusqu'à la fin dudit exercice.

ARTICLE VINGT-HUIT : Redevance due sur le gaz

1 - L'Autorité Concédante aura le droit de percevoir sur le gaz produit

par le Cotitulaire, après les déductions prévues à l'Article 23 du paragraphe 2 :

- Soit une redevance de quinze pour cent (15%) en espèce sur le gaz vendu par le Cotitulaire, et sur la base des prix réels de vente de ce dernier, après les ajustements nécessaires pour les ramener aux conditions du point de perception.
- Soit une redevance perçue suivant les modalités prévues aux paragraphes ci-après.

2 - Si le Cotitulaire décide d'extraire, sous la forme liquide, certains hydrocarbures qui peuvent exister dans le gaz brut, l'Autorité Concédante percevra la redevance après traitement.

Si les produits finis, hydrocarbures liquides et gaz résiduels, sont obtenus à la suite d'opération simple, la redevance sera calculée à quinze pour cent (15%), sans tenir compte des frais de traitement supportés par le Titulaire.

Dans le cas d'opérations plus compliquées et coûteuses, la redevance prise sous forme de produits finis sera calculée en tenant compte du coût des opérations, non compris la part d'amortissement des installations. Toutefois, étant donné la difficulté de faire cette évaluation, il est admis forfaitairement que la redevance sera perçue dans ce dernier cas à raison de dix pour cent (10%) sur les hydrocarbures liquides et gaz résiduels; la différence, soit cinq pour cent (5%) représentera forfaitairement le remboursement des frais de traitement supportés par le Cotitulaire.

La redevance sur les produits liquides sera due, soit en nature, soit en espèces, à partir d'un "point de perception secondaire" qui sera celui où les produits liquides sont séparés du gaz.

Dans le cas où la livraison s'effectuerait en nature, un point de livraison différent pourra être choisi par accord mutuel. Il coïncide avec une des installations de livraison prévues par le Cotitulaire pour ses propres besoins.

L'Autorité Concédante remboursera sa quote-part des frais de manutention et de transport, dans des conditions analogues à celles qui font l'objet de l'Article 27, paragraphe 2 et 3.

.../...

La redevance en espèces sera calculée sur le prix effectif de vente, avec les ajustements nécessaires pour le ramener aux conditions correspondant au point de perception secondaire.

Le choix de percevoir la redevance, en espèces ou en nature, sera fait comme prévu pour les hydrocarbures liquides à l'Article 24 ci-dessus.

- 3 - La gasoline naturelle séparée par simple détente sera considérée comme un hydrocarbure brut, qui ne devra pas, toutefois, être remélangé au pétrole brut, sauf autorisation préalable de l'Autorité Concédante. Un plan d'enlèvement portant sur des périodes de six (6) mois pourra être arrêté d'un commun accord, qu'il s'agisse soit de la redevance payée en gasoline, soit de l'écoulement dudit produit pour les besoins de l'économie tunisienne.
- 4 - Le Cotitulaire n'aura l'obligation :
 - Ni de dégazoliner au delà de ce qui serait nécessaire pour rendre son gaz marchand, et seulement dans la mesure où il aurait trouvé un débouché commercial pour ledit gaz ;
 - Ni de stabiliser ou de stocker la gasoline naturelle ;
 - Ni de réaliser une opération particulière de traitement ou de recyclage.
- 5 - Dans le cas où l'Autorité Concédante choisira de percevoir la redevance en nature, elle devra fournir, aux points de livraison agréés des moyens de réception adéquats, capables de recevoir sa quote-part des liquides au moment où ces derniers deviendront disponibles au fur et à mesure de leur production ou de leur sortie des usines de préparation. L'Autorité Concédante prendra en charge les liquides à ses risques et périls, dès leur livraison. Elle ne pourra pas imposer un stockage au Cotitulaire pour ces liquides.
- 6 - Dans le cas où l'Autorité Concédante choisira de percevoir la redevance en espèces, la redevance sera liquidée mensuellement suivant les dispositions de l'Article 23, paragraphe 4 et de l'Article 25 ci-dessus.
- 7 - Si l'Autorité Concédante n'est pas en mesure de recevoir la redevance en nature dans les conditions spécifiées au paragraphe 5 du

présent Article, elle sera réputée avoir renoncé à la perception en nature de cette redevance ou de la partie de cette redevance pour laquelle elle n'aura pas de moyens de réception adéquats.

ARTICLE VINGT-NEUF : Redevance due sur les solides

Si le Cotitulaire exploite des hydrocarbures solides naturels, la redevance sera fixée d'un commun accord, compte-tenu des conditions d'exploitation du gisement, à un taux compris entre trois et dix pour cent (3% à 10%).

MF RSK King

TITRE IV

Activités annexes des installations de Recherche et d'Exploitation du Titulaire

ARTICLE TRENTE : Facilités données au Titulaire pour ses installations annexes

L'Autorité Concédante, dans le cadre des dispositions légales en la matière, et notamment des Articles 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78 et 83 du Décret du 1er Janvier 1953 donnera au Titulaire toutes facilités en vue d'assurer à ses frais, d'une manière rationnelle et économique, la prospection, l'exploration, et l'extraction, le transport, le stockage et l'évacuation des produits provenant de ses recherches et de ses exploitations, ainsi que toute opération ayant pour objet la préparation desdits produits en vue de les rendre marchands.

Rentrent notamment dans ce cas, en sus des installations mentionnées explicitement au Décret du 1er Janvier 1953, et dans la mesure du possible :

- a) l'aménagement des dépôts de stockage sur les champs de production, dans les ports d'embarquement, ou à proximité des usines de préparation, ou éventuellement de traitement ;
- b) les communications routières, ferroviaires ou aériennes et maritimes, les raccordements aux réseaux généraux de voies routières, ferrées ou aériennes et maritimes ;
- c) les pipe-lines, stations de pompage et toutes installations ayant pour objet le transport en vrac des hydrocarbures ;
- d) les postes d'embarquement situés sur le domaine public maritime ou le domaine public des ports maritimes ou aériens ;
- e) les télécommunications et leurs raccordements aux réseaux généraux de télécommunications tunisiens ;
- f) les branchements sur les réseaux publics de distribution d'énergie ; les lignes privées de transport d'énergie ;
- g) les alimentations en eau potable et industrielle ;
- h) les installations d'épuration et éventuellement, de traitement des gaz bruts ;

.../...

HS 888 1/2

- 20 -

ARTICLE TRENTE-ET-UN : Installations ne présentant pas un intérêt public général

1 - Le Titulaire établira lui-même, et à ses frais, risques et périls, toutes installations qui seraient nécessaires à ses recherches et à ses exploitations et qui ne présenteraient pas un caractère d'intérêt public général, qu'elles soient situées à l'intérieur ou à l'extérieur des concessions.

Reviennent notamment dans ce cas :

- a) les réservoirs de stockage sur les champs de production ;
- b) les "pipe-lines" assurant la collecte du pétrole brut ou du gaz depuis les puits jusqu'aux réservoirs précédents ;
- c) les "pipe-lines" d'évacuation permettant le transport du pétrole brut ou des gaz depuis lesdits réservoirs jusqu'au point d'embarquement par chemin de fer, ou par mer, ou jusqu'aux usines de traitement ;
- d) les réservoirs de stockage aux points d'embarquement ;
- e) les installations d'embarquement en vrac par pipelines permettant le chargement des wagons-citernes ou des bateaux-citernes ;
- f) les adductions d'eau particulières dont le Titulaire aurait obtenu l'autorisation ou la concession ;
- g) les lignes privées de transport d'énergie électrique ;
- h) les pistes et routes de service pour l'accès terrestre et aérien à ses chantiers ;
- i) les télécommunications entre ses chantiers ;
- j) d'une manière générale, les usines, centrales thermiques, installations industrielles, ateliers et bureaux destinés à l'usage exclusif du Titulaire, et qui constitueraient des dépendances légales de son entreprise ;
- k) l'utilisation de son propre matériel de transport terrestre et aérien permettant l'accès à ses chantiers.

2 - Pour les installations visées aux alinéas c), e), f), et g) du paragraphe précédent, le Titulaire sera tenu, si l'Autorité Concédante l'en requiert, de laisser des tierces personnes utiliser lesdites installations, sous les réserves suivantes :

.../...

H5 28K A. L.

- a) Le Titulaire ne sera tenu ni de construire, ni de garder des installations plus importantes que ses besoins propres ne le nécessitent ;
- b) les besoins propres du Titulaire seront satisfaits en priorité sur ceux des tiers utilisateurs ;
- c) l'utilisation par des tiers ne gênera pas l'exploitation faite par le Titulaire pour ses propres besoins ;
- d) des tiers utilisateurs paieront au Titulaire une juste indemnité pour le service rendu.

Les tarifs en condition d'usage applicables aux tiers seront fixés par le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie sur la proposition du Titulaire.

Ils seront établis de manière à couvrir, à tout instant, les dépenses réelles du Titulaire, y compris une quote-part de ses frais normaux d'amortissement et d'entretien plus une marge de quinze pour cent (15 %) pour frais généraux et bénéfiques, marge non applicable à l'Etat Tunisien.

3 - L'Autorité Concédante se réserve le droit d'imposer au Titulaire de conclure, avec des tiers titulaires de permis ou de concessions minières, des accords en vue d'aménager et d'exploiter en commun les ouvrages visés aux alinéas c), e), f), g) et h) du paragraphe 1 du présent Article, s'il doit en résulter une économie dans les investissements et dans l'exploitation de chacune des entreprises intéressées.

4 - L'Autorité Concédante, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, fera toute diligence en vue de pourvoir le Titulaire des autorisations nécessaires pour exécuter les travaux visés au paragraphe 1 du présent Article.

ARTICLE TRENTE-DEUX : Dispositions applicables aux "pipe-lines"

Les pipe-lines pour le transport en vrac des substances minérales du second groupe seront installés et exploités par le Titulaire et à ses frais, conformément aux règles de l'Art, et suivant des prescriptions réglementaires de sécurité applicables à ces ouvrages.

Le Titulaire prendra toutes précautions utiles pour éviter les risques de pollution des nappes d'eau voisines des pipe-lines, et les risques de perte d'hydrocarbures, d'incendie ou d'explosion.

Si le tracé des pipe-lines traverse des éléments du domaine public, ou des propriétés privées, et si l'implantation de ces pipe-lines ne peut pas être résolue soit par les accords amiables obtenus par le Titulaire, soit par

Le simple jeu des Articles 74, 76 et 77 du Décret du 1er Janvier 1953, on appliquera les dispositions suivantes :

Les projets d'exécution seront établis par le Titulaire et soumis à l'approbation préalable de l'Autorité Concédante après une enquête parcel-laire réglementaire.

L'Autorité Concédante se réserve le droit d'imposer des modifications au tracé projeté par le Titulaire, si le résultat de l'enquête susvisée rend nécessaires de telles modifications.

L'occupation des propriétés privées par le Titulaire sera faite dans les conditions fixées par les Articles 77 et 78 du Décret du 1er Janvier 1953.

L'occupation des parcelles du domaine public sera faite sous le régime des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, suivant le droit commun en vigueur pour les occupations de l'espèce, et les règlements particuliers applicables aux diverses catégories d'éléments du domaine public.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux installations annexes de pipe-lines, telles que stations de pompage, réservoirs, brise-charges, évents, ventouses, vidanges, etc.

ARTICLE TRENTE-TROIS : Utilisation par le Titulaire de l'outillage public existant

Le Titulaire sera admis à utiliser, pour ses recherches et ses exploitations, tous les éléments existants de l'outillage public de la Tunisie, suivant les clauses, conditions et tarifs en vigueur et sur un pied de stricte égalité au regard des autres usagers.

ARTICLE TRENTE-QUATRE : Installations présentant un intérêt public général effectuées par l'Autorité Concédante (ou ses ayants droit) à la demande du Titulaire

- 1 - Lorsque le Titulaire justifiera avoir besoin, pour développer son industrie de recherches et d'exploitation de substances minérales du second groupe, de compléter l'outillage public existant, ou d'exécuter des travaux présentant un intérêt public général, il devra en rendre compte à l'Autorité Concédante.

L'Autorité Concédante et le Titulaire s'engagent à se concerter pour trouver la solution optima susceptible de répondre aux

besoins légitimes exprimés par le Titulaire, compte tenu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant le domaine public et les services publics en cause.

2 - Sauf dispositions contraires énoncées aux Articles 38, 39 et 40 ci-après, les deux parties conviennent d'appliquer les modalités ci-dessous ;

a) Le Titulaire fera connaître à l'Autorité Concédante ses intentions concernant les installations en cause.

Il appuiera sa demande d'une note justifiant la nécessité desdites installations, et d'un projet d'exécution précis.

Il y mentionnera les délais d'exécution qu'il entendrait observer s'il était chargé de l'exécution des travaux. Ces délais devront correspondre aux plans généraux de développement de ses opérations en Tunisie, tels qu'ils auront été exposés par lui dans les rapports et compte-rendus qu'il est tenu de présenter à l'Autorité Concédante en application du Titre V du présent Cahier des Charges.

b) L'Autorité Concédante est tenue de faire connaître au Titulaire dans un délai de trois (3) mois, ses observations sur l'utilité des travaux, ses observations concernant les dispositions techniques envisagées par le Titulaire et ses intentions concernant les modalités suivant lesquelles les travaux seront exécutés.

Elle se réserve le droit, soit d'exécuter les travaux elle-même, soit d'en confier l'exécution au Titulaire.

c) Si l'Autorité Concédante décide d'exécuter elle-même les travaux demandés, elle précisera si elle entend assurer elle-même le financement des dépenses de premier établissement correspondantes, ou bien si elle entend imposer au Titulaire de lui rembourser tout ou partie des susdites dépenses.

Dans ce dernier cas, le Titulaire sera tenu de rembourser à l'Autorité Concédante la totalité (ou la part convenue) des dépenses réelles dûment justifiées, par échéances mensuelles et dans le mois qui suit la présentation des décomptes, sous peine d'intérêts moratoires calculés au taux légal.

d) Dans les cas visés à l'alinéa c) précédent, les projets d'exécution seront mis au point d'un commun accord entre les deux parties, conformément aux règles de l'Art, et suivant les clauses et conditions générales et les spécifications techniques

particulières appliquées par les départements intéressés de la Tunisie.

Les projets seront approuvés par le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, le Titulaire entendu.

Il sera tenu compte des observations de ce dernier dans la plus large mesure possible.

Le Titulaire aura le droit de retirer sa demande, s'il juge trop élevée la participation financière qui lui est imposée.

S'il accepte la décision du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, l'Autorité Concédante est tenue d'exécuter les travaux avec diligence et d'assurer la mise en service des ouvrages dans un délai normal eu égard aux besoins légitimes exprimés par le Titulaire et aux moyens d'exécution susceptibles d'être mis en oeuvre.

- 3 - Les ouvrages ainsi exécutés seront mis à la disposition du Titulaire pour la satisfaction de ses besoins, mais sans que celui-ci puisse en revendiquer l'usage exclusif.

L'Autorité Concédante ou tout autre établissement public, office ou concessionnaire désigné par celle-ci, en assurera l'exploitation, l'entretien et le renouvellement, dans les conditions qui seront fixées au moment de l'approbation des projets d'exécution.

- 4 - Le Titulaire, en contre partie de l'usage desdites installations, payera à leur exploitant les taxes d'usage, péages et tarifs qui seront fixés par le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, le Titulaire entendu.

Ceux-ci seront comparables aux taxes, péages et tarifs pratiqués en Tunisie pour des services publics ou entreprises similaires, s'il en existe.

A défaut, ils seront calculés comme il est dit à l'Article 31, paragraphe 2), dernier alinéa ci-dessus.

Au cas où le Titulaire aurait, comme il est dit à l'alinéa c) du paragraphe 2 du présent Article, remboursé tout ou partie des dépenses de premier établissement, il en sera tenu compte dans la même proportion dans le calcul des tarifs, péages et taxes d'usage.

15

ARTICLE TREIZE-CINQ : Installations présentant un intérêt public général
exécutées par le Titulaire. Concession ou autorisa-
tion d'outillage public

Dans le cas visé à l'Article précédent, paragraphe 2, alinéa b), où l'Autorité Concédante décide de confier au Titulaire l'exécution des travaux présentant un intérêt public général, celui-ci bénéficiera, pour les travaux considérés d'une concession ou d'une autorisation d'outillage public.

- 1 - S'il existe déjà, pour le type d'installation en cause, une réglementation, codification ou jurisprudence des autorisations ou concessions de l'espèce, on s'y réfèrera.

Tel est le cas, notamment des occupations temporaires du domaine public, des installations portuaires des prises et adductions d'eau, des embranchements de voies ferrées.

- 2 - S'il n'en existe pas, et sauf dispositions contraires stipulées aux Articles 38, 39 et 40 ci-après, on appliquera les dispositions générales ci-dessous.

La concession (ou l'autorisation) d'outillage public, sera formulée dans un acte séparé, distinct de l'arrêté de la concession.

La construction et l'exploitation seront faites par le Titulaire aux risques et périls de celui-ci.

Les projets seront établis par le Titulaire. Ils seront approuvés par le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.

Les règlements de sécurité et d'exploitation seront approuvés par le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, le Titulaire entendu.

Les ouvrages construits par le Titulaire sur le domaine de l'Etat ou des collectivités ou des établissements publics feront retour de droit à l'Autorité responsable dudit domaine en fin de concession.

Enfin, la concession comportera l'obligation pour le Titulaire de mettre ses ouvrages et installations à la disposition de l'Autorité Concédante et du public, étant entendu que le Titulaire aura le droit de satisfaire ses propres besoins par priorité, avant de satisfaire ceux des autres utilisateurs. Les tarifs d'utilisation seront fixés comme il est dit à l'Article 31, paragraphe 2, dernier alinéa.

.../...

ARTICLE TRENTE-SEPT : Durée des autorisations ou des concessions consenties pour les installations annexes du Titulaire

1 - Les autorisations ou concessions d'occupation du domaine public ou du domaine privé de l'Etat, les autorisations ou concessions d'outillage public, seront accordées au Titulaire pour la durée de validité du permis de recherches.

Elles seront automatiquement renouvelées aux mêmes conditions, tant que ce permis (ou une portion de ce permis) sera lui-même renouvelé.

Elles seront automatiquement prorogées, le cas échéant, si le Titulaire obtient une ou plusieurs concessions, instituées comme il est dit aux Articles 12 et 13 et jusqu'à l'expiration de la dernière de ces concessions.

2 - Si, toutefois, l'ouvrage motivant l'autorisation ou la concession cessait d'être utilisé par le Titulaire, l'Autorité Concédante se réserve les droits définis ci-dessous :

- a) Lorsque l'ouvrage susvisé cessera définitivement d'être utilisé par le Titulaire, l'Autorité Concédante pourra prononcer d'office l'annulation de l'autorisation ou la déchéance de la concession correspondante ;
- b) Lorsque l'ouvrage susvisé ne sera que momentanément inutilisé, le Titulaire pouvant ultérieurement avoir besoin d'en reprendre l'utilisation, l'Autorité Concédante pourra en requérir l'usage provisoire, soit pour son compte, soit pour le compte d'un tiers désigné par elle. Toutefois, le Titulaire reprendra l'usage dudit ouvrage dès que celui-ci deviendra à nouveau nécessaire pour ses recherches ou ses exploitations.

ARTICLE TRENTE-SEPT : Dispositions diverses relatives aux autorisations ou concessions autres que la concession minière

De toute manière, les règles imposées au Titulaire pour l'utilisation d'un service public, pour l'occupation du domaine public ou du domaine privé de l'Etat, et pour les autorisations ou concessions d'outillage public, seront celles en vigueur à l'époque considérée, en ce qui concerne la sécurité, la conservation et la gestion du domaine public et des biens de l'Etat.

Les autorisations et concessions ci-dessus visées donneront lieu à versement par le Titulaire des droits d'enregistrement, taxes et redevances prévus à l'époque par les barèmes généraux communs à tous les usagers.

Les tarifs, taxes d'usage et péages seront ceux des barèmes généraux en vigueur pour les actes de l'espèce.

L'Autorité Concedante s'engage à ne pas instituer à l'occasion de la délivrance des concessions ou autorisations susvisées, et au détriment du Titulaire, des redevances, taxes, péages, droits ou taxes d'usage frappant les installations annexes du Titulaire d'une manière discriminatoire, et constituant des taxes ou impôts additionnels déguisés n'ayant plus le caractère d'une juste rémunération d'un service rendu.

ARTICLE TRENTE-HUIT : Dispositions applicables aux captages et adductions d'eau.

1 - Le Titulaire est censé parfaitement connaître les difficultés de tous ordres que soulèvent les problèmes d'alimentation en eau potable, industrielle ou agricole dans le périmètre couvert par le permis initial dont il a été question à l'Article 2 ci-dessus.

2 - Le Titulaire pourra, s'il le demande, souscrire des polices d'abonnement temporaires ou permanentes aux réseaux publics de distribution d'eau potable ou industrielle, dans la limite de ses besoins légitimes, et dans la limite des débits dont ces réseaux peuvent disposer.

Les abonnements seront consentis suivant les clauses, conditions générales et tarifs applicables pour les réseaux publics en question.

Les branchements seront établis sur projets approuvés par le Ministre de l'Agriculture (Service Hydraulique) par le Titulaire et à ses frais, suivant les clauses et conditions techniques applicables aux branchements de l'espèce.

Notamment, les branchements destinés à rester en place plus de quatorze (14) ans seront exécutés en tuyaux de fonte centrifugée, ou en tuyaux d'une qualité et d'une durabilité équivalentes.

Les travaux pendant leur exécution seront soumis au contrôle du Ministre de l'Agriculture (service hydraulique), et feront l'objet d'essais de recette par le dit service.

Le Ministre de l'Agriculture, dans la décision portant autorisation du branchement et approbation du projet, et s'il s'agit de branchements destinés à être utilisés pendant plus de quatorze (14) ans, pourra imposer que le branchement soit remis, après réception, à l'organisme ou concessionnaire chargé de la

gestion du réseau public dont dérive le branchement et qu'il soit classé dans les ouvrages dudit réseau public.

Par ailleurs, le Ministre de l'Agriculture se réserve le droit d'imposer un diamètre des canalisations tel que le débit possible en service normal dans les canalisations en question dépasse de vingt pour cent (20 %) le débit garanti à la police d'abonnement.

Enfin, le Ministre de l'Agriculture pourra prescrire au Titulaire d'exécuter un branchement d'un diamètre supérieur au diamètre fixé par la règle précédente, en vue de desservir des points d'eau publics ou des tiers abonnés sur ledit branchement, à charge de rembourser au Titulaire le supplément de dépenses entraîné par cette décision.

- 3 - Lorsque le Titulaire aura besoin d'assurer temporairement l'alimentation en eau de ses chantiers notamment de ses ateliers de sondage, et lorsque les besoins légitimes du Titulaire ne pourront pas être assurés économiquement par un branchement sur un point d'eau public existant (ou un réseau public de distribution d'eau), l'Autorité Concédante s'engage à lui donner toutes facilités d'ordre technique ou administratif, dans le cadre des dispositions prévues par le Code des Eaux (loi N° 75-16 du 31 Mars 1975), et sous réserve des droits qui pourront être reconnus à des tiers, pour effectuer, sous le contrôle du service spécial des eaux, les travaux de captage et d'adduction des eaux du domaine public qui seraient nécessaires.

Le Titulaire aura la facilité d'utiliser, sous le régime d'une autorisation provisoire délivrée par le Ministre de l'Agriculture, les eaux de domaine public découvertes par lui à l'occasion de ses travaux, pourvu qu'il n'endommage pas la nappe dont elles proviendraient, et ne porte pas atteinte à des droits d'eau reconnus à des tiers. Il est bien entendu que, dans ce cas, il déposera immédiatement une demande régulière d'autorisation ou de concession, concernant ces eaux. Cette faculté subsistera jusqu'à ce qu'il soit statué sur ladite demande, conformément à la procédure fixée par le Code des Eaux (Décret du 5 Août 1953).

.../...

Les ouvrages de captage (à l'exclusion des ouvrages d'adduction) exécutés par le Titulaire en application des autorisations visées ci-dessus, feront retour à l'Etat sans indemnité, tels qu'ils se trouvent lorsque le Titulaire aura cessé de les utiliser.

Si les travaux de captage effectués par le Titulaire donnent un débit supérieur aux besoins de celui-ci, l'Autorité Concédante pourra requérir que le Titulaire livre aux services publics la fraction du débit dont il n'a pas l'utilisation, contre une juste indemnité couvrant la quote-part de ses dépenses d'exploitation et d'entretien des ouvrages hydrauliques.

En tout état de cause, l'Autorité Concédante pourra requérir que le Titulaire assure gratuitement et pendant toute la durée qu'il exploitera le captage autorisé, l'alimentation des points d'eau publics, dans la limite du dixième du débit de captage, une fois déduits les débits réservés au profit de points d'eau publics préexistants, ou les débits réservés pour couvrir les droits reconnus à des tiers.

4 - Lorsque le Titulaire aura besoin d'assurer d'une manière permanente l'alimentation de ses chantiers miniers ou de ses installations annexes, et qu'il ne pourra obtenir que ses besoins légitimes soient assurés d'une manière suffisante, économique, durable et sûre, par un branchement sur un point d'eau public existant (ou un réseau public de distribution d'eau), les deux parties conviennent de se concerter pour rechercher de quelle manière pourront être satisfaits les besoins légitimes du Titulaire :

a) Tant que les besoins exprimés par le Titulaire restent inférieurs à mille mètres cubes (1.000 m³) d'eau potable par jour, l'Autorité Concédante s'engage, sous réserve des droits antérieurs reconnus à des tiers ou au profit de points d'eau publics préexistants, et si elle ne veut pas (ou ne peut pas) exécuter elle-même dans des délais satisfaisants les travaux de captage nouveaux ou de développement de captages (ou réseaux publics) existants, à donner toutes facilités au Titulaire pour effectuer à ses frais les captages et adductions nécessaires, dans les conditions stipulées aux paragraphes 2 et 3 du présent Article.

.../...

L'Autorité Concédante, le Titulaire entendu, et compte tenu des données acquises par l'inventaire des ressources hydrauliques de la Tunisie, se réserve le droit d'arbitrer équitablement les intérêts éventuellement opposés du Titulaire, des tiers utilisateurs et des services publics, et de désigner le ou les emplacements où le Titulaire obtiendra l'autorisation (ou la concession) de captage ; dans une zone couvrant le périmètre du permis initial visé à l'Article 2, plus une bande frontière d'une profondeur de cinquante kilomètres (50 Km) à partir dudit périmètre. Le choix sera fait pour faire bénéficier le Titulaire des conditions géographiques et économiques les plus favorables possibles.

- b) Si les besoins permanents exprimés par le Titulaire dépassent le débit de mille mètres cubes (1.000 m³) par jour, l'Autorité Concédante ne peut d'ores et déjà s'engager à autoriser le Titulaire à capter un tel débit dans la zone couverte par le permis minier initial plus la bande frontière d'une profondeur de cinquante kilomètres visés à l'alinéa précédent.

Dans cette hypothèse, les deux parties se concerteront pour adopter toute mesure susceptible de satisfaire les besoins légitimes du Titulaire, compte tenu, d'une part, des données fournies par l'inventaire des ressources hydrauliques de la Tunisie et, d'autre part, de la politique générale suivie par l'Autorité Concédante en matière d'utilisation des ressources hydrauliques.

- 5 - Le Titulaire s'engage à se soumettre à toutes les règles et disciplines d'utilisation qui lui seraient prescrites par l'Autorité Concédante en ce qui concerne les eaux qu'il pourrait capter, et qui appartiendraient à un système aquifère déjà catalogué et identifié par l'inventaire des ressources hydrauliques de la Tunisie

Si, par contre, les forages du Titulaire aboutissaient à la découverte d'un système aquifère nouveau, non encore catalogué ni identifié par l'inventaire des ressources hydrauliques, et n'ayant pas de communication avec un autre système aquifère déjà reconnu, l'Autorité Concédante réserve au Titulaire une priorité pour l'attribution des autorisations ou des concessions de captage dans ledit système.

.../...

Malgré cela, il est bien entendu que cette priorité ne saurait faire obstacle à l'intérêt général, ni s'étendre au-delà des besoins légitimes des installations minières et des installations annexes du Titulaire.

- 6 - Avant l'abandon de tout forage de recherche, l'administration pourra décider du captage par le Titulaire, de toute nappe jugée exploitable, étant entendu que les dépenses engagées de ce chef seront à la charge de l'Etat.

ARTICLE TRENTE NEUF : Dispositions applicables aux voies ferrées

- 1 - Le Titulaire, pour la desserte de ses chantiers miniers, de ses pipe-lines, de ses dépôts, et de ses postes d'embarquement, pourra aménager à ses frais des embranchements particuliers de voies ferrées se raccordant aux réseaux ferrés d'intérêt général.

Les projets d'exécution seront établis par le Titulaire en se conformant aux conditions de sécurité et aux conditions techniques imposées aux réseaux tunisiens d'intérêt général. Ils seront approuvés par le Ministère compétent après enquête parcellaire.

L'Autorité Concédante se réserve le droit de modifier les tracés proposés par le Titulaire, pour tenir compte des résultats donnés par l'enquête parcellaire et pour raccorder au plus court, selon les règles de l'Art, les installations du Titulaire avec les réseaux d'intérêt général.

- 2 - Si l'exploitation de l'embranchement particulier est faite par le Titulaire, celui-ci se conformera aux règles de sécurité qui sont appliquées aux réseaux tunisiens d'intérêt général.

Les règlements d'exploitation seront approuvés par le Ministère compétent

- 3 - L'Autorité Concédante se réserve le droit d'imposer que l'exploitation de l'embranchement particulier soit faite par un réseau d'intérêt général. Dans ce cas, ledit réseau assumera la responsabilité et la charge de l'entretien des voies de l'embranchement du Titulaire.

- 4 - Le matériel roulant, notamment les wagons-citernes, appartenant en propre au Titulaire, devra être d'un modèle agréé par le service du contrôle des chemins de fer.

.../...

MS BK / by

Il sera entretenu, aux frais du Titulaire, par le réseau d'intérêt général sur lequel il circule.

- 5 - Les tarifs appliqués seront ceux du tarif commun en vigueur sur les réseaux d'intérêt général.

Il est précisé que le pétrole brut transporté en wagons-citernes appartenant au Titulaire bénéficiera du tarif "pondéreux".

ARTICLE QUARANTE : Dispositions applicables aux installations de chargement et de déchargement maritimes

- 1 - Lorsque le Titulaire aura à résoudre un problème de chargement ou de déchargement maritime, les parties conviendront de se concerter pour arrêter d'un commun accord les dispositions susceptibles de satisfaire les besoins légitimes exprimés par le Titulaire.

Sauf cas exceptionnels, où la solution nettement la plus économique serait d'aménager un tel poste de chargement ou de déchargement en rade foraine, la préférence sera donnée à toute solution comportant l'utilisation d'un port ouvert au commerce.

- 2 - Dans ce dernier cas, l'Autorité Concédante stipulant tant en son nom propre qu'au nom de l'Office des Ports Nationaux Tunisiens, s'engage à donner toute facilité au Titulaire, dans les conditions prévues par la législation générale sur la police des ports maritimes et par les règlements particuliers des ports de commerce de la Tunisie, et sur un pied d'égalité vis-à-vis des autres exploitants de substances minérales du second groupe, pour qu'il puisse disposer :

- des plans d'eau du domaine public ports ;
- d'un nombre adéquat de postes d'accostage susceptibles de recevoir sur ducs d'Albe, les navires-citernes usuels ;
- des terre-pleins du domaine public des ports nécessaires à l'aménagement d'installations de transit ou de stockage

Les occupations du domaine public des ports seront placées sous le régime des conventions dites "de taxe N° XIII".

Les péages, droits et taxes de port frappant le pétrole brut seront ceux applicables à la catégorie "minerais et phosphates".

- 3 - Si la solution adoptée est celle d'un poste de chargement ou de déchargement en rade foraine, les installations (y compris

les pipe-lines flottants) seront construites, balisées et exploitées par le Titulaire et à ses frais sous le régime de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime.

Les dispositions adoptées et les règlements d'exploitation seront approuvés par le Ministère compétent sur proposition du Titulaire.

La redevance d'occupation du domaine public maritime pour les autorisations de l'espèce sera calculée et liquidée suivant les modalités et les tarifs communs appliqués par l'Office des Ports Nationaux Tunisiens pour les conventions de taxe N° XIII.

ARTICLE QUARANTE-ET-UN : Centrales thermiques

- 1 - Les centrales thermiques brûlant du brut, du gaz ou les sous-produits de l'extraction ne sont pas considérées comme des dépendances légales de l'entreprise, sauf si elles alimentent exclusivement les propres chantiers du Titulaire.
- 2 - En tout état de cause, les centrales thermiques et les réseaux de distribution d'énergie installés par le Titulaire pour ses propres besoins, seront assujettis à toutes les réglementations et à tous les contrôles appliqués aux installations de production et de distribution d'énergies similaires.
- 3 - Si le Titulaire a un excédent de puissance sur ses besoins propres, ses centrales électriques devront alimenter en énergie les agglomérations voisines. En outre, il devra prévoir la possibilité d'aménager, aux frais de l'Autorité Concédante, un sur-équipement plafonné à trente pour cent (30 %) de la puissance de chaque centrale. Cette énergie sera vendue à son prix de revient à un organisme de distribution désigné par l'Autorité Concédante.

ARTICLE QUARANTE-DEUX : Substances minérales autres que celles du deuxième groupe

Si le Titulaire, à l'occasion de ses recherches ou de ses exploitations d'hydrocarbures, était amené à extraire des substances minérales autres que celles du deuxième groupe, sans pouvoir séparer l'extraction des hydrocarbures, l'Autorité Concédante et le Titulaire se concerteront pour examiner si lesdites substances minérales doivent être séparées et conservées.

115 1/12

Toutefois, le Titulaire ne sera pas tenu d'exploiter, de séparer et de conserver les substances autres que celles du deuxième groupe si leur séparation et leur conservation constituait des opérations trop onéreuses ou trop difficiles.

ARTICLE QUARANTE-TROIS : Installations diverses

Ne seront pas considérées comme dépendances légales de l'entreprise du Titulaire :

- Les installations de traitement des hydrocarbures liquides solides ou gazeux, en particulier les raffineries ;
- les installations de toute nature produisant ou transformant de l'énergie, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à l'usage exclusif du Titulaire ;
- les installations de distribution au public de combustibles liquides ou gazeux.

Par contre, seront considérées comme des dépendances légales de l'entreprise du Titulaire les installations de première préparation des hydrocarbures extraits, aménagées par lui en vue de permettre le transport et la commercialisation desdits hydrocarbures et notamment, les installations de "dégazolinage" des gaz bruts.

MS
2011/11/17

TITRE V

Surveillance minière et dispositions
techniques

ARTICLE QUARANTE-QUATRE : Documentation fournie au Titulaire par l'Autorité
concédante

L'Autorité Concédante fournira au Titulaire la documentation qui
se trouvera en sa possession, et concernant :

- le cadastre et la topographie du pays ;
- la géologie générale ;
- l'hydrologie et l'inventaire des ressources hydrauliques ;
- les mines ;

Exception faite des renseignements ayant un caractère secret du
point de vue de la Défense Nationale, ou des renseignements fournis par des
prospecteurs ou industriels privés à titre confidentiel et dont la divulga-
tion à des tiers ne peut être faite sans l'assentiment exprès des intéressés.

ARTICLE QUARANTE CINQ : Contrôle technique

Le Titulaire sera soumis à la surveillance de la Direction de l'Ener-
gie, suivant les dispositions prévues au décret du 1er Janvier 1953 sur les
mines, (notamment son titre VIII) complétées et précisées comme il est dit
aux Articles 46 à 66 ci-après.

ARTICLE QUARANTE SIX : Application du Code des Eaux

Le Titulaire, tant pour ses travaux de recherches que pour ses
travaux d'exploitation, se conformera aux dispositions de la législation tu-
nisienne actuellement en vigueur concernant les eaux du domaine public, et,
notamment, au Décret du 5 Août 1953 (Code des Eaux) et au Décret du 30 Juillet
1936, complétées et précisées par les dispositions du présent Cahier des Charges.

.../...

AS de Huj

Les eaux qu'il pourrait découvrir au cours de ses travaux restent classées dans le domaine public. Elles ne sont susceptibles d'utilisation permanente, par lui, qu'en se conformant à la procédure d'autorisation ou de concession prévue au Code des Eaux.

Le Titulaire est tenu de prendre toutes mesures appropriées qui seront concertées avec le service hydraulique du Ministère de l'Agriculture en vue de protéger les nappes aquifères.

Le Ministère de l'Agriculture se réserve le droit d'arrêter ou d'interdire tout forage si les dispositions prises ne sont pas susceptibles d'assurer la conservation des nappes artésiennes.

Le Titulaire sera tenu de communiquer au Service Hydraulique tous les renseignements qu'il aura pu obtenir à l'occasion de ses forages sur les nappes d'eau rencontrées par lui (position, niveau statique, analyses, débit) dans les formes qui lui seront prescrites par le Bureau de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques.

ARTICLE QUARANTE SEPT : Accès aux chantiers

La Direction de l'Energie pourra à tout moment, envoyer sur les chantiers du Titulaire un agent qui aura libre accès à toutes les installations et à leurs dépendances légales.

Cet agent pourra obtenir communication sur place, mais seulement pendant les heures normales de travail, des pièces tenues sur le chantier, énumérées au présent titre. Sur demande écrite de la Direction de l'Energie, il pourra s'en faire délivrer une copie certifiée conforme ou une photocopie.

Il pourra, dans les mêmes conditions, s'assurer du progrès des travaux, procéder aux mesures et jaugeages des hydrocarbures et, d'une façon générale, vérifier que les droits et intérêts de l'Autorité Concédante sont sauvegardés.

.../...

AS JSC H-7

- 47 -

ARTICLE QUARANTE HUIT : Obligation de rendre compte des travaux

Le Titulaire adressera à la Direction de l'Energie, trente (30) jours au moins avant le commencement des travaux :

- le programme de prospection géophysique projetée, qui doit comprendre une carte mettant en évidence le carroyage à utiliser, ainsi que le nombre de kilomètres à couvrir, et la date approximative du commencement des opérations ;
- une copie des films des profils sismiques dès que disponible ;
- un rapport d'implantation concernant :
 - . soit un forage de prospection ;
 - . soit un programme relatif à un ensemble de forages de développement ;
 - . soit un programme relatif à un ensemble de forages d'études ;

Le rapport d'implantation précisera :

- les dispositions envisagées pour l'alimentation en eau ;
- l'emplacement du ou des forages projetés, défini par ses coordonnées géographiques, avec extrait de carte annexé ;
- les objectifs recherchés par le forage, ou l'ensemble des forages ;
- les prévisions géologiques relatives aux terrains traversés ;
- le programme minimum des opérations de carottage et de contrôle du ou des forages ;
- la description sommaire du matériel employé ;
- le programme envisagé pour les tubages ;
- éventuellement, les procédés que le Titulaire compte utiliser pour mettre en exploitation le ou les forages.

ARTICLE QUARANTE NEUF : Carnet de forage

Le Titulaire fera tenir sur tout chantier de forage un carnet paginé et paraphé, d'un modèle agréé par la Direction de l'Energie, où seront notées au fur et à mesure des travaux, sans blanc ni grattage, les conditions d'exécution de ces travaux, en particulier :

.../...

MA JH H-7

- 4 -
- la nature et le diamètre de l'outil ;
 - l'avancement du forage ;
 - les paramètres du forage ;
 - la nature et la durée des manoeuvres et opérations spéciales telles que carottage, alésage, changement d'outils, instrumentation ;
 - les indices et incidents significatifs de toute nature.

Ce carnet sera tenu sur place à la disposition des agents de la Direction de l'Energie.

ARTICLE CINQUANTE : Surveillance géologique des forages

Le Titulaire sera tenu de faire surveiller chacun de ses forages par son service géologique dont la composition et la mission seront portées à la connaissance de la Direction de l'Energie.

ARTICLE CINQUANTE ET UN: Contrôle technique des forages

- 1 - En dehors des opérations de carottage et de contrôle du forage, prévues dans le rapport d'implantation visé à l'Article 48 ci-dessus, le Titulaire devra faire exécuter toutes mesures appropriées, chaque fois que l'examen des déblais de forage, ou les mesures de contrôle du forage, laisseront présumer un changement important dans la nature du terrain traversé.
- 2 - Une collection de carottes et de déblais de forage intéressants pour l'interprétation dudit forage sera constituée par le Titulaire, et tenue par lui, en un lieu convenu à l'avance, à la disposition des agents de la Direction de l'Energie pour que ceux-ci puissent l'examiner.

Le Titulaire aura le droit par priorité de prélever sur les carottes et les déblais de forages les échantillons dont il aura besoin pour effectuer, ou faire effectuer, des analyses et des examens.

.../...

Handwritten signature

Dans la mesure où ce sera possible, le prélèvement ainsi opéré ne portera que sur une fraction de carottes et déblais correspondant à une même caractéristique, de telle manière que le reste de l'échantillon puisse demeurer dans la collection et être examiné par les agents de la Direction de l'Energie.

A défaut et sauf impossibilité, l'échantillon unique ne sera prélevé qu'après avoir été examiné par un représentant qualifié de la Direction de l'Energie.

Dans le cas où cet examen préalable serait impossible, un compte rendu spécial en sera fait au Directeur de l'Energie.

En outre, si l'échantillon unique n'a pas été détruit, il sera réintégré dans la collection, par le Titulaire ou par la Direction de l'Energie, après avoir subi les examens ou analyses.

Le Titulaire conservera soigneusement le reste des déblais et carottes pour que la Direction de l'Energie puisse à son tour prélever des échantillons pour sa collection et ses propres examens et analyses.

Toutes les carottes et tous les déblais de forages qui resteront après les prises d'échantillons visées ci-dessus seront conservés par le Titulaire aussi longtemps qu'il le jugera utile ; ils seront mis par lui à la disposition du Service des Mines Tunisien au plus tard à l'expiration du permis.

- 3 - Le Titulaire informera la Direction de l'Energie avec un délai suffisant pour qu'il puisse s'y faire représenter, de toutes opérations importantes telles que cimentation, essais de fermeture d'eau, essais de mise en production.

Le Titulaire avisera la Direction de l'Energie de l'exécution des opérations de carottage électrique.

.../...



Le Titulaire avisera la Direction de l'Energie de tout incident grave susceptible de compromettre le travail d'un forage, ou de modifier de façon notable les conditions de son exécution.

4 - Au moins une fois par mois le Titulaire fournira à la Direction de l'Energie une copie des rapports concernant les examens faits sur les carottes et les déblais de forage, ainsi que les opérations de forage, y compris les activités spéciales mentionnées dans les deux premiers alinéas du paragraphe 3 du présent Article.

Sur demande de la Direction de l'Energie, le Titulaire sera tenu de délivrer un deuxième exemplaire des rapports et documents, si celui-ci est réclamé par le Service Hydraulique.

Réciproquement la Direction de l'Energie devra faire connaître au Titulaire, dans les délais d'un mois, les observations qu'il pourrait faire sur les rapports mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe.

En outre, la Direction de l'Energie adressera au Titulaire copie de tous les rapports d'essais et d'analyses qu'elle aura pu elle même exécuter ou faire exécuter.

ARTICLE CINQUANTE DEUX : Compte rendu mensuel d'activité

Le Titulaire adressera chaque mois à la Direction de l'Energie un rapport d'activités couvrant :

- a) les études, synthèses, interprétations géologiques et géophysiques avec les cartes y afférentes ;
- b) l'avancement réalisé, les observations faites et les résultats obtenus par tous ses forages, sous réserve de ce qui est stipulé à l'Article 55.

.../...

Handwritten signature or initials

ARTICLE CINQUANTE TROIS : Arrêt d'un forage

Sauf en ce qui concerne les forages groupés visés à l'Article 55 ci-après, le Titulaire ne pourra arrêter définitivement un forage qu'après en avoir avisé la Direction de l'Energie.

Sauf circonstances particulières, cet avis devra être donné au moins soixante douze (72) heures à l'avance.

Il devra faire connaître, s'il s'agit d'un abandon de forage, les mesures envisagées pour éviter les risques qui pourraient en résulter tant pour les gîtes d'hydrocarbures que pour les nappes aquifères.

Le Titulaire sera tenu de prendre toutes mesures appropriées concertées avec la Direction de l'Energie après consultation éventuelle du service hydraulique, pour éviter la déperdition dans les terrains des nappes d'hydrocarbures, de gaz ou d'eau.

Toutefois, si la Direction de l'Energie n'a pas fait connaître ses observations dans les soixante douze (72) heures qui suivront le dépôt de l'avis de l'arrêt du forage, le programme de bouchage proposé par le Titulaire sera censé avoir été accepté.

ARTICLE CINQUANTE QUATRE : Compte rendu de fin de forage

Le Titulaire adressera à la Direction de l'Energie dans un délai maximum de trois (3) mois après l'arrêt d'un forage de prospection, ou d'un forage isolé non-compris dans l'un des programmes d'ensemble visés à l'Article 55, un rapport d'ensemble, dit " Compte rendu de fin de forage ".

Le compte rendu de fin de forage comprendra :

- a) Une copie du profil complet dudit forage, donnant la coupe des terrains traversés, les observations et mesures faites pendant le forage, le plan des tubages restant dans le puits, les fermetures d'eau effectuées et, le cas échéant, les diagraphies électriques et les résultats des essais de mise en production.

.../...

JK *JK A hy*

- b) Un rapport qui contiendra les renseignements géophysiques et géologiques originaux, propriété du Titulaire, et provenant des études faites par lui en Tunisie, se référant directement à la structure géologique sur laquelle le forage est situé.

Si la structure en cause n'est pas définie avec précision par les données acquises, les renseignements ci-dessus se référeront directement à un carré dont le centre est le forage en question, et dont les côtés sont des segments orientés Nord-Sud et Est-Ouest, mesurant dix kilomètres (10 km) de longueur.

Après l'achèvement d'un forage de développement, le Titulaire fournira seulement les renseignements indiqués à l'alinéa a) ci-dessus.

ARTICLE CINQUANTE CINQ : Dispositions particulières applicables aux groupes de forage d'étude ou de développement

Sont modifiés comme il est dit ci-après, les dispositions des Articles 48, 49, 52, 53, 54 ci-dessus, pour ce qui concerne les forages d'étude entrepris soit en série, soit isolément, en vue d'obtenir seulement des renseignements d'ordre géologique ou géophysique, ou encore pour ce qui concerne les forages de développement entrepris en série dans une même zone.

- 1 - Avant le commencement des opérations de forage, le Titulaire adressera à la Direction de l'Energie un rapport d'implantation relatif au programme envisagé, et précisant les points suivants :
- a) l'objet recherché par le Titulaire dans cette opération;
 - b) l'étendue et la situation de la région à l'intérieur de laquelle il se propose de mener l'opération ;
 - c) les emplacements approximatifs des forages envisagés ;
 - d) les profondeurs maxima et minima que les forages pourraient atteindre ;
 - e) les mesures que le Titulaire envisage de prendre au cours de chaque forage pour résoudre les problèmes posés par les nappes aquifères ;
 - f) la description du ou des appareils de forage qui seront employés ;

.../...

HT JSA Hly

- g) les procédés que le Titulaire envisage, le cas échéant pour l'emploi des tubages ;
- h) la façon dont le Titulaire se propose de rassembler, préserver et mettre à la disposition de la Direction de l'Energie et du Service Hydraulique les renseignements d'ordre géologique et hydrologique qui pourront être obtenus dans de telles opérations ;
- i) les procédés généraux que le Titulaire se propose d'utiliser au moment de l'abandon de chaque forage, afin de résoudre les problèmes posés par la préservation des nappes d'hydrocarbures, de gaz ou d'eau ;
- j) éventuellement, les procédés que le Titulaire compte utiliser pour mettre en exploitation les forages de développement.

2 - Dans les trente (30) jours qui suivront la réception dudit rapport, la Direction de l'Energie et le Service Hydraulique devront communiquer au Titulaire leurs observations et leurs recommandations au sujet des propositions contenues dans le rapport sus-indiqué du Titulaire.

- 3 - Pendant l'exécution des travaux visés dans le programme dont il est question ci-dessus, le Titulaire fournira au moins, tous les mois, à la Direction de l'Energie et au Service Hydraulique, le cas échéant, un rapport sur la marche des travaux, exposant pour chaque forage :
- a) son emplacement exact, défini par ses coordonnées géographiques ;
 - b) sa profondeur totale ;
 - c) les formations géologiques rencontrées ;
 - d) les mesures prises pour protéger les couches contenant de l'eau ou des hydrocarbures ;
 - e) les mesures prises lors de l'abandon ;
 - f) le cas échéant, la profondeur et la description des couches contenant les hydrocarbures ;
 - g) s'il y a lieu, les résultats des essais faits sur les nappes d'eau ou d'hydrocarbures.

.../...

Handwritten initials: HT, SK, AL

4 - Dans le cas des forages de développement, le Titulaire, s'il entend faire un essai sur une nappe d'hydrocarbures, en informera la Direction de l'Energie au moins vingt quatre (24) heures avant le commencement de l'essai, sauf circonstances particulières. Il agira de même vis-à-vis du Service Hydraulique pour les essais projetés sur les nappes aquifères.

5 - Après achèvement des travaux prévus au programme, un compte-rendu d'ensemble sera adressé à la Direction de l'Energie dans les conditions fixées à l'Article 54 ci-dessus. Ce compte-rendu présentera une synthèse de tous les résultats obtenus pour l'ensemble des forages exécutés au titre du programme. Il rapportera, pour chacun des forages qui dépassent une profondeur de cinquante (50) mètres, les coupes et renseignements visés à l'alinéa a) du même Article 54.

Les renseignements prévus à l'alinéa b) de l'Article 54 ne seront pas exigés pour les forages de développement entrepris en exécution d'un programme d'ensemble.

6 - Les dispositions des Articles 50 et 51 seront applicables aux forages visés au présent Article. Toutefois, la constitution des collections visées à l'Article 51 sera simplifiée au maximum, et limitée à la conservation des échantillons nécessaires pour la bonne interprétation des résultats des forages.

ARTICLE CINQUANTE SIX : Essais des forages

1 - Si au cours d'un forage, le Titulaire juge nécessaire d'effectuer un essai sur une couche de terrain qu'il croit susceptible de produire des hydrocarbures, il en avisera la Direction de l'Energie au moins vingt quatre (24) heures avant de commencer un tel essai.

Le Titulaire agira de même vis-à-vis du Service Hydraulique pour les essais qu'il jugerait nécessaire d'effectuer sur les couches présumées aquifères.

.../...



2 - Le Titulaire n'aura pas contrevenu aux obligations résultant pour lui du paragraphe précédent, si du fait de circonstances imprévisibles et indépendantes de sa volonté, ou du fait de l'absence ou de l'éloignement du représentant qualifié de la Direction de l'Energie ou du Service Hydraulique, il n'avait pu aviser ce dernier dans le délai prescrit.

De même, si l'outil de la sonde pénètre inopinément dans une couche de terrain présumé contenir de l'eau ou des hydrocarbures, et nécessitant un essai immédiat, le délai de préavis sera réduit à six (6) heures.

De même le Titulaire pourra effectuer toutes opérations ou essais nécessaires sans attendre l'arrivée du représentant qualifié de la Direction de l'Energie ou du Service Hydraulique, en cas d'urgence, et lorsque l'observation stricte des délais de préavis risquerait de compromettre la sécurité ou le succès du forage en cours. Tel est le cas, notamment des essais du type connu dans la profession sous le nom de "Drill Stem Test".

Dans les cas exceptionnels visés au présent paragraphe, le représentant qualifié du Titulaire devra s'efforcer de prévenir immédiatement le représentant de la Direction de l'Energie ou du Service Hydraulique selon le cas, par les moyens les plus rapides qui seraient à sa disposition.

En outre, le Titulaire en adressera sous trois (3) jours un compte-rendu écrit et circonstancié à la Direction de l'Energie justifiant en particulier les raisons qui l'ont empêché d'observer les délais de préavis.

3 - En dehors des exceptions prévues aux paragraphes 4, 5, 7 ci-après du présent Article, l'initiative de décider d'entreprendre ou de renouveler un essai appartiendra au Titulaire.

4 - Pendant l'exécution d'un forage, et à la demande du représentant dûment qualifié du Service intéressé, le Titulaire sera tenu de faire l'essai de toute couche de terrain susceptible de contenir des hydrocarbures ou de l'eau ; à la condition toutefois qu'un tel essai puisse être exécuté :

.../...

MS 28K Aug

- a) sans qu'il nuise à la marche normale des propres travaux du Titulaire ;
- b) sans occasionner des dépenses anormales pour le Titulaire ;
- c) sans compromettre les travaux ou le matériel, ni mettre en danger le personnel du Titulaire.

5 - Si le Titulaire se propose de boucher une partie quelconque d'un "forage de prospection", et en même temps qu'il adressera à la Direction de l'Energie l'avis mentionné à l'Article 53 ci-dessus, il fera connaître audit service, outre le procédé qu'il compte utiliser pour boucher le forage ou la partie du forage, la manière suivant laquelle il se propose d'essayer toute couche intéressée par le plan de bouchage, et susceptible de contenir des hydrocarbures.

- a) Dans le délai de soixante douze (72) heures fixé à l'Article 53, la Direction de l'Energie devra faire connaître au Titulaire, en même temps que sa réponse concernant le plan de bouchage, son avis sur les essais proposés par le Titulaire ; et s'il désire, ou non, l'exécution d'essais autres que ceux envisagés par le Titulaire.

Le Titulaire sera tenu d'exécuter les essais ainsi demandés par l'Autorité Concédante, dans la mesure où ils s'avèreront réalisables du point de vue technique.

Si l'un des essais prévus ci-dessus est considéré, au moment de son exécution, comme non satisfaisant par le représentant dûment qualifié de l'Autorité Concédante, et si ce représentant le demande, ledit essai, sauf impossibilité technique, sera prolongé dans les limites raisonnables, ou immédiatement recommencé.

Cependant, dans aucune circonstance, le Titulaire ne sera tenu d'exécuter ou de tenter plus de trois (3) fois l'essai en question, à moins qu'il n'y consente.

.../...

AS *SR AS*

b) Dans le cas où l'exécution, ou la répétition de l'un des essais effectués comme il est dit à l'alinéa précédent, sur la demande du représentant de l'Autorité Concédante, et malgré l'avis contraire du représentant du Titulaire, occasionnerait au Titulaire une perte ou une dépense, une telle perte ou dépense serait à la charge :

- du Titulaire, si ledit essai révèle une capacité de production égale ou supérieure aux quantités indiquées à l'Article 11 du présent Cahier des Charges ;
- de l'Autorité Concédante, si la capacité de production révélée par un tel essai est inférieure aux quantités mentionnées à l'Article 13 ci-dessus ;
- des deux parties, par moitié si l'essai en question, sans constituer une découverte au sens de l'Article 11, donnait des résultats supérieurs aux quantités visées à l'Article 13.

Toutefois, lorsque l'essai complémentaire est demandé par l'Autorité Concédante en vue d'obtenir des résultats supérieurs aux quantités indiquées à l'Article 11, alors qu'un essai précédent sur la même couche de terrain a déjà donné une découverte au sens de l'Article 13, les pertes ou dépenses resteront entièrement à la charge de l'Autorité Concédante, en cas d'échec.

c) Dans les quarante huit (48) heures qui suivront l'achèvement de l'ensemble des essais prévus au présent paragraphe, l'Autorité Concédante donnera par écrit au Titulaire son accord sur les résultats obtenus par lesdits essais. En même temps, elle donnera son consentement, suivant le cas, soit à l'abandon définitif du forage, soit à sa poursuite et à son complet achèvement en vue de le transformer en puits productif d'hydrocarbures.

Faute d'avoir donné un accord écrit dans le délai de quarante huit (48) heures sus-indiqué, l'Autorité Concédante sera censée avoir accepté les décisions prises par le Titulaire.

.../...
HT JSA 16/7

d) Dans le cas où l'on envisagerait d'abandonner le forage et où aucun essai n'aurait été demandé ni par l'Autorité Concédante ni par le Titulaire, l'approbation, par la Direction de l'Energie d'un plan de bouchage du forage, équivaut à la reconnaissance formelle par l'Autorité Concédante du fait que le forage n'a pas découvert des hydrocarbures en quantité importante ou exploitable.

e) Tout essai cherchant à prouver l'existence d'une découverte au sens des Articles 11 et 13 ci-dessus, sera toujours effectué dans les conditions prévues auxdits Articles, contrairement, en présence des représentants qualifiés de l'Autorité Concédante et du Titulaire.

6 - Lorsqu'au cours d'un "forage de développement", on pourra légitimement supposer l'existence d'un gisement d'hydrocarbures suffisamment important et non encore reconnu, le Titulaire sera tenu, dans les cinq (5) années qui suivront, de procéder à tous essais techniquement utiles pour compléter la reconnaissance de ce gisement.

A l'expiration de ce délai, l'Autorité Concédante pourra, le cas échéant, faire jouer les dispositions prévues aux alinéas a) et b) du paragraphe 5 du présent Article.

7 - Si l'Autorité Concédante estime que l'un des forages faits par le Titulaire a rencontré une couche de terrain sur laquelle aurait pu être définie une découverte au sens de l'Article 11, mais que, pour une raison quelconque, cette couche n'a pas été soumise à des essais adéquats, l'Autorité Concédante pourra requérir du Titulaire qu'il exécute un autre forage dans le voisinage immédiat du premier, aux fins d'accomplir l'essai envisagé.

Le forage et les essais seront faits dans les conditions suivantes :

a) pour le forage de ce puits, le Titulaire ne pourra pas être requis d'utiliser du matériel, du personnel, ou des approvisionnements qui seraient essentiels à la réalisation de son programme général ;

.../...

Handwritten initials and numbers at the bottom right of the page.

- b) les dépenses du forage et des essais seront imputées suivant les dispositions prévues dans l'alinéa b) du paragraphe 5 du présent Article ;
- c) les essais seront faits suivant les spécifications de l'Article 11.

ARTICLE CINQUANTE SEPT : Compte rendu annuel d'activité

Le Titulaire sera tenu de fournir avant le 1er Avril de chaque année un compte-rendu général de son activité pendant l'année grégorienne précédente.

Ce compte-rendu indiquera les résultats obtenus pendant l'année considérée, ainsi que les dépenses de prospection et d'exploitation engagées par le Titulaire. Il fera connaître, en outre, un programme provisoire d'activité pour l'année suivante.

Il sera établi dans les formes qui seront concertées à l'avance entre la Direction de l'Energie et le Titulaire.

ARTICLE CINQUANTE HUIT : Exploitation méthodique d'un gisement

1 - Toute exploitation régulière devra être conduite suivant un plan méthodique s'appliquant à un gisement, ou à un ensemble de gisements productifs.

2 - Un mois au moins avant de commencer l'exploitation régulière d'un gisement, le Titulaire devra porter à la connaissance de la Direction de l'Energie le programme des dispositions envisagées par lui pour cette exploitation.

Toutefois, certains forages pourront être préalablement mis et maintenus en exploitation continue, en vue de réunir les éléments d'appréciation jugés nécessaires pour l'établissement du programme, ou en vue d'alimenter les installations de forage ; à moins que la Direction de l'Energie n'estime que cette pratique risque de compromettre l'exploitation ultérieure, notamment en provoquant des appels d'eau et de gaz préjudiciables à une bonne exploitation.

.../...

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page.

- 3 - Dans les puits produisant des hydrocarbures liquides, les pertes de gaz devront être aussi réduites que possible, dans la mesure où le permettront les circonstances, et la nécessité d'aboutir à une production efficiente et économique pour les liquides. Dans les puits ne produisant que du gaz, il est interdit de laisser ces puits débiter hors du circuit d'utilisation, sauf pendant les opérations de forage et de mise en production, et pendant les essais de production.
- 4 - Le programme d'exploitation énoncera, avec toutes les précisions utiles, les méthodes choisies dans l'objet d'assurer la récupération optimum des hydrocarbures contenus dans les gisements, et notamment avec la meilleure utilisation de l'énergie. Des dérogations à la règle ci-dessus pourront être accordées par la Direction de l'Energie à la demande du Titulaire, si celui-ci fait la preuve que des circonstances exceptionnelles rendent son application impraticable.
- 5 - Toute modification importante apportée aux dispositions du programme primitif sera immédiatement portée à la connaissance de la Direction de l'Energie.

ARTICLE CINQUANTE NEUF : Contrôle des forages productifs

Le Titulaire disposera sur chaque forage, ou chaque groupe de forages productifs, des appareils permettant de suivre régulièrement, d'une manière non équivoque, et conforme aux usages suivis par l'industrie du pétrole ou du gaz, les conditions relatives à ses opérations de production, ainsi que les variations de longue et de courte durée de ces conditions.

Tous les documents concernant ces contrôles seront à la disposition de la Direction de l'Energie. Sur demande de celle-ci, le Titulaire lui en fournira des copies certifiées conformes ou des photocopies.

ARTICLE SOIXANTE : Reconnaissance et conservation des gisements

Le Titulaire en accord avec la Direction de l'Energie exécutera les opérations, mesures ou essais nécessaires pour reconnaître le gîte, et pour éviter dans la plus large mesure du possible le gaspillage des ressources d'hydrocarbures.

.../...

15 200 1/11

Il tiendra à jour les relevés, diagrammes et cartes qui seraient utiles pour cet objet.

Le Titulaire pourra être rappelé par la Direction de l'Energie à l'observation des règles de l'Art. En particulier, il sera tenu de régler et éventuellement de réduire le débit des forages, de façon que l'évolution régulière du gisement ne soit pas troublée.

ARTICLE SOIXANTE ET UN : Coordination des recherches et des Exploitations faites dans un même gisement par plusieurs exploitants différents

Si, selon toute apparence, un même gisement s'étend sur les périmètres de plusieurs concessions distinctes attribuées à des bénéficiaires différents, le Titulaire s'engage à conduire ses recherches et son exploitation sur la partie du gisement qui le concerne en se conformant à un plan d'ensemble.

Ce plan sera établi dans les conditions définies ci-après :

1 - La Direction de l'Energie invitera chacun des Titulaires intéressés par un même gisement à se concerter pour établir un plan unique de recherches et d'Exploitation applicable à la totalité dudit gisement.

Ce plan précisera, en outre, si nécessaire, les bases suivant lesquelles les hydrocarbures extraits seront répartis entre les Titulaires.

Il précisera, le cas échéant, les modalités suivant lesquelles sera désigné un "Comité de Coordination" chargé de diriger les recherches et l'exploitation en commun.

La Direction de l'Energie pourra se faire représenter aux séances dudit comité.

2 - A défaut d'un accord amiable entre les intéressés, intervenu dans les quatre vingt dix (90) jours à partir de l'invitation faite par la Direction de l'Energie, ceux-ci seront tenus de présenter à la Direction de l'Energie leurs plans individuels de recherches ou d'exploitation.

.../...

AF JSC King

La Direction de l'Energie proposera à la décision du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie un arbitrage portant sur le plan unique de recherches ou d'exploitation, les bases de répartition des hydrocarbures, et la création éventuelle d'un Comité de Coordination.

3 - Sauf s'il en résultait un préjudice grave pour l'un des Titulaires intéressés, la décision arbitrale devra essayer de se rapprocher le plus possible des propositions qui seraient faites par un Titulaire (ou un groupe de Titulaires), représentant au moins les trois quarts des intérêts en cause, en tenant compte notamment des réserves en place.

L'appréciation des intérêts et des réserves en place sera faite sur la base des données acquises concernant le gisement au moment où sera rendue la décision arbitrale.

Le plan de coordination pourra être révisé à l'initiative de l'une quelconque des parties intéressées, ou du Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie si les progrès obtenus ultérieurement dans la connaissance du gisement amenaient à modifier l'appréciation des intérêts en présence et des réserves en place.

4 - Les intéressés seront tenus de se conformer aux décisions arbitrales du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie dès qu'elles leur auront été notifiées.

ARTICLE SOIXANTE DEUX : Obligation générale de communiquer les documents

Le Titulaire sera tenu de fournir à la Direction de l'Energie sur sa demande, outre les documents énumérés au présent titre, les renseignements statistiques concernant l'extraction, la préparation, et éventuellement, le stockage et les mouvements des hydrocarbures extraits de ses recherches et de ses exploitations, le personnel, les stocks de matériel et de matières premières, les commandes et les importations de matériel, ainsi que les copies certifiées conformes (ou photocopies) des pièces telles que cartes, plans enregistrements, relevés, extraits de registre ou de compte-rendu, permettant de justifier les renseignements fournis.

.../...

ARTICLE SOIXANTE TROIS: Unités de mesures

Les renseignements, chiffres, relevés, cartes et plans, seront fournis à la Direction de l'Energie en utilisant les unités de mesures ou les échelles agréées par cette Direction.

Toutefois, à l'intérieur des services du Titulaire, le système anglais de numération pourra être utilisé sous réserve de donner les conversions correspondantes en système métrique.

ARTICLE SOIXANTE QUATRE : Cartes et plans

1 - Les cartes et plans seront fournis par le Titulaire en utilisant les fonds de cartes ou de plans du Service Topographique Tunisien, ou en utilisant les fonds de cartes ou de plans établis par d'autres services topographiques mais agréés par la Direction de l'Energie.

A défaut, et après que le Titulaire se soit concerté avec la Direction de l'Energie et le Service Topographique, ils pourront être établis par les soins et aux frais du Titulaire, aux échelles et suivant les procédés qui paraîtront les mieux adaptés à l'objet cherché.

Ils seront, dans tous les cas rattachés aux réseaux de triangulation et de nivellement généraux de la Tunisie.

2 - L'Autorité Concédante et le Titulaire se concerteront pour déterminer dans quelles conditions ce dernier pourra exécuter des travaux de levé de plans, cartographie, photographies aériennes, restitutions photogrammétriques, etc., ce qui seraient nécessaires pour les besoins de ses recherches ou de ses exploitations.

Si le Titulaire confie lesdits travaux à des entrepreneurs autres que le Service Topographique tunisien, le Titulaire sera tenu d'assurer la liaison avec le Service Topographique tunisien, de telle manière que les levés faits par ses agents ou ses entrepreneurs, et leurs pièces minutes, soient communiqués au Service topographique tunisien, et puissent être utilisés par ce dernier.

.../...

Le Titulaire remettra au Service Topographique tunisien deux tirages des photos aériennes levées par lui, ou pour son compte.

- 3 - L'Autorité Concédante, s'engage, dans la limite des restrictions et servitudes imposées par la Défense Nationale, à donner au Titulaire toutes autorisations de parcours et toutes autorisations de survol d'aéronefs, ou de prises de vues aériennes, lui permettant d'exécuter les travaux topographiques en question.

ARTICLE SOIXANTE CINQ : Bornages, Rattachement aux réseaux du Service Topographique

Les zones couvertes par le permis de recherches, ou par les concessions, seront délimitées à la demande du Titulaire et à ses frais par le Service Topographique tunisien.

L'Autorité Concédante s'engage à mettre ce service à la disposition du Titulaire pour tous les travaux topographiques de délimitation et de bornage qui paraîtraient nécessaires, suivant les tarifs en vigueur à l'époque considérée.

Les coordonnées des sommets seront calculées dans le système adopté par le Service Topographique tunisien pour la région considérée.

La matérialisation du bornage des sommets sur le terrain ne sera faite que si des contestations surviennent avec des tiers. Dans ce cas, l'implantation des bornes sera confiée au Service Topographique.

Dans le cas des zones situées sur le domaine public maritime, la matérialisation des limites ne sera imposée qu'autant qu'un tel bornage paraîtrait indispensable, et dans la limite de la possibilité de réalisation d'un balisage en mer.

ARTICLE SOIXANTE SIX : Caractère confidentiel des documents fournis par le Titulaire

- 1 - Sous les réserves énoncées ci-après, les documents fournis par le Titulaire en application de la législation minière et du présent Cahier des Charges seront considérés comme confidentiels. Ils ne pourront être communiqués à des tiers, ou publiés, sans l'autorisation expresse du Titulaire. Cependant, tous les renseignements

relatifs aux puits situés sur les surfaces abandonnées et notamment toutes les diagraphies électriques, diagraphies neutron, diagraphies soniques, prospection pendagemètre, diagraphies de densité, et tous autres enregistrements et prospections exécutés ou renseignements recueillis, ne resteront confidentiels que pendant un délai de deux (2) ans à compter de la date de l'abandon.

2 - Toutefois, sont exceptés de la règle précédente :

- les renseignements statistiques globaux, autres que ceux concernant les contrats commerciaux du Titulaire, tant à l'importation qu'à l'exportation ;
- les documents concernant la géologie générale ;
- les documents concernant l'inventaire des ressources hydrauliques.

Ces derniers renseignements pourront être communiqués à des tiers ou publiés par la Direction de l'Energie, ou par le Service Hydraulique, sous la seule réserve que soit indiqué le nom du Titulaire qui les a fournis.

Au cas où le Titulaire procéderait à l'abandon des permis, le titulaire sera tenu de fournir à l'Autorité Concédante toutes les données de géophysique qu'il aura recueillies ainsi que leurs interprétations. L'Autorité Concédante ne pourra communiquer ces renseignements à des tiers, ou les publier sans l'autorisation expresse du Titulaire.

ARTICLE SOIXANTE SEPT : Définition des forages d'études, de prospection et développement

Les termes "forages d'études", "forages de prospection", et "forages de développement", tels qu'ils apparaissent dans le présent Cahier des Charges, et particulièrement aux Articles 48, 54, 55 et 56 ci-dessus, doivent s'entendre dans le sens suivant :

- a) Forage d'études : Tous les forages effectués dans un objet de recherche géologique ou géophysique, à main ou mécaniquement, avec ou sans tubage, généralement en série, mais pouvant aussi bien être isolés ;

.../...

AS 22/11/71

- b) Forage de prospection : Forages mécaniques effectués dans l'objet de découvrir des hydrocarbures liquides ou du gaz ;
- c) Forages de développement : tous les forages qui suivent un premier forage de prospection ayant découvert des hydrocarbures liquides ou de gaz, pénétrant les mêmes couches, et qui sont effectués méthodiquement en vue de recherches ultérieures, ou d'exploitation sur une ou plusieurs de ces couches.

TITRE VI

Prolongation, Expiration, Renonciation Déchéance de la Concession

ARTICLE SOIXANTE-HUIT : Droit préférentiel du Titulaire en cas de nouvelles concessions

A l'expiration d'une quelconque concession du Titulaire, l'Autorité Concédante s'engage à donner au Titulaire un droit préférentiel pour l'attribution éventuelle d'une nouvelle concession sur la surface considérée aux clauses et conditions qui pourront être fixées alors d'un commun accord. Ce droit préférentiel comprend l'engagement de la part de l'Autorité Concédante, de ne pas attribuer une nouvelle concession à un tiers sans avoir préalablement offert au Titulaire de la lui attribuer, aux mêmes clauses et conditions que celles que l'Autorité Concédante sera prête à consentir audit tiers. A cet effet, avant la fin de la cinquième année précédant l'expiration de la concession, l'Autorité Concédante décidera si elle désire attribuer une nouvelle concession sur la surface considérée, et notifiera sa décision au Titulaire par lettre recommandée.

Si une nouvelle concession est attribuée au Titulaire, les dispositions des Articles 71, 72, 74, 75 et 76 ci-dessous pourront cesser d'être applicables en totalité ou partiellement, conformément aux conditions qui seront précisées dans la Convention et le Cahier des Charges afférents à la nouvelle concession.

ARTICLE SOIXANTE-NEUF : Obligation de posséder en propre et de maintenir en bon état les ouvrages revenant à l'Autorité Concédante.

Le Titulaire sera tenu de posséder en toute propriété et de maintenir en bon état d'entretien les bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature qui doivent faire gratuitement retour à l'Autorité Concédante à la fin de la concession par application de l'Article 71 du présent Cahier des Charges.

Il pourra à son choix, soit acquérir les terrains, soit les prendre en location, soit les utiliser sous le régime de l'occupation temporaire.

Les baux ou contrats relatifs à toutes les locations ou occupations de terrains devront comporter une clause réservant expressément à l'Autorité

Concédante la faculté de se substituer au Titulaire, soit en cas de renoncia-
tion ou de déchéance de la concession, soit si l'expiration de la concession doit
survenir au cours de la durée du contrat. Il en sera de même pour tous les
contrats de fourniture d'énergie ou d'eau, ou de transports spéciaux concernant
les hydrocarbures en vrac.

Un état des lieux et un inventaire des biens visés au présent Article
seront dressés contradictoirement dans les six (6) mois qui suivront la notifica-
tion du refus de la prolongation.

ARTICLE SOIXANTE DIX : Responsabilité de l'Autorité Concédante vis-à-vis des
tiers après la reprise de la concession

L'Autorité Concédante sera responsable vis-à-vis des tiers des indem-
nités ou réparations dues pour les dégâts de surface se manifestant après qu'elle
aura repris la concession pour quelque cause que ce soit, sauf recours, pendant
un délai de cinq (5) ans à dater de la reprise, s'il y a lieu, contre le Titu-
laire, à raison des travaux exécutés par lui.

ARTICLE SOIXANTE ET ONZE : Retour à l'Autorité Concédante des installations du
Titulaire en fin de concession par arrivée au terme

1 - Feront retour à l'Autorité Concédante à la fin de la concession
par arrivée au terme, les installations limitativement énumérées
ci-après, à condition qu'elles se trouvent à l'intérieur du péri-
mètre de la concession, et qu'elles soient à cette époque indis-
pensables à la marche courante de cette concession :

- a) Les terrains acquis par le Titulaire ;
- b) Les droits à bail, ou à occupation temporaire que détient le
Titulaire ;
- c) Les puits, sondages, et tous travaux miniers établis à demeure,
les batiments industriels correspondants ;
- d) Les routes et pistes d'accès, les adductions d'eau (y compris
les captages et les installations de pompage), les lignes de
transport d'énergie (y compris les postes de transformation,
de coupure et de comptage), les moyens de télécommunication
appartenant en propre au Titulaire ;
- e) Les bâtiments appartenant en propre au Titulaire, à usage de
bureaux ou de magasins ; les habitations destinées au logement

du personnel affecté à l'exploitation ; les droits à bail ou à occupation que le Titulaire peut détenir sur des bâtiments appartenant à des tiers, et utilisés par lui aux fins ci-dessus ;

- f) Les embranchements particuliers de voies ferrées desservant les chantiers du Titulaire, ou les raccordant au réseau d'intérêt général ;
- g) Les machines, les moteurs, les moyens divers des transports (y compris les pipelines de collecte), les installations de stockage (y compris les installations de stockage sur les champs de production), les installations de préparation des gaz bruts (dans la mesure où celles-ci sont indispensables pour permettre la manutention et le transport de ces gaz) ; les appareils, outils et engins de toute nature ; des bâtiments correspondants.

Il est cependant entendu que : les installations entrant dans les catégories limitativement énumérées ci-dessus feront retour à l'Autorité Concédante, si, bien que situées à l'extérieur du périmètre de la concession, elles sont à cette époque indispensables à la marche courante de cette concession et de cette concession seulement.

- 2 - Si des installations devant faire retour à l'Autorité Concédante dans les conditions indiquées au présent Article, étaient nécessaires ou utiles, en totalité ou en partie, à l'exploitation d'autres concessions ou permis du Titulaire en cours de validité, les conditions dans lesquelles ces installations seraient utilisées en commun et dans la proportion des besoins respectifs du Titulaire et de l'Autorité Concédante seront arrêtées d'un commun accord avant leur remise à l'Autorité Concédante. En pareil cas, l'astreinte visée à l'Article 73 ci-dessous n'aura d'effet qu'à partir de la conclusion de cet accord.

Réciproquement, il en sera de même pour les installations du Titulaire ne faisant pas retour à l'Autorité Concédante et dont l'usage serait indispensable à celle-ci pour la marche courante de l'exploitation de la concession reprise par elle.

- 3 - Les installations visées ci-dessus seront remises gratuitement à l'Autorité Concédante dans l'état où elles se trouveront le jour de

l'expiration de la concession, si elles ont été achetées ou aménagées avant la dixième (10e) année qui précède le terme de la concession.

ARTICLE SOIXANTE DOUZE : Retour à l'Autorité Concédante des installations faites dans les dix (10) dernières années de la concession

Les installations visées au paragraphe 1 de l'Article 71 qui auront pu être aménagées ou achetées par le Titulaire dans les dix (10) dernières années de la concession pour l'exploitation de cette concession seront remises à l'Autorité Concédante contre paiement de leur valeur estimée à dires d'experts, compte tenu de l'état où elles se trouveront, et dans les conditions définies ci-après.

- 1 - Pendant les dix (10) dernières années de la concession, le Titulaire ouvrira pour les travaux de premier établissement exécutés par lui un "Registre Spécial" où seront portés ceux de ces travaux dont il pourra demander le rachat par l'Autorité Concédante en fin de concession et à dires d'experts, en application du premier alinéa du présent Article.
- 2 - Le Titulaire devra, avant le premier avril de chaque année, soumettre à la Direction de l'Energie le projet de tous les travaux de premier établissement qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante, et qu'il propose de porter au Registre Spécial. La Direction de l'Energie aura toutefois la faculté de prolonger au delà du premier avril le délai imparti au Titulaire pour la présentation de ce projet de travaux.

Faute par la Direction de l'Energie d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de quatre (4) mois, après réception par elle du projet présenté par le Titulaire, l'admission des travaux au Registre Spécial sera réputée agréée.

La Direction de l'Energie examinera dans quelle mesure les travaux projetés constituent bien des travaux de premier établissement, et s'ils présentent de l'intérêt pour l'exploitation présente ou future.

Elle se réserve le droit de ne pas admettre les travaux proposés par le Titulaire, ou d'en réduire le programme, si elle estime que la proposition du Titulaire dépasse les besoins de l'exploitation de la concession.

.../...

AK King

Elle notifiera sa décision au Titulaire. Celui-ci sera admis à porter au Registre Spécial les travaux de premier établissement tels qu'ils auront été définis par ladite décision.

- 3- Si le Titulaire exécute des travaux de premier établissement non portés à la décision de la Direction de l'Energie mentionnée au paragraphe 2 du présent Article, ou s'il exécute des travaux plus importants que ceux définis par ladite décision, il devra remettre lesdits travaux à l'Autorité Concédante en fin de concession, mais sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pour la partie desdits travaux qui excèderait le programme défini par la Direction de l'Energie dans la décision susvisée.
- 4- Le paiement de l'indemnité fixée à dires d'experts sera dû par l'Autorité Concédante au Titulaire à dater du premier jour du deuxième mois qui suivra l'expiration de la concession, sous peine d'intérêts moratoires calculés au taux légal, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE SOIXANTE TREIZE : Pénalités en cas de retard dans la remise des installations

Dans les cas prévus aux Articles 71 et 72 ci-dessus, tout retard résultant du fait du Titulaire dans la remise de tout ou partie des installations revenant à l'Autorité Concédante ouvrira à cette dernière le droit d'exiger du Titulaire le paiement d'une astreinte égale à un centième (1%) de la valeur des installations non remises, par mois de retard, et après une mise en demeure non suivie d'effet dans le délai d'un mois.

ARTICLE SOIXANTE QUATORZE : Faculté de rachat des installations non mentionnées à l'Article 71

- 1- En fin de concession, l'Autorité Concédante aura la faculté de racheter pour son compte (ou, le cas échéant, pour le compte d'un nouveau Titulaire de concession ou de permis de recherche qu'elle désignera) tout ou partie des biens énumérés ci-après, autres que ceux visés à l'Article 71 ci-dessus, et qui seraient nécessaires pour la poursuite de l'exploitation et l'évacuation des hydrocarbures extraits :

- a) Les matières extraites, les approvisionnements, les objets mo-

.../...

AS OA Lhu

biliers et les immeubles appartenant au Titulaire ;

- b) Les installations et l'outillage se rattachant à l'exploitation, à la manutention et au stockage des hydrocarbures bruts.

La décision de l'Autorité Concédante précisant les installations visées ci-dessus et sur lesquelles elle entend exercer la faculté de rachat devra être notifiée par l'Autorité Concédante au Titulaire six (6) mois au moins avant l'expiration de la concession correspondante.

- 2- Toutefois, ne pourront être rachetés les biens visés au paragraphe 1 du présent Article lorsqu'ils sont, en totalité ou en partie seulement, nécessaires au Titulaire pour lui permettre de poursuivre son exploitation sur l'une de ces concessions qui ne serait pas arrivée à expiration.

Dans ce cas, l'Autorité Concédante pourra requérir du Titulaire, soit pour son propre compte, soit pour le compte du nouveau concessionnaire, ou concessionnaire désigné par elle, que les installations en cause soient mises à la disposition du nouveau concessionnaire ou du nouveau détenteur de permis, suivant les dispositions prévues au paragraphe 2 de l'Article 71 ci-dessus.

- 3- Le prix de rachat sera fixé à dire d'experts.

Ce prix devra être payé au Titulaire dans les deux (2) mois qui suivront l'expiration de la concession, sous peine d'intérêts moratoires calculés au taux légal, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE SOIXANTE QUINZE : Exécution des travaux d'entretien des installations faisant retour à l'Autorité Concédante

Jusqu'à l'expiration de la concession, le Titulaire sera tenu d'exécuter "en bon père de famille" les travaux d'entretien de ses installations pétrolières et des dépendances légales, et, en particulier, les travaux d'entretien des puits existants et de leurs installations de pompage ou de contrôle.

A dater de la dixième (10e) année qui précèdera le terme de la concession, le Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie pourra, le Titulaire entendu, prescrire à celui-ci tous travaux d'entretien qui seraient nécessaires pour assurer la marche courante de l'entreprise, et la conservation des installations faisant retour gratuit à l'Autorité Concédante en fin de concession.

Le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie après mise en demeure non suivie d'effet, pourra ordonner l'exécution d'office aux frais du Titulaire des travaux d'entretien prescrits par lui.

ARTICLE SOIXANTE SEIZE : Travaux de préparation de l'exploitation future.

- 1 - A dater de la cinquième (5e) année précédant le terme de la concession, le Titulaire sera tenu d'exécuter au frais, risques et périls de l'Autorité Concédante, les travaux que celle-ci jugerait nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.
- 2 - A cet effet, le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie remettra au Titulaire, avant le 1er mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Autorité Concédante dans le cours de l'année suivante.

Les programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le Titulaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq (5) années de la dernière période, une extraction au moins égale à la moyenne des cinq (5) années de la période quinquennale précédente, diminuée de dix pour cent (10%).
- 3 - Les travaux seront exécutés suivant les devis et dispositions approuvés par le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, le Titulaire entendu, conformément aux règles de l'Art et aux clauses et conditions générales en vigueur, applicables aux travaux de l'espèce.
- 4 - La procédure appliquée en ce qui concerne le règlement des sommes dues au Titulaire pour les travaux visés au paragraphe 1 du présent Article, sera celle fixée par l'Article 18 ci-dessus. Les paiements auront lieu sur présentation de décomptes mensuels. Ils seront effectués dans les deux (2) mois qui suivront l'acceptation du décompte, sous peine d'intérêts moratoires calculés au taux légal.
- 5 - Si les ouvrages exécutés par le Titulaire en application du présent Article sont productifs, l'Autorité Concédante pourra prescrire, le Titulaire entendu :

.../...

Handwritten signature

- Soit, si la chose est possible, leur fermeture momentanée, partielle ou totale ; toutes mesures conservatoires d'entretien en bon état étant dues et faites par le Titulaire aux frais de l'Autorité Concédante ;

- Soit, leur mise en exploitation, à rendement réduit ou normal.

Dans ce dernier cas, les hydrocarbures provenant de l'exploitation desdits ouvrages appartiendront à l'Autorité Concédante, sous réserve que celle-ci rembourse au Titulaire en ce qui les concerne, les frais d'exploitation calculés comme il est dit à l'Article 18 ci-dessus.

ARTICLE SOIXANTE DIX SEPT : Renonciation à la concession.

Si le Titulaire veut exercer son droit de renoncer à la totalité ou à une partie seulement de l'une de ses concessions, les droits respectifs de l'Autorité Concédante et du Titulaire seront réglés suivant la procédure prévue par le décret du 1er janvier 1953, et notamment par ses Articles 65 et 66 suivant les dispositions spéciales prévues au présent Article.

Contrairement aux dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'Article 66 sus-visé du décret du 1er janvier 1953, une demande de renonciation partielle ne pourra être refusée. Il est entendu toutefois que les obligations résultant du présent Cahier des Charges, et notamment de son Article 15, seront reportées intégralement sur le reste de la concession.

1 - Renonciation avant la vingtième (20e) année de la concession :

Si le Titulaire veut renoncer à la totalité ou à une partie de l'une de ses concessions dans les vingt (20) premières années à partir de l'institution de celle-ci, l'Autorité Concédante aura la faculté d'acheter, sous les réserves prévues au paragraphe 2 de l'Article 71, à dire d'experts, tout ou la partie de la concession objet de la renonciation, et qui sera à cette époque indispensable à la marche courante de l'exploitation de cette concession ou partie de concession.

Cette faculté s'étendra au matériel et aux installations qui, bien que situés à l'extérieur de cette concession ou partie de concession, sont indispensables à son exploitation, et à cette

.../...

HT JSA 11/12

exploitation seulement.

Le Titulaire devra joindre à sa demande de renonciation la liste du matériel et des installations sus-visés.

L'Autorité Concédante fera connaître dans les six (6) mois au Titulaire ce qu'elle entend acheter.

A défaut, elle sera censée renoncer à la faculté d'achat qui lui est donnée ci-dessus.

Le Titulaire pourra, à l'expiration de ce délai, disposer librement du matériel et des installations que l'Autorité Concédante ne voudrait pas acquérir.

2 - Renonciation après les vingt (20) premières années de la concession:

Lorsque la renonciation est demandée après les vingt (20) premières années de la concession, les droits respectifs de l'Autorité Concédante et du Titulaire seront réglés conformément aux dispositions des Articles 70, 71 et 73 du présent Cahier des Charges, visant le cas d'expiration normale de la concession.

Toutefois, par dérogation aux dispositions prévues à l'Article 72 ci-dessus, aucune indemnité ne sera due dans ce cas au Titulaire pour la reprise des ouvrages exécutés par lui dans les dix (10) années qui ont précédé la renonciation.

ARTICLE SOIXANTE-DIX-HUIT : Cas de déchéance

1- Outre les cas de déchéance prévus dans les Articles 68 et 69 (2 premiers alinéas) et 86 (premier alinéa) du décret du 1er janvier 1953, la déchéance de la concession ne pourra être prononcée à l'encontre d'un Cotitulaire que si celui-ci :

- Refuse d'effectuer, ou, par suite de négligences graves et répétées, n'effectue pas les travaux visés aux Articles 18, 75 et 76 du présent Cahier des Charges, si leurs dispositions devaient être appliquées ;
- Contrevient aux dispositions des Articles 15, 17 et 92 dudit Cahier des Charges ;
- Ne paie pas à l'Autorité Concédante les redevances stipulées au Titre III du présent Cahier des Charges, dans les conditions

.../...

Handwritten signature

qui y sont prévues ;

- Effectue des manquements graves et systématiques aux obligations qui lui seront imposées par le Titre V du présent Cahier des Charges.

La déchéance prononcée pourra porter sur la totalité ou sur une partie seulement de la concession en cause, au choix de l'Autorité Concédante.

- 2 - Si l'un des cas de déchéance survient, le Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie notifiera au Cotitulaire une mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai qui ne pourra être inférieur à six (6) mois.

Si le Cotitulaire en cause n'a pas régularisé sa situation dans un délai imparti, ou s'il n'a pas fourni une justification satisfaisante de sa situation, la déchéance pourra être prononcée, par arrêté du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, sur avis conforme du Conseil des Ministres. Cet arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

- 3 - La publication de l'arrêté de déchéance aura pour effet de transférer à l'Autorité Concédante la part du Cotitulaire en cause dans la propriété de la concession. Il sera alors fait application à son égard des dispositions prévues au présent Cahier des Charges, notamment celles des Articles 71 et 72, pour le cas de l'expiration normale de la concession.

ARTICLE SOIXANTE-DIX-NEUF : Déficit de demande de la concession dans le délai prescrit après une découverte

Si dans les douze (12) mois qui suivront la preuve d'une découverte au sens de l'Article 11, le Titulaire n'a pas déposé la demande de concession visée à l'Article 12, paragraphe 1, ci-dessus, l'Autorité Concédante se réserve le droit de frapper de déchéance, et sans mise en demeure préalable, le permis de recherches détenu par le Titulaire, couvrant une surface choisie par l'Autorité Concédante, et dont le périmètre répondra aux conditions fixées aux paragraphes 2 et 3 du même Article 12.

Dans ce cas, l'Autorité Concédante pourra exiger du Titulaire et sans indemnité la remise gratuite des installations faites par lui dans le périmètre du permis frappé de déchéance, et rentrant dans les catégories énumérées à l'Article 71.

TITRE VII

Clauses économiques

ARTICLE QUATRE VINGT : Réserves des Hydrocarbures pour les besoins de l'Economie Tunisienne

1 - a) L'Autorité Concédante aura le droit d'acheter par priorité une part de la production de pétrole brut extrait par le Cotitulaire de ses concessions en Tunisie, jusqu'à concurrence de vingt pour cent (20 %) de cette production, pour couvrir les besoins de la consommation intérieure tunisienne, quel que soit le développement ultérieur de l'économie du pays. Le prix pratiqué pour de telles ventes sera le prix FOB réel obtenu par le Cotitulaire à l'occasion de ses autres ventes à l'exportation ramené à la tête de puits et diminué de dix pour cent (10 %).

Si le Cotitulaire produit plusieurs qualités de pétrole brut, le droit d'achat portera sur chacune de ces qualités, sans pouvoir excéder au maximum vingt pour cent (20 %) de l'une d'entre elles, sauf accord formel du Cotitulaire

b) Pour l'exécution des obligations stipulées par le présent Article le Cotitulaire sera placé sur un pied d'égalité vis-à-vis des autres producteurs de substances minérales du second groupe en Tunisie, de manière à n'intervenir que proportionnellement à sa quote-part de la production globale de la Tunisie.

c) Cette obligation de la part du Cotitulaire de fournir une part de sa production jusqu'à concurrence de vingt pour cent (20 %) sera indépendante de la redevance proportionnelle visée aux Articles 23 à 29 du présent Cahier des Charges.

d) Les dispositions du paragraphe 4 de l'Article 27 ci-dessus sont applicables en ce qui concerne le stockage du pétrole brut.

Il est entendu, toutefois, que la capacité de stockage à fournir par le Titulaire tant pour le brut correspondant à la redevance proportionnelle que pour celui vendu à

L'Autorité Concédante en application du présent Article ne devra pas excéder trente mille mètres cubes (30.000 m³).

2 - La livraison pourra être effectuée sous forme de produits finis au choix du Cotitulaire. Dans le cas de produits finis obtenus par raffinage effectué en Tunisie, la livraison sera faite à l'Autorité Concédante à la sortie de la raffinerie.

La qualité et les proportions relatives des produits raffinés à livrer seront déterminées en fonction des résultats qui concernent les hydrocarbures bruts du Cotitulaire s'ils étaient traités dans une raffinerie tunisienne ou, à défaut, dans une raffinerie du littoral de l'Europe.

Les prix seront déterminés par référence à ceux de produits de même nature qui seraient importés en Tunisie dans des conditions normales, réduits d'un montant calculé de manière à correspondre à une réduction de dix pour cent (10 %) de la valeur du pétrole brut à partir duquel, ils auront été raffinés, valeur calculée elle-même, comme il est dit au paragraphe a) de la section I ci-dessus.

Toutefois cette réduction ne s'appliquera pas pour ceux de ces produits destinés à l'exportation.

L'Autorité Concédante s'engage à donner toutes facilités afin de permettre au Cotitulaire de créer une raffinerie dont les produits seront destinés à l'exportation et/ou une usine de liquéfaction de gaz naturel et/ou des usines de pétrochimie traitant des hydrocarbures ou leurs dérivés.

3 - Si l'Autorité Concédante fait jouer son droit prioritaire d'achat le Cotitulaire sera tenu de lui assurer les livraisons, correspondant aux conditions contenues dans la notification. Les livraisons ainsi réalisées seront considérées, notamment en ce qui concerne la procédure de change, comme étant des ventes à l'exportation.

ARTICLE QUATRE-VINGT-UN : Utilisation des gaz

1 - Si les travaux du Titulaire mettent en évidence la possibilité d'obtenir à un prix de revient acceptable, une production appréciable d'hydrocarbures gazeux marchands, l'Autorité Concédante et le Titulaire conviennent dès maintenant de se

concertier en vue de rechercher tous les débouchés commerciaux susceptibles d'absorber cette production.

- a) En premier lieu, dans la limite des droits qu'aurait pu acquérir auparavant d'autres exploitants miniers de substances minérales du second groupe, et déduction faite de la fraction des gaz utilisés par le Titulaire pour couvrir les besoins de ses propres chantiers, la production de gaz du Titulaire sera d'abord réservée à l'alimentation des services publics existants de production et de distribution de gaz ou d'électricité. Parallèlement, le Titulaire, avec l'appui de l'Autorité Concédante, cherchera à amener les industries existant en Tunisie à substituer le gaz aux autres sources d'énergie qu'elles utilisaient auparavant.

Dans cette première phase, le prix de cession du gaz, soit aux services publics existants, soit aux industries existantes, sera établi de telle sorte qu'il laisse au Titulaire une marge bénéficiaire raisonnable.

- b) Les possibilités d'absorption des industries et services publics existants ayant été satisfaites, l'Autorité Concédante et le Titulaire s'efforceront conjointement d'ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux pour une production éventuelle de gaz. En particulier, ils chercheront à favoriser l'extension des services publics de gaz et d'électricité, le développement de nouvelles centrales thermiques, ou la création d'industries nouvelles utilisant le gaz comme matière première, ou comme source d'énergie ou de chauffage.

Dans cette seconde phase, les prix de vente du gaz produit par le Titulaire seront concertés entre le Titulaire et l'Autorité Concédante, de telle manière qu'ils puissent être acceptés par les nouveaux consommateurs éventuels et sous la seule réserve qu'ils laissent encore au Titulaire une marge bénéficiaire raisonnable.

- c) L'Autorité Concédante considérera sur un pied de stricte égalité les différents bénéficiaires de concessions minières du second groupe qui, à un même instant, seraient en compétition pour le placement de leur production de gaz sur le marché Tunisien.

.../...

M. P. M.

2 - Le titulaire pourra à tout moment se libérer des obligations du présent Article comme il est dit au paragraphe 5 de l'Article 19 ci-dessus.

ARTICLE QUATRE VINGT-DEUX : PRIX DE VENTE DES HYDROCARBURES BRUTS LIQUIDES.

En tout état de cause, le co-titulaire sera tenu à un prix de vente pour les hydrocarbures liquides bruts extraits par lui, qui ne sera pas inférieur au "prix de vente normal" défini ci-après, tout en lui permettant de trouver un débouché pour la totalité de sa production.

Le "prix de vente normal" d'un hydrocarbure liquide brut au sens du présent Cahier des Charges sera celui qui, compte tenu d'une part des autres facteurs entrant en ligne de compte tels les assurances, le fret et d'autre part des prix réalisés par ETAP sur les ventes de sa part, donnera, sur les marchés qui constituent un débouché normal pour la production tunisienne, un prix comparable à celui obtenu à partir des bruts d'autres provenances et de qualités comparables concourant également au ravitaillement normal des mêmes marchés.

Les cours pris pour ce dernier mode de calcul seront les cours mondiaux normalement pratiqués dans les transactions commerciales régulières, en éliminant celles de ces transactions qui auraient le caractère de ventes accidentelles.

HT M Aly

TITRE VIII

Dispositions Diverses

ARTICLE QUATRE-VINGT-TROIS : Election de domicile

Le Cotitulaire est tenu de faire élection de domicile en Tunisie. Faute par lui d'avoir un domicile connu en Tunisie, les notifications seront valablement faites au Siège du Gouvernorat de Tunis.

ARTICLE QUATRE-VINGT-QUATRE : Hygiène publique

Le Titulaire est tenu à se soumettre à toutes les mesures d'hygiène édictées par la législation et la réglementation en vigueur en Tunisie.

Notamment, il devra assujettir ses chantiers à la surveillance permanente des agents et des médecins des Services de la Santé Publique, et y appliquer toutes les mesures de protection qui lui seraient prescrites contre les épidémies.

ARTICLE QUATRE-VINGT-CINQ : Législation du travail

Le Titulaire est tenu de se soumettre à toutes les prescriptions de la législation et de la réglementation en vigueur en Tunisie en ce qui concerne le travail et la prévoyance sociale.

ARTICLE QUATRE-VINGT-SIX : Nationalité du personnel.

Le personnel sera dans la mesure du possible recruté parmi les ressortissants de la République Tunisienne ; toutefois, le Titulaire pourra employer des ressortissants de tous autres pays dans la mesure où il ne trouverait pas parmi les ressortissants de la République Tunisienne du personnel ayant l'expérience et les qualifications nécessaires.

ARTICLE QUATRE-VINGT-SEPT : Formation de techniciens en matière de recherche d'hydrocarbures.

Le Titulaire s'engage à faciliter, dans la plus large mesure compatible avec la bonne marche de ses travaux, la formation en Tunisie de personnel technique et de main-d'œuvre spécialisée en matière d'activités pétrolières.

.../...

A cette fin, et dans des conditions qui seront fixées d'un commun accord entre le Titulaire et l'Autorité Concédante, le Titulaire organisera, chaque fois que ses travaux d'exploitation le rendront possible, des cours et stages dans des centres de formation professionnelle correspondant aux diverses techniques qu'il mettra en oeuvre sur ses chantiers.

ARTICLE QUATRE-VINGT-HUIT : Admission et circulation du personnel étranger.

Sauf restrictions qui seraient nécessaires du point de vue de la Sécurité du Territoire ou de la Défense Nationale, compte tenu de l'engagement qui fait l'objet de l'Article 87 ci-dessus, et dans le cadre de la réglementation applicable aux travailleurs étrangers, l'Autorité Concédante facilitera l'admission en Tunisie, et la libre circulation sur le territoire tunisien du personnel et de la main-d'oeuvre qualifiée de nationalité étrangère dont il pourrait avoir besoin pour la bonne marche de ses travaux, et qu'il aurait recruté en toute considération des dispositions de l'Article 86.

ARTICLE QUATRE-VINGT-NEUF : Recours aux offices publics de placement.

Le Titulaire sera tenu de s'adresser aux bureaux de placement et aux autorités locales pour l'embauche de la main-d'oeuvre non spécialisée ou de la main-d'oeuvre qualifiée susceptible d'être recrutée en Tunisie.

Il sera tenu d'admettre des candidatures qualifiées présentées par lesdits bureaux, ou lesdites autorités locales dans la limite ci-après de l'effectif total embauché par lui :

- Ouvriers spécialisés : quarante pour cent (40%) ;
- Manoeuvres : soixante pour cent (60%).

ARTICLE QUATRE-VINGT-DIX : Matériel et entreprises

Le Titulaire devra utiliser, dans la plus large mesure compatible avec la bonne marche de ses travaux, et pour autant que le prix, qualités et délais de livraison demeureront comparables :

- du matériel, ou des matériaux produits en Tunisie ;
- les services d'entreprises ou sous-traitants de nationalité tunisienne.

ARTICLE QUATRE-VINGT-ONZE : Représentant agréé du Titulaire.

Dans chaque centre d'opérations important, et au moins dans chaque Gouvernorat intéressé, le Titulaire devra désigner un représentant de nationalité tunisienne agréé par l'Autorité Concédante.

Ce représentant sera habilité à recevoir toute notification qui serait faite au nom de l'Autorité Concédante, par les agents du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, ou par les autorités locales, et concernant le centre d'opérations dont il est chargé.

Il sera habilité à prendre les mesures d'exécution qui seraient de sa compétence, suivant une consigne préalablement concertée entre l'Autorité Concédante et le Titulaire.

ARTICLE QUATRE-VINGT-DOUZE : Défense Nationale et Sécurité du Territoire.

Le Titulaire sera tenu de se soumettre aux mesures générales prises par les autorités civiles ou militaires et pour des raisons concernant la Défense Nationale ou la Sécurité du Territoire de la République Tunisienne.

Les mesures susvisées pourront avoir pour effet de suspendre l'application de certaines clauses du présent Cahier des Charges, et de la Convention à laquelle celui-ci est annexé.

Néanmoins, les avantages permanents que confèrent au Titulaire le présent Cahier des Charges et la Convention à laquelle celui-ci est annexé, subsisteront et ne seront pas modifiés quant au fond.

Le Titulaire ne pourra soulever d'autres recours en indemnité à l'occasion des décisions visées ci-dessus, que ceux qui seront ouverts par la législation en vigueur à toute entreprise tunisienne susceptible d'être frappée par une mesure analogue.

ARTICLE QUATRE-VINGT-TREIZE : Cas de force majeure.

Le Titulaire n'aura pas contrevenu aux obligations résultant du présent Cahier des Charges, s'il justifie que le manquement auxdites obligations est motivé par un cas de force majeure.

Sont en particulier réputés cas de force majeure, les retards qui résulteraient de l'application de la législation tunisienne sur les eaux du

domaine public. De tels retards n'ouvriront au Titulaire aucun droit à indemnité. Toutefois, ils pourront lui ouvrir droit à prolongation de la validité du permis ou des concessions sur lesquels ils se seraient manifestés, égale à la durée des retards. Les obligations du Titulaire, autres que celles d'effectuer des paiements prévus par les dispositions de la présente Convention et Cahier des Charges y annexé seront suspendues pendant le temps durant lequel le Titulaire sera partiellement ou totalement empêché de les exécuter ou entravé dans son action par un cas de force majeure.

ARTICLE QUATRE-VINGT-QUATORZE : Dispositions particulières.

1 - Délimitation des périmètres élémentaires :

Il est convenu expressément que les périmètres élémentaires, tels qu'ils résultent de la définition du tableau annexé au Decret du 1er janvier 1953 et visé par l'Article 37 de ce dernier, seront considérés comme correspondant à une superficie de quatre cents hectares (400), notamment pour l'application des Articles 5, 6, 7 et 21 du présent Cahier des Charges, relatifs aux réductions de surface automatique, pénales ou volontaires.

2 - Délai de mise en demeure en cas de déchéance :

Le délai de la mise en demeure du Titulaire en application de l'Article 78, paragraphe 2, ci-dessus, pour régulariser sa situation, et qui ne pourra être inférieur à six (6) mois, devra tenir compte du temps raisonnablement nécessaire, eu égard aux circonstances, pour accomplir les actes prévus.

3 - Transport à l'exportation

Pour le transport à l'exportation des minéraux du second groupe et produits dérivés, le Titulaire pourra utiliser à sa discrétion tous navires pétroliers, péniches, pontons de chargement et de déchargement et autres systèmes de chargement et de déchargement de son choix, qu'ils lui appartiennent ou qu'ils appartiennent à des tiers, étant entendu cependant que si la République Tunisienne met à la disposition du Titulaire des navires pétroliers ou des péniches qui lui appartiennent ou qui appartiennent à une société à participation majoritaire de l'ETAT, qui fonctionnent sous son contrôle direct et qui soient en état convenable, le Titulaire

pourra être requis de les utiliser, à condition qu'une telle utilisation n'en soit pas plus onéreuse pour le Titulaire que l'utilisation de ses propres navires ou péniches ou de ceux de tiers transporteurs maritimes qualifiés, et étant entendu également que si le Titulaire a recours à des tiers transporteurs maritimes il devra, à conditions et à prix comparables, donner la préférence à des navires battant pavillon tunisien.

4 - Communication de documents en vue de contrôle :

Le Titulaire aura l'obligation de mettre à la disposition de l'Autorité Concédante tous documents utiles pour la mise en oeuvre du contrôle par l'ETAT, et notamment par les contrôleurs techniques et financiers, des obligations souscrites par le Titulaire dans le présent Cahier des Charges et dans la Convention à laquelle il est annexé.

5 - Les dispositions des Décrets du 13 décembre 1948 et 1er janvier 1953, qu'il y soit fait spécifiquement ou non référence dans la Convention ou le Cahier des Charges, ne s'appliqueront pas au Titulaire ou à ses opérations en vertu des présentes, dans la mesure où lesdites dispositions seraient contradictoires ou incompatibles avec les dispositions de cette Convention ou de ce Cahier des Charges.

ARTICLE QUATRE-VINGT-QUINZE : Droit de timbre et d'enregistrement.

Le présent Cahier des Charges est exonéré des droits de timbre. Il sera enregistré au droit fixe aux frais du Titulaire.

ARTICLE QUATRE-VINGT-SEIZE : Impression des textes.

Le Titulaire devra remettre à l'Autorité Concédante, et quatre (4) mois au plus tard après la publication du texte approuvant la Convention, cinquante (50) exemplaires imprimés de ladite Convention, du Cahier des Charges et des pièces y annexées.

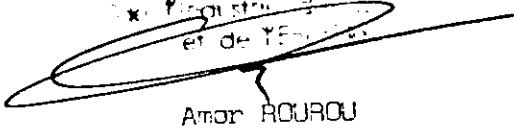
L'Autorité Concédante se réserve le droit de demander au Titulaire de lui fournir d'autres exemplaires en supplément.

Il en sera de même pour tous les avenants et actes additionnels qui interviendraient ultérieurement, et se référant à la présente Convention et au

Présent Cahier des Charges.

Fait à Tunis en quatre exemplaires originaux,
le 1. AVR. 1980

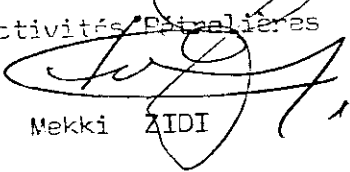
Pour l'ETAT TUNISIEN
le Minist
de l'Industrie
et de l'Energie



Amor ROUROU

Ministre de l'Industrie,
des Mines et de l'Energie

Pour l'Entreprise Tunisienne
d'Activités Pétrolières



Mekki ZIDI

Président Directeur Général

Pour la SOCIETE
ARCO TUNISIA OIL COMPANY



D. B. GRANT

Président

ANNEXE B

PROCEDURE CONCERNANT LE CONTROLE DES CHANGES APPLICABLE

A. AMOCO TUNISIA OIL COMPANY ~~SA~~ ^{SUR} LE PERMIS DE DOUZ

Handwritten signature/initials

En application des dispositions de la Convention (et notamment de son Article 7, paragraphe 9) conclue ce jour entre l'ETAT TUNISIEN d'une part, L'ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITES PETROLIERES et AMOCO d'autre part, et des textes y annexés, les opérations de change relatives aux activités de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures de AMOCO ~~SA~~ ^{SUR} le Permis de DOUZ seront régies par les dispositions suivantes :

Handwritten signature/initials

AMOCO (ci-après dénommée "Le Titulaire"), s'engage à respecter la réglementation des changes Tunisienne à l'exception de ce qui suit :

A - PHASE D'EXPLORATION ET DE MISE EN PRODUCTION

Durant cette phase, le Titulaire est autorisé à payer en devises étrangères, directement sur ses propres disponibilités se trouvant à l'extérieur de la Tunisie, toutes les dépenses d'exploration et de mise en production, sous réserve des dispositions suivantes :

- Le Titulaire s'engage à payer intégralement en Dinars en Tunisie, les entreprises résidentes à titre permanent en Tunisie.
- Il pourra payer en devises étrangères, les entreprises étrangères non-résidentes en Tunisie, spécialisées dans la recherche, même dans le cas où elles entretiennent des bases d'opération en Tunisie pour les besoins des contrats conclus dans le cadre de la Convention à laquelle la présente lettre est annexée.

Dans le cas où ces entreprises seraient intégralement payées à l'étranger, elles doivent s'engager à rapatrier en Tunisie les sommes nécessaires à leurs dépenses locales.

- Le Titulaire transfèrera en Tunisie, des devises convertibles pour leur conversion en Dinars afin de faire face à ses dépenses en Dinars.

.../...

B - RAPATRIEMENT AVEC OU SANS MONTANT DE L'HYDROCARBURE

Pour chacune de ses exportations d'hydrocarbures, le Titulaire est autorisé à rapatrier en Tunisie que 50 % des produits de vente et cela tant que le montant cumulé des profits nets retirés par lui n'aura pas atteint 5 fois le montant cumulé de toutes les dépenses relatives à la seule exploration à l'exclusion des dépenses de développement, de production et d'exploitation; 50 % seront conservés à l'étranger. Dès que cette condition est remplie, le pourcentage de 50 % qui sera conservé à l'étranger sera ramené à 40 % et les 60 % seront rapatriés.

Le Titulaire sera tenu de rapatrier un pourcentage plus élevé dans le cas où les sommes rapatriées n'auront pas suffi à couvrir la totalité de ses paiements en Dinars.

En contrepartie de la présente dérogation, le Titulaire est exclu à l'exception des transferts prévus à l'occasion des réajustements envisagés ci-dessous, du bénéfice de tous autres modes d'attribution de devises pour lui même, son personnel, ses contracteurs et ses sous-contracteurs lesquels restent assujettis aux conditions du paragraphe A. ci-dessus.

Il est entendu que le Titulaire reste autorisé à payer directement sur ses propres disponibilités se trouvant à l'extérieur de la Tunisie, sous réserve des dispositions suivantes, les dépenses de développement de production, d'exploitation et de continuation de l'exploration :

- Le Titulaire s'engage à payer intégralement en Dirars en Tunisie, les entreprises résidentes à titre permanent en Tunisie ;
- Il pourra payer en devises étrangères, les entreprises étrangères non-résidentes en Tunisie, spécialisées dans la recherche, le développement, l'exploitation et la production des hydrocarbures, même dans le cas où elles entretiennent des bases d'opération en Tunisie pour les besoins des contrats conclus dans le cadre de la convention mentionnée ci-dessus.

.../...

AF 12/17

En ce qui concerne le salaire payé aux personnes de nationalité étrangère qui sont employées par le Titulaire en Tunisie, une partie raisonnable de ce salaire sera payée en Dinars en Tunisie et le solde, auquel s'ajouteront les charges pour avantages sociaux, qui sont payables par ces personnes dans le pays où elles ont leur domicile, pourra :

- Pendant la phase de recherche être payé hors de Tunisie en devises étrangères ;
- Pendant la phase d'exploitation, être payé en devises étrangères provenant de la conversion de Dinars.

Les personnes de nationalité étrangère employées par des sous-entrepreneurs du Titulaire pour une période n'excédant pas six (6) mois, pourront être payées hors de Tunisie en devises étrangères dans le cas où leurs frais de séjour en Tunisie sont pris en charge par leur employeur. Après cette période de six (6) mois, elles bénéficieront du même traitement que celui qui est accordé aux employés du Titulaire en vertu du paragraphe précédent.

Tous les employés étrangers du Titulaire et de ses sous-entrepreneurs qui sont employés en Tunisie, seront soumis à l'imposition sur le revenu en Tunisie.

Le Titulaire ne pourra recourir à aucune forme de financement provenant des banques résidentes en Tunisie, sauf pour les cas de découverts de courte durée dus à des retards dans les opérations de conversion en Dinars de devises disponibles en Tunisie.

Tous les six mois des réajustements seront effectués en fonction de situations ou balances faisant ressortir les disponibilités en Dinars en Tunisie du Titulaire.

Le Titulaire demandera en premier lieu le transfert des soldes créditeurs en Dinars. Si le transfert n'est pas effectué dans le mois qui suit la demande et si la Banque Centrale n'a pas formulé un avis motivé contraire au transfert demandé, le Titulaire est autorisé à diminuer les sommes qu'il est tenu de rapatrier sur les premières exportations qui suivent et ce, jusqu'à concurrence du solde créditeur en Dinars résultant des balances semestrielles.

.../...

HT BAK 1/17

Si la Banque Centrale formule dans le mois ci-dessus considéré, un avis motivé contraire concernant telle ou telle partie du solde semestriel créditeur en Dinars du Titulaire, seul le montant contesté ne pourra faire l'objet de transfert ou de retrans sur les rapatriements subséquents. Le montant contesté sera alors soumis dans le mois qui suit l'avis motivé de la Banque Centrale de Tunisie, à une commission de conciliation composée de trois membres, le premier représentant la Banque Centrale, le second représentant le Titulaire et le troisième nommé par les représentants des deux parties et qui devra être d'une nationalité différente de celle des deux parties.

L'avis de la commission liera les parties et devra être formulé dans les 4 mois qui suivent l'avis motivé de la Banque Centrale.

Il est entendu que l'ETAP restera soumise durant toutes les phases visées ci-dessus à la réglementation des changes en vigueur en Tunisie.

HS JSH 10/4

ACTE CONSTITUTIF

DE

AMOCO TUNISIA OIL COMPANY

°°°

PREMIEREMENT - La dénomination de la société est

AMOCO TUNISIA OIL COMPANY

DEUXIEMEMENT - L'adresse de son siège social dans l'Etat du Delaware est: 100 West, 10th Street, dans la ville de Wilmington, comté de New Castle. La dénomination de son agent officiel à cette adresse est The Corporation Trust Company.

TROISIEMEMENT - L'objet social qui devra être poursuivi ou favorisé est le suivant:

Etablir et exercer des activités pétrolières avec pouvoir de contracter pour la location et l'achat du droit de prospector, développer et utiliser la houille et autres minéraux, le pétrole et le gaz et également disposer du droit d'ériger, construire et posséder tous les réservoirs pétroliers nécessaires, ainsi que les véhicules et conduites nécessaires à la mise en oeuvre de ces activités.

Acquérir par achat, location ou autrement, et hypothéquer, mettre en gage, mettre en location, vendre, ou disposer autrement des terrains et/ou de

l'huile, du gaz et/ou des droits miniers rattachés aux terrains dans le but de produire du pétrole, du gaz et/ou d'autres substances volatiles ou minérales, et détenir, posséder, développer, exploiter, utiliser de quelque façon que ce soit lesdits terrains et/ou l'huile, le gaz et/ou les droits miniers s'y rapportant ou en disposer; faire produire ces terrains en forant des puits et en installant des usines, des machines et des instruments, conclure, acquérir, mener à bien et signer des contrats à cet effet, et disposer des produits qui en découlent soit comme produit brut soit autrement, raffiner, réduire et préparer lesdits produits en vue de leur commercialisation, et fabriquer à partir desdits produits toutes marchandises négociables.

Conduire, effectuer, et réaliser des recherches géologiques, géophysiques et de toute autre nature sur des zones terrestres ou aquatiques pour l'huile, le gaz et pour toutes recherches minières ou autres pour son compte et celui de tiers, et à cet effet passer, signer, exécuter et mener à bien tous contrats.

Forer, rechercher, préparer, développer, produire, fabriquer, raffiner, adapter, acheter, vendre, distribuer, et faire le commerce de toute autre façon du pétrole et d'autres huiles, des substances végétales, des substances minérales ou volatiles, l'asphalte, le bitume et les substances bitumeuses de toutes sortes, et tous autres produits, sous-produits et produits résiduels qui en dérivent, y compris la fabrication, l'achat la vente et le commerce, à la fois en gros et au détail,

de l'essence, des pétroles lampants et autres huiles similaires; acquérir, foncer, posséder, entretenir, faire fonctionner et faire produire les puits d'huile et de gaz et préparer, adapter, utiliser, acheter, vendre et faire le commerce des produits ainsi obtenus et de ceux qui en dérivent de manière avantageuse ou rentable, et traiter toutes autres affaires relevant de façon directe, indirecte, incidente ou pouvant contribuer à l'un des objets ci-dessus mentionnés.

Forer, fabriquer, rechercher, produire, utiliser et vendre du gaz artificiel ou naturel, ou les deux, ou un mélange quelconque des deux, pour la production de la lumière, la chaleur, l'énergie, et pour tous autres objets, et aussi produire, acquérir, utiliser, vendre, distribuer et traiter les produits, sous-produits et produits résiduels s'y rapportant et construire ou de quelque façon que ce soit, acquérir, entretenir, faire fonctionner, hypothéquer, vendre ou disposer de quelque manière que ce soit des ouvrages destinés à cet effet; et entreprendre toutes autres activités relevant de façon directe, indirecte, incidente de ou l'un des objets ci-dessus mentionnés pouvant y contribuer.

Construire, demanteler, acheter ou acquérir de toute autre façon, et entretenir et faire fonctionner, et vendre, hypothéquer, ou disposer de toute autre façon des usines, raffineries, dispositifs de mines, ouvrages, instruments, réservoirs, équipements, machines, pipelines, conduits de gaz, bâtiments et autres installations et équipements utilisés pour la fabrication, le traitement, la concentration, la transformation, le

raffinage, l'utilisation, la vente, la distribution et le transport du pétrole et d'autres huiles, naturelles et/ou artificielles et de gaz mélangés pour la production de la lumière, la chaleur, l'énergie et par tous autres objets et de leurs produits, sous-produits et produits résiduels, dans, au-dessus, à travers ou sous toutes rues, allées, routes, autoroutes, ou autres endroits publics, ou dans, au-dessus, à travers ou sous toutes propriétés privées ou publiques (sous réserve de l'autorisation des autorités gouvernementales ou municipales que la loi pourrait requérir).

Avoir des activités minières générales; acheter, prendre, louer ou acquérir autrement, détenir, posséder, contrôler, rechercher, développer, utiliser hypothéquer, mettre en gage, vendre ou autrement disposer des biens portant sur des minerais ou de la houille, ainsi que des veines ou couches de houille, gisements de fer ou autres minéraux qui s'y trouvent, ainsi que des ouvrages, biens miniers, droits ou effets s'y rapportant, de houillères, fonderies, et raffineries ainsi que des entrepôts, quais, véhicules, bateaux, navires, bateaux à vapeur, ou autres moyens de transport par voie terrestre ou voie d'eau, outils essentiels, fixes et mobiles, usines, machines et autres biens et effets s'y rattachant et tous autres ouvrages ou biens détenus en rapport avec ce qui précède.

Acquérir par achat ou autrement, détenir, posséder, vendre, louer, céder, transférer, transmettre,

hypothéquer, mettre en gage et traiter de toute autre façon des permis, droits d'exploitation, droits d'usage, concessions, licences (y compris les licences de recherche et de prospection d'huile, mais sans se limiter à celles-ci), baux (y compris les baux d'exploitation de gisement d'huile, mais sans se limiter à ceux-ci), clientèle, droits et privilèges de toute sorte et de toute nature, ou tout intérêt s'y rapportant, nécessaire ou incident pour mener à terme les objets de la société et les rechercher, les développer, les utiliser et les exploiter ou susciter ou permettre que d'autres les explorent, les développent, les utilisent et les exploitent.

Fabriquer, acheter, ou autrement acquérir, posséder, hypothéquer, mettre en gage, vendre, céder et transférer ou autrement disposer, investir, échanger, faire le commerce des biens, produits manufacturés, marchandises, produits, équipements, fournitures et biens mobiliers de tout genre et de toute qualité.

Acquérir, détenir, utiliser, vendre, céder, louer, concéder des licences, mettre en gage, ou autrement disposer des brevets des Etats-Unis ou de tout autre pays étranger, des droits issus de ces brevets, des licences et des privilèges, des inventions, des formules, des améliorations, des procédés, des droits d'auteur, des marques de fabrique, et des noms commerciaux se rapportant ou utiles à toute activité de la société.

Acheter ou autrement acquérir tout ou partie des biens, actifs, affaires, clientèle et droits, et

entreprendre ou assumer tout ou partie des obligations, hypothèques, concessions, baux, contrats, dettes, garanties, passifs et obligations de toute personne, firme, association, société ou organisme, et payer tout ou partie des éléments ci-dessus mentionnés, au moyen d'espèces, d'actions du capital, d'obligations, de titres d'emprunts, d'effets ou autres engagements de la société ou autrement, ou en prenant la responsabilité et en assumant tout ou partie du passif ou des obligations du cédant; et détenir ou disposer d'une quelconque manière de tout ou partie des biens et des actifs ainsi acquis et conduire dans toute la mesure autorisée par la loi tout ou partie des affaires ainsi acquises et exercer tous les pouvoirs nécessaires ou utiles à la conduite, la direction et la poursuite de toutes ces activités.

Conclure, passer, exécuter et mener à bien des contrats de toute sorte pour tous objets licites, sans limite de montant, avec toute personne, firme, association ou société.

Emprunter ou collecter de l'argent pour tout objet social et, à tout moment, sans limite de montant, tirer, faire, accepter, endosser, souscrire et émettre des billets à ordre, lettres de change, traites, warrants, bons, obligations, titres d'emprunts et autres titres négociables ou non négociables, ainsi que toutes reconnaissances de dettes, et garantir le paiement en principal et en intérêts de tout titre ci-dessus mentionné par l'hypothèque ou le gage, la cession ou la mise en

"trust" de tout ou partie des biens que la société possède ou qu'elle aura acquis ultérieurement, et vendre, mettre en gage, ou autrement disposer de ces biens ou autres obligations de la société pour ses objets sociaux.

Acheter, souscrire, acquérir, posséder, détenir, vendre, échanger, céder, transférer, hypothéquer, mettre en gage ou autrement disposer des actions ou des certificats de convention de vote des actions du capital ou de toutes obligations, billets, titres ou reconnaissances de dettes créés par toutes autres sociétés constituées conformément aux lois de cet Etat ou de tout état, district, ou pays, nation ou gouvernement, ainsi que des bons ou reconnaissances de dettes des Etats-Unis ou de tout autre état, district, territoire, dépendance, ou région ou département ou municipalité de ceux-ci; émettre en échange des actions du capital, obligations, billets ou autres obligations de la société et tant qu'elle sera propriétaire de ceux-ci, exercer tous droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de vote de toutes actions du capital ou des certificats de convention de vote, ainsi possédés; promouvoir, prêter de l'argent et garantir les dividendes, actions, obligations, billets, reconnaissances de dettes, contrats ou autres obligations de toute société ou association dont les obligations, actions, certificats de convention de vote ou autres titres ou reconnaissances de dettes seront détenus par ou pour le compte de la société ou dans laquelle, ou pour le bien de laquelle, la société aura un intérêt quelconque, et l'aider de toute autre

manière licite, et faire tous actes et toutes choses autorisées par la loi et destinés à protéger, préserver, améliorer ou augmenter la valeur desdites obligations, actions ou autres titres ou reconnaissances de dettes ou même les biens de la société.

Constituer ou faire constituer selon les lois de l'Etat du Delaware ou de tous autres états, districts, territoires, nations, colonies, provinces ou gouvernements, une ou plusieurs sociétés dont l'objet serait d'accomplir tout ou partie des objets pour lesquels la société est constituée et, dissoudre, liquider, fusionner ou grouper une telle ou de telles sociétés, ou provoquer leur dissolution, liquidation, fusion ou groupement.

Acheter, détenir, vendre et transférer les actions de son propre capital; à condition qu'elle n'utilise pas ses fonds ou ses biens pour l'achat de ses propres actions de capital, lorsqu'une telle utilisation entraînerait une détérioration quelconque de son capital, sauf lorsque la loi autorise le contraire, et à condition également que le droit de vote attaché aux actions de son propre capital lui appartenant ne soit pas exercé directement ou indirectement.

Avoir un ou plusieurs bureaux et poursuivre tout ou partie de ses opérations et activités, sans restriction ou limite de montant, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder ou autrement disposer des biens immobiliers et mobiliers de tout genre et de toute qualité dans l'un quelconque des Etats, Dis-

trict, Territoire, ou Colonie des Etats-Unis et dans tous autres pays étrangers en se soumettant aux lois de ces Etats, Districts, Territoires, Colonies ou Pays.

En général, poursuivre toute autre activité en relation avec ce qui précède, et avoir et exercer tous les pouvoirs conférés par les lois du Delaware aux sociétés constituées conformément à la loi mentionnée ci-après et faire tout ou partie des choses exposées ci-dessus dans la mesure même ou une personne physique serait autorisée ou pourrait le faire.

Les objets et les buts décrits dans les dispositions précédentes ne doivent être, en aucune façon, sauf lorsqu'il est spécifié autrement, limités ou restreints par référence ou inférence aux termes de toute autre disposition de cet acte constitutif, mais ces objets et buts décrits dans chacune des dispositions de cet article doivent être considérés comme des objets et des buts indépendants entre eux.

QUATRIEMEMENT - Le nombre total d'actions du Capital Ordinaire que la société est autorisée à émettre est de vingt mille (20.000) actions et la valeur nominale de chacune de ces actions est de cinquante dollars (\$50.00) pour un montant total de Un Million de dollars (\$1.000.000).

CINQUIEMEMENT - Les noms et les adresses postales des fondateurs sont les suivants:

B.J. Consono, 100 West 10 Street, Wilmington, Delaware
19899

F.J. Obara, Jr., 100 West 10 Street, Wilmington,
Delaware 19899

J.L. Rivera, 100 West 10 Street, Wilmington, Delaware
19899

SIXIEMEMENT - La société est créée pour une durée illimitée.

SEPTIEMEMENT - Pour permettre l'exercice des pouvoirs conférés par les statuts et non pas pour les limiter, le conseil d'administration est expressément autorisé à:

Faire, modifier ou abroger les statuts de la société.

Prendre et constituer des hypothèques et sûretés portant sur les droits immobiliers et mobiliers de la société.

Prélever sur les sommes distribuables de la société des fonds pour constituer une ou plusieurs réserves pour tout but légitime et à liquider toute réserve de ce type de la même façon qu'elle a été créée.

Par décision prise à la majorité de tous les membres du conseil, désigner un ou plusieurs comités, chaque comité devant comprendre deux ou plusieurs administrateurs de la société qui, dans les limites prévues par la

décision ou par les statuts de la société, auront et pourront exercer les pouvoirs du conseil d'administration dans la direction des activités et des affaires de la société, et pourront autoriser l'apposition du sceau de la société sur tous documents qui la rendront nécessaire. Ce ou ces comités porteront le ou les noms qui auront été portés dans les statuts de la société ou auront été choisis à tout moment par une décision du conseil d'administration.

Dans la mesure où cela aura été autorisé par les actionnaires représentant la majorité des actions créées ayant droit de vote, soit au cours d'une assemblée d'actionnaires dûment convoquée à cet effet, soit avec leur accord écrit, vendre, louer, échanger tous les biens et les actifs de la société, y compris sa clientèle et ses concessions, à des termes et conditions et pour la contrepartie qui pourra prendre la forme, par la totalité ou en partie, d'actions et/ou de titres de toute autre société, que le conseil d'administration jugera utiles et profitables à la société.

HUITIEMEMENT - Toutes les fois que sera proposé un compromis ou un accord amiable entre la société et ses créanciers, ou une catégorie de ceux-ci et/ou entre la société et ses actionnaires, ou une catégorie de ceux-ci, les tribunaux d' "Equity" de l'Etat du Delaware pourront, sur requête sommaire de la société ou d'un de ses créanciers ou actionnaires, ou sur requête du syndic ou des syndics de faillite choisis pour administrer la société conformément aux dispositions de la Section 291 du Titre 8 du Code du Delaware, ou sur requête du ou des

administrateurs judiciaires choisis pour administrer cette société conformément aux dispositions de la Section 279 du Titre 8 du Code du Delaware, convoquer conformément aux instructions des susdits tribunaux, une réunion des créanciers ou d'une catégorie de ceux-ci et/ou des actionnaires de cette société, ou d'une catégorie de ceux-ci, selon le cas. Si une majorité numérique représentant trois quarts en valeur des créanciers ou d'une catégorie de ceux-ci, et/ou des actionnaires de la société ou d'une catégorie de ceux-ci, selon le cas, convient d'un compromis, d'un accord amiable ou d'une réorganisation de la société résultant d'un tel compromis ou accord amiable, ledit compromis ou accord amiable et ladite réorganisation, une fois homologués par le tribunal saisi, lieront tous les créanciers ou une catégorie d'entre eux et/ou tous les actionnaires de la société ou une catégorie d'entre eux, selon le cas, aussi bien que la société.

NEUVIEMEMENT - Les assemblées d'actionnaires peuvent être tenues hors de l'Etat du Delaware, conformément aux dispositions des statuts. Les livres de la société peuvent être tenus (conformément aux dispositions des lois) hors de l'Etat du Delaware, en un ou plusieurs endroits qui pourront être désignés à tout moment par le conseil d'administration ou par les statuts de la société. Les élections des administrateurs ne doivent pas nécessairement être faites par vote écrit, à moins que les statuts de la société ne l'exigent.

DIXIEMEMENT - La société se réserve le droit de modifier,

altérer, changer ou annuler toute disposition contenue dans cet acte constitutif conformément à la réglementation en vigueur et à venir, et tous les droits accordés par les présentes aux actionnaires le sont sous cette réserve.

NOUS, LES SOUSSIGNES, étant chacun des fondateurs ci-dessus nommés, afin de constituer une société conforme à la Loi Générale sur les Sociétés de l'Etat du Delaware, établissons le présent acte, et déclarons et certifions par les présentes qu'il est notre acte et représente notre volonté et que les faits susmentionnés sont vrais, et qu'en conséquence nous les avons signés de notre main ce 20 juillet 1971.

B.J. Consono

F.J. Obara, Jr.

J.L. Rivera

ETAT DU DELAWARE)
)
)
COMTE DE NEWCASTLE)

Le 20 juillet 1971 sont comparu devant moi, notaire public de l'Etat du Delaware, B.J. Consono, F.J. Obara, Jr. et J.L. Rivera, seules parties à l'acte constitutif, connues de moi personnellement en cette qualité, et ont reconnu individuellement en ledit acte est l'acte et la volonté de ses signataires respectifs et que les faits qu'il énonce sont vrais.

FAIT de ma main et revêtu du sceau de ma fonction le jour et l'an ci-dessus mentionnés.

A. Dana Atwell
Notaire Public

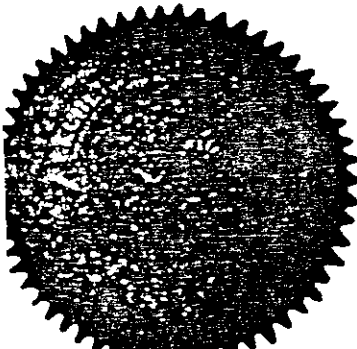
A. DANA ATWELL
Notaire Public
NOMME le 27 octobre 1969
ETAT DU DELAWARE
DUREE: 2 ans



Office of Secretary of State

J. Eugene Bunting, Secretary of State of the State of Delaware,
do hereby certify that the above and foregoing is a true and correct copy of
Certificate of Incorporation of the "AMOCO TUNISIA OIL COMPANY", as received and
filed in this office the twentieth day of July, A.D. 1971, at 10 o'clock A.M.

In Testimony Whereof, I have hereunto set my hand
and official seal at Dover this twentieth day
of July in the year of our Lord
one thousand nine hundred and seventy-one.



Eugene Bunting

Secretary of State

R. H. Edall

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

DEPARTEMENT D'ETAT

A TOUS CEUX A QUI PARVIENDRONT LES PRESENTES, SALUT:

JE CERTIFIE QUE le document annexé ci-joint est revêtu du sceau de l'Etat du Delaware.

EN FOI DE QUOI, moi, William P. Rogers, Secrétaire d'Etat ai fait apposer le sceau du Département d'Etat et souscrire mon nom par le Fonctionnaire dudit Département chargé de l'Authentification, dans la ville de Washington, District de Columbia, ce vingt-troisième jour de juillet, 1971.

Sceau du Département
d'Etat.

William P. Rogers
Secrétaire d'Etat

(Le Département n'engage) par
(pas sa responsabilité)
(en ce qui concerne le)
(contenu du document)
(annexé.)

(illisible)

Fonctionnaire chargé de
l'Authentification, Dépar-
tement d'Etat.

Ce certificat n'est pas valide s'il est enlevé ou altéré de quelque façon que ce soit.

COUNTY OF COOK)
STATE OF ILLINOIS) SS.
UNITED STATES OF AMERICA)

CERTIFICATE OF DIRECTORS

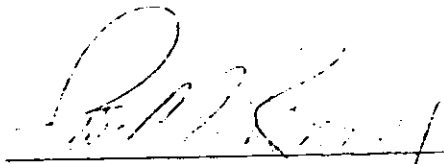
I, PETER M. KENNEL, hereby certify that I am the Assistant Secretary of Amoco Tunisia Oil Company, with its principal office located at 200 E. Randolph Drive, Chicago, Illinois, United States of America.

I further certify that as of February 28, 1980, the following are all of the directors of Amoco Tunisia Oil Company:

R. L. Blanton
H. O. Boswell
C. Clark Fuller
Thomas S. James
O. D. Gaither


Further, affiant sayeth not.

EXECUTED in the County of Cook, State of Illinois, United States of America this 29th day of February, 1980.



Peter M. Kennel

SUBSCRIBED AND SWORN TO
before me this 29th day
of February, 1980.



Notary Public

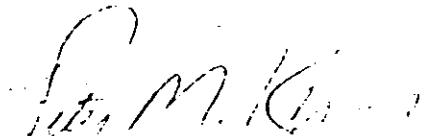
My commission expires 11/18/81.

CERTIFICATE

I, PETER M. KENNEL, Assistant Secretary of Amoco Tunisia Oil Company (the "Company") hereby certify that the following resolutions were adopted by the Company's Board of Directors pursuant to a consent action, effective February 28, 1980:

RESOLVED, that the Company be and hereby is authorized to obtain and to undertake the obligations and responsibilities set forth in a Permit for exploration and exploitation of mineral substances of the second group in that certain open acreage onshore Republic of Tunisia which is located immediately south of the Medenine Permit area in which the Company currently holds an undivided interest participation; and

RESOLVED FURTHER, that each of D. B. Grant and J. S. Kappock be and hereby is appointed and constituted the Company's attorney-in-fact for the purpose of obtaining a Permit for the open acreage described in the foregoing resolution and each of them is hereby empowered and authorized, either jointly or individually, to execute and deliver on behalf of the Company any applications, agreements, certificates, instruments, or other documents and to perform any other acts or things which may be incidental to or necessary and proper for obtaining said Permit and that the President or any Vice President of the Company be and hereby is empowered and authorized on behalf of the Company to execute and deliver said power of attorney.

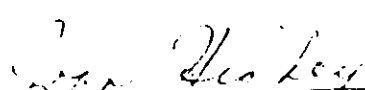


Peter M. Kennel
Assistant Secretary
Amoco Tunisia Oil Company

ATTEST:

SEAL

SUBSCRIBED AND SWORN TO
before me this 29th day
of February, 1980



Notary Public

My commission expires 1/18/81

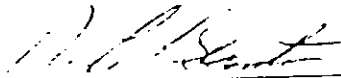
UNITED STATES OF AMERICA)
STATE OF ILLINOIS)
COUNTY OF COOK) SS.
CITY OF CHICAGO)

POWER OF ATTORNEY

KNOW ALL MEN BY THESE PRESENTS, that AMOCO TUNISIA OIL COMPANY, a corporation organized and existing under the laws of the State of Delaware, U.S.A., has made, constituted and appointed and by these presents DOES HEREBY MAKE, CONSTITUTE AND APPOINT each of D. B. GRANT and J. S. KAPPOCK its true and lawful attorney-in-fact, either jointly or individually:

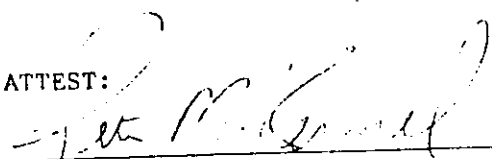
For and on behalf of the Company, to obtain, and to commit the Company to the obligations and responsibilities set forth in, a Permit for exploration and exploitation of mineral substances of the second group in that certain open acreage onshore Republic of Tunisia which is located immediately south of the Medenine Permit area in which the Company currently holds an undivided interest participation and to execute and deliver any applications, agreements, certificates, instruments, or other documents and to perform any other acts or things which may be incidental to or necessary and proper for obtaining said Permit.

IN WITNESS WHEREOF, AMOCO TUNISIA OIL COMPANY has caused these presents to be executed on its behalf and its corporate seal to be hereunto affixed by its Vice President and Secretary, duly authorized, this 29th day of February, 1980.



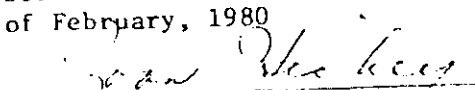
R. L. Blanton
Vice President
Amoco Tunisia Oil Company

ATTEST:



Assistant Secretary

SUBSCRIBED AND SWORN TO
before me this 29th day
of February, 1980



Notary Public

My commission expires 1/18/81